

lutte de classe

Pour un parti mondial
de la révolution prolétarienne



N° 2
Septembre 1986



class struggle

For a proletarian
revolutionary world party



N° 2
September 1986



lucha de clase

Por un partido mundial
de la revolución proletaria



N° 2
Septiembre de 1986



SOMMAIRE

- France :
**déclin
du PCF ?** 2

- USA :
**les limites
d'une grève...
et de
l'extrême-gauche** 14

- Philippines :
**Aquino
entre le PCP
et l'armée** 28

- Grande-Bretagne :
**A propos du Militant
quel avenir
pour l'entrisme
dans le
Parti Travailleiste ?** ... 40

- Haïti :
**Duvalier est parti,
pas ses sbires** 56

CONTENTS

- France :
**The decline
of the CP ?** 2

- USA :
**The limits
of a strike...
and of
the left** 14

- Philippines :
**Aquino
between the CCP
and the army** 28

- Great Britain :
**Concerning
the Militant Tendency
what future for
entrism into
the Labor Party ?** 40

- Haiti :
**Duvalier is gone,
not his henchmen** .. 56

SUMARIO

- Francia :
**¿ Decadencia
del PCF ?** 3

- USA :
**Los límites
de una huelga...
y de la
extrema-izquierda** .. 15

- Filipinas :
**Aquino
entre el PCP
y el ejército** 29

- Gran Bretaña :
**A propósito
del Militant
¿ qué porvenir para
el entrismo en el
partido laborista ?** .. 41

- Haiti :
**Duvalier se fué,
no sus esbirros** 57

A NOS LECTEURS

Lutte de Classe est une revue mensuelle éditée par quatre groupes: Lutte Ouvrière (France), Spark (USA), Combat Ouvrier (Antilles francophones), UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes).

Ces groupes qui militent en commun et collaborent depuis des années, forment un courant trotskyste international, distinct des autres courants trotskystes, mais qui se donne aussi pour but la construction de partis ouvriers révolutionnaires dans les différents pays et d'une internationale communiste révolutionnaire, c'est-à-dire d'un parti mondial de la révolution prolétarienne basé sur les enseignements de Lénine et de Trotsky.

Ces groupes n'ont pas la prétention d'être cette internationale et savent que ce n'est qu'en rassemblant les forces dispersées aujourd'hui entre les différents courants révolutionnaires mais aussi dans le mouvement ouvrier tout entier, que la Quatrième Internationale pourra réellement être reconstruite et mise sur pied.

Cette revue, *Lutte de Classe*, a justement pour ambition d'entamer une discussion dans le mouvement trotskyste et révolutionnaire prolétarien présentement divisé, comme on le sait, en d'innombrables tendances et courants.

Cette revue est trilingue, c'est-à-dire que chaque article est présenté parallèlement dans les trois langues, français, anglais, espagnol, pour s'adresser à tous ceux qui, à travers le monde, quelle que soit leur langue, ressentent et comprennent la nécessité de cette discussion dans le mouvement trotskyste, aussi bien sur les problèmes d'actualité que sur les analyses plus fondamentales du monde contemporain.

Lutte de Classe exprimera bien sûr les analyses et les opinions du courant qui l'édite. Mais elle pourra aussi, éventuellement, être ouverte à l'expression de points de vue exprimés par d'autres militants ou groupes révolutionnaires qui se situent sur le terrain de l'internationalisme prolétarien.

TO OUR READERS

Class Struggle is a monthly review published by four groups: Lutte Ouvrière (France), The Spark (USA), Combat Ouvrier (French-speaking West Indies), UATCI (African Union of Internationalist Communist Workers).

These groups have been active together and have collaborated for many years now, and make up an international Trotskyist current, organized separately from other Trotskyist currents, but sharing the same goal: the building of revolutionary parties in all countries and the building of a revolutionary communist International, that is to say, a world party of proletarian revolution based on the teachings of Lenin and Trotsky.

These groups do not pretend they are such an International; they are aware that only by bringing together the forces which today are scattered among the different revolutionary currents, but also in the workers' movement as a whole can the Fourth International be really rebuilt and established.

The ambition of this review, *Class Struggle*, is to open up a discussion inside the Trotskyist and proletarian revolutionary movement which today is divided, as everyone knows, into innumerable tendencies and currents.

This revue is trilingual, each article being laid out in three columns, in French, English, and Spanish, and addresses all those who, throughout the world and whatever their language, feel and understand the need for such a discussion inside the Trotskyist movement—on the burning issues as well as on more basic analyses of the contemporary world.

Class Struggle will of course reflect the analyses and opinions of the groups editing it. But it might also open its columns to the points of view of other militants or groups placing themselves on the grounds of proletarian internationalism.

A NUESTROS LECTORES

Lucha de Clase es una revista mensual editada por cuatro grupos: Lutte Ouvrière (Francia), Spark (USA), Combat Ouvrier (Antillas de habla francesa), UATCI (Union Africana de los Trabajadores Comunistas Internacionalistas).

Estos grupos que militan en común y colaboran desde hace años forman una corriente trotskista internacional distinta de las otras corrientes trotskistas, pero que se da también como meta la construcción de partidos obreros revolucionarios en los diferentes países y de una internacional comunista revolucionaria, es decir de un partido mundial de la revolución proletaria basado en los enseñamientos de Lenin y Trotsky.

Estos grupos no tienen la pretensión de ser esta internacional y saben que es sólo reuniendo las fuerzas esparcidas hoy no sólo entre las diferentes corrientes revolucionarias sino también en el movimiento obrero entero, cómo se podrá reconstruir y asentar la Cuarta Internacional.

Esta revista, *Lucha de Clase*, tiene justamente la ambición de iniciar una discusión dentro del movimiento trotskista y revolucionario proletario actualmente dividido, como se sabe, en innumerables tendencias y corrientes.

Esta revista es trilingüe, es decir que cada artículo viene presentado paralelamente en los tres idiomas, frances, inglés, español, para dirigirse a todos los que, por el mundo, sea cual sea su idioma, sienten y entienden la necesidad de que se de tal discusión en el movimiento trotskista tanto sobre los problemas de actualidad como sobre los análisis más fundamentales del mundo contemporáneo.

Lucha de Clase expresará por supuesto los análisis y las posiciones de la corriente que la edita. Pero podrá también eventualmente abrirse a la expresión de puntos de vista expresados por otros militantes o grupos revolucionarios que se sitúan en el terreno del internacionalismo proletario.

France :

déclin du PCF ?

Le Parti Communiste Français connaît-il un déclin irréversible ? Beaucoup, aujourd'hui, se posent cette question. Certains pour y répondre par l'affirmative et s'en réjouir, d'autres, moins nombreux, pour s'en inquiéter.

Et il est vrai que la question peut être légitimement posée : pendant trente-trois ans, de 1945 à 1978 inclus, le PCF avait presque toujours, y compris durant la guerre froide, obtenu plus de 20% des voix aux élections législatives nationales. La seule exception remontait à l'arrivée de De Gaulle au pouvoir en 1958, qui l'avait fait passer juste en-dessous de ce seuil et pour un seul scrutin. Et on vient de le voir n'en recueillir que 9,79 % en mars 1986. D'autant plus que cette chute s'est poursuivie dans des situations politiques très différentes : en 1981, alors que la gauche prend la majorité et accède au gouvernement après 23 ans d'opposition, le PCF perd, lui, près d'un quart de ses électeurs et descend à 16,12 % des voix ; une seconde fois en 1986, quand la droite reprend la majorité, après que le PCF ait été trois ans dans le gouvernement, puis deux ans dans l'opposition, il perd encore un bon quart de ses électeurs traditionnels. Que le vent souffle de droite ou de gauche, il ne semble plus jamais, ces dernières années, souffler pour le PCF.

Alors, le PCF est-il en train de se réduire inexorablement à l'état de groupuscule sans poids politique dans le pays, à l'instar de tant d'autres partis communistes staliniens des pays industriels d'Europe ou d'Amérique ? La question mérite d'autant plus d'être posée qu'il convient de rappeler que si, parmi tous ces partis aucun n'a jamais réellement atteint l'importance et la stature du PCF, la plupart ont tout de même connu, en général après la Seconde Guerre mondiale, une taille bien plus grande que celle qu'ils ont aujourd'hui.

UNE CONTRADICTION FONDAMENTALE

La contradiction fondamentale dans laquelle se meut le PCF n'est ni nouvelle ni très originale, mais elle ne s'est jamais résolue depuis cinquante ans qu'elle est apparue au grand jour. C'est la contradiction entre l'idéal proclamé, le programme, ne serait-ce que contenu implicitement dans le mot "communiste" encore jamais abandonné, et l'aspiration profonde de toute la partie de l'appareil qui va des cadres dirigeants aux élus, maires des grandes villes, directeurs d'OPHLM, de colonies de vacances, etc., d'être un parti de gouvernement, c'est-à-dire un parti jouant un rôle politique dans le cadre de l'Etat bourgeois, à l'intérieur même de la République bourgeoise. Autrement dit, la contradiction est de vouloir devenir un parti bourgeois en restant un parti ouvrier.

En effet, toute la politique du PCF depuis 1936, où il a sauvé la bourgeoisie en arrêtant la vague de grèves, c'est de se poser en parti responsable, en parti de gouvernement comme les autres, c'est-à-dire comme les autres partis de la bourgeoisie qui, en dernière analyse, maintiennent l'ordre social. Cela, c'est son aspiration, son ambition, son projet politique ouvertement affirmé au travers des années.

Dans le même temps, non seulement il conserve un lien, de plus en plus ténu il est vrai, avec l'URSS, mais surtout il garde l'étiquette «communiste» et il maintient en son sein, parmi ses membres, et auprès de la classe ouvrière, la fiction qu'il veut un changement de société et que la classe ouvrière peut être l'artisan principal de ce changement. Non seulement il le dit, mais il fait l'effort de se maintenir présent au sein de la classe ouvrière, d'y avoir une implantation privilégiée et de jouer un rôle primordial dans l'organisation des

France :

The decline of the CP ?

Is the French Communist Party's decline irreversible ? These days, many have raised this question. And some have given the question an affirmative answer, rejoicing over the fact, while others, who are fewer, deplored it.

The question is indeed a justified one : for a period of thirty-three years, from 1945 to 1978, the CP had nearly always received more than 20% of the vote in general elections, including during the Cold War period. The only exception to this dates back to De Gaulle's coming to power in 1958, which caused its results to slip just under that level, though in one election only. And now it got only 9.79% in March 1986. Furthermore, the CP's fall has gone on through very different political situations. In 1981, when the left wing obtained the majority and formed its first government after twenty-three years in the opposition, the CP for its part lost about a quarter of its voters and scored a mere 16.12%. Once again in 1986, the CP, after three years in the government followed by two years in the opposition, lost another quarter of its traditional electorate. These last few years, whether the wind has blown from the right or from the left, it seems that it has never blown in the favor of the CP.

So, is the CP inexorably becoming a group without any weight in the country's political life, just like so many other Stalinist communist parties in the industrialized countries of Europe or America ? The question is all the more relevant since it must be remembered that though none of these other parties ever reached the size and influence of the French CP at some point in the past — generally speaking after World War II — most of them were also much more important than they are today.

Francia :

¿decadencia del PCF ?

A BASIC CONTRADICTION

The basic contradiction of the CP is neither very new, nor very original. However, it has never been solved, since it first appeared some fifty years ago. This is the contradiction between the CP's proclaimed ideal, its program —as embodied, even if only implicitly, in the word "communist", which they have never given up yet — and the deep aspirations of whole sectors of the apparatus, ranging from leading cadres to elected people (mayors of big cities, directors of public housing authorities or of vacation camps, etc.) to have a governmental party, that is, a party playing a political role within the framework of the bourgeois state, at the heart of the bourgeois Republic itself. In other words, a contradiction which consists in wanting to become a bourgeois party while remaining a workers' party.

Indeed, the CP's whole policy since 1936, when it saved the bourgeoisie by bringing the strike wave to a halt, has been to appear as a responsible party, as a governmental party like any other, that is, a party that can be likened to the other parties of the bourgeoisie, whose ultimate aim is to maintain social order. We are talking here of course of the party's goal and ambition, of its political prospects it has repeatedly put forward over the years.

At the same time though, the CP has kept its ties — weaker and weaker ones to be sure — with the USSR, but above all, it has kept the "communist" label, it has maintained, within its ranks and inside the working class, the fiction that it stands for a change of society and that the working class can be the main architect of such a change. Not only does it say so, but it has made the effort of remaining present inside the working class, of giving importance to its

¿ El Partido Comunista Francés está en irreversible decadencia? Muchos se plantean hoy esta interrogante. Algunos para respondérsela afirmativamente y regocijarse con ello, otros—menos numerosos— para inquietarse.

Es cierto que la pregunta puede plantearse con toda legitimidad : durante treinta y tres años, de 1945 a 1978 inclusive, el PCF había obtenido casi siempre—incluso durante la guerra fría— más del 20% de los votos en las elecciones legislativas nacionales. La única excepción remontaba a la llegada de De Gaulle al poder en 1958, que lo hizo pasar apenas por debajo de ese tope y en un solo escrutinio. Y se lo acaba de ver recoger sólo el 9,79% en marzo de 1986. Más aún cuando esta caída se ha continuado a través de situaciones políticas muy diferentes : en 1981 cuando la izquierda logra la mayoría y accede al gobierno luego de 23 años de oposición, el PCF pierde casi un cuarto de sus electores y desciende al 16,12% de los votos ; por segunda vez en 1986, cuando la derecha retoma la mayoría, el PCF luego de haber estado tres años en el gobierno y dos años en la oposición, pierde nuevamente un buen cuarto de sus electores tradicionales. Que el viento sople de la derecha o de la izquierda, estos últimos años no parece ya más soplar para el PCF.

Está entonces el PCF reduciéndose inexorablemente al estado de grupúsculo sin peso político en el país a semejanza de tantos otros partidos comunistas estalinistas de países industriales de Europa o de América ? La pregunta merece tanto más ser planteada cuanto que conviene recordar que si de entre todos esos partidos ninguno ha realmente alcanzado la importancia y la estatura del PCF, la mayoría ha conocido sin embargo en general luego de la segunda guerra mundial, una dimensión bastante más grande de la que hoy tienen.

UNA CONTRADICCION FUNDAMENTAL

La contradicción fundamental dentro de la que se mueve el PCF no es ni nueva, ni muy original, pero nunca ha sido resuelta desde que apareció a la luz del día hace cincuenta años. Es la contradicción entre el ideal proclamado, el programa aunque más no sea contenido implícitamente en la palabra "comunista" nunca abandonado hasta ahora, y la aspiración profunda de toda la parte del aparato que va desde los cuadros dirigentes a los elegidos, alcaldes de las grandes ciudades, directores de OPHLM, de colonias de vacaciones, etc., de ser un partido de gobierno, es decir un partido desempeñando un papel político en el marco del Estado Burgués, en el interior mismo de la República burguesa. En otros términos, la contradicción es la de querer llegar a ser un partido burgués, permaneciendo como partido obrero.

En efecto, toda la política del PC desde 1936 cuando salvó a la burguesía parando la ola de huelgas, es la de mostrarse como partido responsable, como partido de gobierno igual que los otros, es decir como los otros partidos de la burguesía, quienes en última instancia mantienen el orden social. Esta es su aspiración, su ambición, su proyecto político abiertamente afirmado a lo largo de los años.

Al mismo tiempo, no sólo conserva un lazo— cada vez más tenue, es cierto— con la URSS, sino que sobre todo, guarda la etiqueta "comunista" y mantiene en su seno, entre sus miembros y cerca de la clase obrera, la ficción de que quiere un cambio de sociedad y de que la clase obrera puede ser su artesano principal. No solamente lo dice, sino que hace el esfuerzo de mantenerse presente en el seno de la clase obrera, de tener allí una implantación privilegiada y de desempeñar un rol primordial en la organización de los trabajadores, sindical pero también política, en el



50 años de fidelidad a la clase obrera, al pueblo y a la nación
50 años de fidelidad al leninismo.

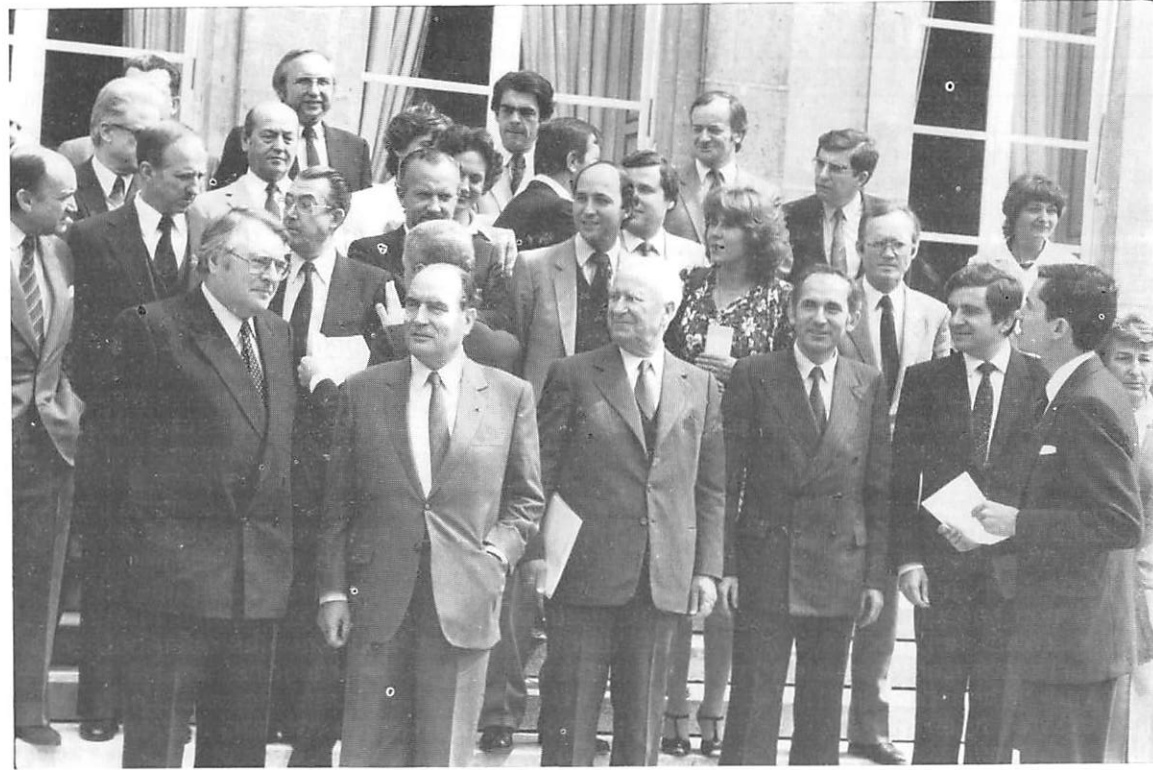
"In your struggles, l'Humanité stands for truth.

En vuestras luchas, l'Humanité por la verdad.



"Fifty years of faithfulness to the working class, the people, and the nation."

"Fifty years of faithfulness to Leninism."



Un parti qui s'adresse aux travailleurs et en même temps qu'il a des ministres dans un gouvernement bourgeois.

A party which addresses the working class and which, at the same time, has ministers in a bourgeois government.

Un partido que se dirige a los trabajadores y que tiene al mismo tiempo ministros en un gobierno burgués.

travailleurs, syndicale mais aussi politique, sur le lieu de travail. Disons au passage qu'il est malheureusement le seul à avoir cette préoccupation. Non seulement les sociaux-démocrates français ne sont plus capables depuis longtemps de vouloir cet effort, à la fois par choix politique et pour des raisons sociales, mais même une grande partie des révolutionnaires n'en sont pas capables non plus, ne serait-ce que parce que les idées révolutionnaires se transmettent plus facilement dans les milieux intellectuels, bien des organisations révolutionnaires ont considéré que la prolétarianisation des enseignants suffisait à entretenir les idées révolutionnaires dans le monde du travail, ce qui, faut-il le dire, s'est révélé, avec constance depuis 50 ans, absolument erroné.

Et depuis 50 ans, le PCF oscille entre ces deux pôles. La bourgeoisie ne lui pardonne pas de se dire encore communiste, même s'il s'évertue à donner toutes les preuves qu'il ne l'est plus. Elle ne lui pardonne pas d'entretenir chez les travailleurs l'idée que la classe ouvrière a un rôle particulier à jouer, politique, dans l'évolution de la société, même si le PCF s'évertue à expliquer, et parfois à prouver dans les faits, que cette implantation lui sert plus à freiner les luttes, à les détourner, qu'à les entretenir. La bourgeoisie pense, et elle n'a pas tout à fait tort, que si le PCF ne créait pas d'illusions, il n'y aurait même pas de luttes à détourner.

Alors le PCF a été tenté, à bien des reprises, d'abandonner son nom (il en a d'ailleurs effectivement changé : le Parti Communiste — section française de l'Internationale Communiste, s'est transformé, au lendemain de la guerre, en Parti Communiste Français) pour se fondre au sein de rassemblements plus vastes et surtout plus mal définis afin de s'intégrer plus ouvertement au système. Mais à chaque fois il a fait demi-tour, sans doute parce que perdre son identité c'est se fondre dans la social-démocratie, et c'est une autre façon de disparaître. D'un autre côté, renoncer à dire que la classe ouvrière a un rôle particulier à jouer dans la transformation politique de la société, ce serait renoncer à s'implanter de façon spécifique et politique parmi les travailleurs, c'est-à-dire renoncer à la base ouvrière et à la liaison avec la classe ouvrière qui a fait jusqu'ici sa force. C'est pourquoi le PC a choisi, bon gré mal gré, depuis 50 ans, d'assumer la contradiction de se vouloir un parti bourgeois en se disant un parti ouvrier, et de mener

implantation among workers, and of playing a leading role in the organization of the rank and file in workplaces, on the union as well as on the political level. Let it be said in passing that, unfortunately, the CP is the only party to have had such preoccupations. The French Social Democrats have long since been incapable of such efforts, out of political choice as well as for political reasons ; however, the great bulk of revolutionaries themselves have been as incapable. Be it only because of the fact that revolutionary ideas are more easily transmitted in intellectual circles, many revolutionary organizations have considered that the proletarianization of teachers would be enough to keep revolutionary ideas alive in the world of labor — an idea which, is it necessary to say, has been repeatedly proven wrong over the last 50 years.

And for 50 years now, the CP has been hesitating between those two centers of attraction. The bourgeoisie cannot forgive it for still calling itself communist, even though it has given all kinds of proof that it no longer is. It cannot forgive it for keeping alive among workers the idea that the working class has a special role to play, a political role, in the evolution of society — even though the CP does all it can to explain, and sometimes to prove in actual facts, that its implantation in the working class is aimed at checking and warding off struggles rather than at fostering them. The bourgeoisie believes, and it is not entirely wrong in doing so, that if the CP did not create any illusions there would not even be struggles to ward off.

This is why the CP has often been tempted to give up its name (it did so in fact after World War II, changing its name from Communist Party — French section of the Communist International to French Communist Party) and to merge into vaster and, more importantly, less well defined entities in order to become more openly integrated in the system. But each time it backed off, no doubt because losing its identity meant merging into the social democracy, which was a way of disappearing altogether. Also, giving up saying that the working class has a specific role to play in the political transformation of society would have meant renouncing to develop roots, in a privileged and political fashion, in the working class ; that is, giving up its working class base and its ties

lugar de trabajo. Digamos al pasar que es desgraciadamente el único que tiene esta preocupación. No sólo los social-demócratas franceses ya no son capaces desde hace tiempo de querer hacer este esfuerzo, a la vez por opción política y por razones sociales, sino incluso gran parte de los revolucionarios no lo son tampoco aunque sólo sea porque las ideas revolucionarias se transmiten más fácilmente en los medios intelectuales ; no pocas organizaciones revolucionarias consideraron que la proletarianización de los docentes era suficiente para sustentar esas ideas dentro del mundo del trabajo, lo cual — ¿ es necesario decirlo ? — se ha revelado constantemente desde hace 50 años, absolutamente erróneo.

Y desde hace 50 años, el PCF oscila entre esos dos polos. La burguesía no le perdona que se diga aún comunista, incluso si se empeña en dar todas las pruebas de que no lo es más. No le perdona que mantenga entre los trabajadores la idea de que la clase obrera tiene un papel particular a desempeñar, político, en la evolución de la sociedad, incluso si el PCF se empeña en explicar y a veces en probar en los hechos, que esta implantación le sirve más para frenar las luchas, para desviarlas que para sostenerlas. La burguesía piensa, y no está totalmente equivocada, que si el PCF no creara ilusiones, no habría ni siquiera luchas a desviar.

Entonces el PCF, estuvo tentado en muchas ocasiones de abandonar su nombre (efectivamente lo ha cambiado : el Partido Comunista - sección francesa de la Internacional Comunista, se transformó luego de la guerra en Partido Comunista Francés) para fundirse dentro de agrupamientos más vastos y sobre todo menos definidos a fin de integrarse más abiertamente al sistema. Pero todas las veces ha vuelto atrás, sin duda porque perder su identidad significa fundirse con la socialdemocracia, y es otra manera de desaparecer. Por un lado, renunciar a decir que la clase obrera tiene un rol particular a desempeñar en la transformación política de la sociedad, sería renunciar a implantarse de forma específica y política entre los trabajadores, es decir renunciar a la base obrera y a la conexión con la clase obrera la cual ha sido hasta aquí su fuerza. Es por eso que el PC ha elegido, de buena o mala gana, desde hace 50 años, asumir la contradicción de querer ser un partido burgués



Georges Marchais au congrès des Jeunesses Communistes.
Il existe des milliers de militants...

*Georges Marchais at the Communist Youths' Congress.
There are thousands of militants...*

G. Marchais en el Congreso de las Juventudes Comunistas,
existen miles de militantes...

une politique social-démocrate en se disant communiste.

UNE COUCHE DE MILITANTS OUVRIERS COMMUNISTES

Bien sûr, le Parti Communiste Français, tel qu'il est, avec toutes ses contradictions, s'explique par son histoire.

Mais en fait aujourd'hui on peut affirmer que si, sur plus de 60 ans, le PCF s'est maintenu, malgré ses contradictions, c'est parce qu'il existe en France une fraction de la classe ouvrière, constituée de dizaines de milliers de travailleurs, de militants ouvriers, qui se disent et se veulent communistes, et qui s'est conservée et renouvelée sur plusieurs générations.

Bien sûr, l'existence même d'un grand Parti Communiste, même stalinien, a contribué à maintenir et renouveler cette couche de travailleurs communistes, mais il est certain que c'est grâce à cette base militante ouvrière, intimement liée à la classe ouvrière elle-même et estimée par elle, que le PCF a pu jusqu'ici se maintenir contre vents et marées. C'est elle qui lui a permis de résister à des périodes difficiles où le personnel politique unanime de la bourgeoisie le maintenait dans un ghetto, comme au moment de la guerre froide, voire où il accusait des baisses électorales sensibles, comme au moment de l'arrivée de De Gaulle au pouvoir.

Et ces militants sont d'un type particulier. D'abord parce qu'ils sont communistes et partisans d'un autre type de société, et aussi parce qu'une des bases de leur action militante est que la classe ouvrière a un rôle particulier à jouer dans l'évolution de la société, c'est-à-dire, sans même qu'ils le formulent ainsi, qu'ils sont convaincus que la lutte de classe est le moteur de l'évolution de la société. Bien sûr, cela ne les a pas empêchés d'accepter que leur parti mène, dans la pratique, une politique complètement à l'opposé de ces idées.

Mais du coup, même déformée par la représentation stalinienne que leur en donne leur parti, même noyée quelquefois dans une autre idéologie anti-communiste ou même réactionnaire comme le nationalisme cultivée aussi par leur parti, cette affirmation du communisme a réuni un type de

with it, which have always been the reason for the party's strength. This is why for 50 years now the CP has always, willy-nilly, opted for policies accepting the contradiction of saying it is a workers' party while wanting to be a bourgeois party, of carrying out social democratic policies while calling itself communist.

A LAYER OF WORKING-CLASS COMMUNIST MILITANTS

Of course, the French CP as it exists today —with all its contradictions— is accounted for by this party's history.

Indeed, it can be said that if the CP has been able to maintain itself for over 60 years despite its inner contradictions, it is due to the fact that there exists in France a fraction of the working class —made up of tens of thousands of workers and rank-and-file militants who say they are and want to be viewed as communist— which has been maintained, renewing itself generation after generation.

Of course, the existence of a big Communist Party, albeit a Stalinist one, has played a role in maintaining and in renewing this layer of communist workers. But it is a sure thing that, if the CP has been able to survive despite all obstacles, it is thanks to this working-class and militant base which has intimate links with the working class as a whole and enjoys the workers' confidence. It was thanks to this layer of people that the CP could get through hard times —when it was rejected into a ghetto by the bourgeoisie's unanimous political personnel as during the Cold War, or when its electoral results fell sharply as after de Gaulle's coming to power.

Furthermore, these militants represent a special type of militants. First of all, because they are communist and stand for a different society. Secondly, because one of the bases of their militant activity is the idea that the working class has a specific role to play in the evolution of society ; that is to say, even if they say it in different terms, that the class struggle is the motor of society's evolution. Of course, that has never stopped them from agreeing when their party carries out, in practice, policies in total contradiction with these ideas.

continued on p. 8

diciéndose partido obrero, y de llevar adelante una política social-demócrata diciéndose comunista.

UNA CAPA DE MILITANTES OBREROS COMUNISTAS

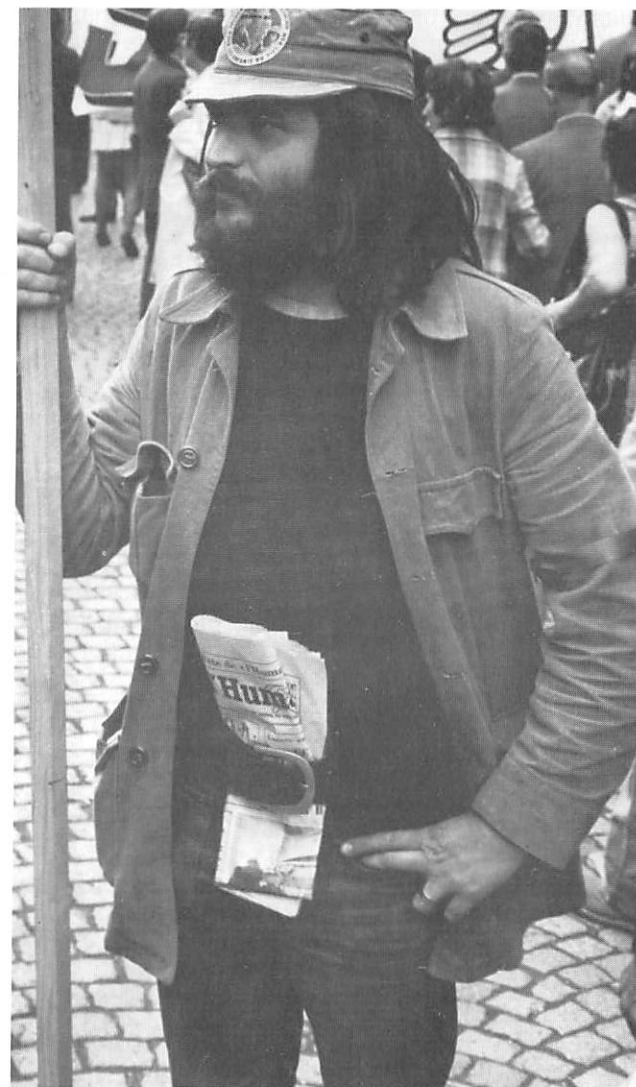
Claro está, el Partido Comunista Francés, tal cual es, con todas sus contradicciones, se explica por su historia.

Pero de hecho hoy se puede afirmar que si en 60 años, el PCF se ha mantenido, con todas sus contradicciones es porque existe en Francia una fracción de la clase obrera, constituida de decenas de miles de trabajadores, de militantes obreros, que se dicen y se sienten comunistas y que se ha conservado y renovado a través de varias generaciones.

Por supuesto que la existencia misma de un gran Partido Comunista, incluso estalinista, ha contribuido a mantener y renovar esta capa de trabajadores comunistas, pero es cierto que es gracias a esta base militante obrera íntimamente ligada a la clase obrera misma y estimada por ella, que el PCF ha podido hasta aquí mantenerse contra viento y marea. Ella le ha permitido resistir en los períodos difíciles cuando el personal político unánime de la burguesía lo hacía permanecer en un ghetto, como en el momento de la guerra fría, o bien cuando registraba bajas electorales sensibles, como en el momento de la llegada de De Gaulle al poder.

Y esos militantes son de un tipo particular. Primero porque son comunistas y partidarios de otro tipo de sociedad, y también porque una de las bases de su acción militante es que la clase obrera tiene un papel particular a desempeñar en la evolución de la sociedad, es decir, porque incluso sin formularlo así, están convencidos de que la lucha de clases es el motor de la evolución de la sociedad. Claro que esto no les ha impedido aceptar que su partido lleve adelante en la práctica, una política completamente opuesta a esas ideas.

Pero al mismo tiempo, aún deformada por la representación estalinista que de ella les da su partido, aún ahogada en medio de otra ideología anticomunista o incluso reaccionaria como el nacionalismo cultivado también por su partido, esta afirmación del comunismo, ha reunido un tipo de



...qui se disent communistes.
...who claim they are communists.
...que se dicen comunistas.

sigue en p. 9

militants ouvriers bien différents des autres militants syndicalistes ex-chrétiens, ou ce qui reste de militants sociaux-démocrates au sein de la classe ouvrière.

Et le résultat c'est que d'une part ils maintiennent une intervention politique dans la classe ouvrière, l'idée que la lutte politique n'est pas réservée aux autres classes, aux intellectuels ou aux spécialistes, qu'elle est nécessaire pour les travailleurs, en même temps qu'ils cultivent pour eux-mêmes, et pour les travailleurs autour d'eux, des réflexes de lutte. C'est bien d'ailleurs pour cela que les dirigeants du PCF (par CGT interposée) sont si vigilants à contrôler, pour les contenir, les luttes de la classe ouvrière.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'idéaliser ces militants. Ils ont accepté et imposé aux travailleurs des politiques contraires à l'idéal qu'ils revendiquent. C'est parmi eux que se recrutent une bonne fraction des bureaucrates du mouvement ouvrier français. Mais la proportion d'entre eux qui sont des bureaucrates, par rapport à ceux qui ne sont que des militants dévoués et bénévoles, est bien plus faible que parmi la social-démocratie ou les syndicats chrétiens ou ex-chrétiens. Ils constituent indéniablement une couche importante de militants ouvriers non liés à la bourgeoisie et à son appareil d'Etat, les plus proches en fait de l'idéologie révolutionnaire prolétarienne. Et c'est cette couche sociale qui explique l'existence et le maintien d'un parti comme le PCF envers et contre tout, car le PCF est le seul parti politique qui a une politique spécifique envers la classe ouvrière et y a une véritable présence.

CE QUE SERAIT LE VRAI DÉCLIN DU PCF

Poser la question du déclin du PCF ce n'est donc pas s'arrêter à l'analyse de ses derniers scores électoraux. C'est poser la question de la disparition, totale ou partielle, de cette base ouvrière.

Bien entendu les mauvais scores électoraux peuvent avoir des conséquences sur ces militants. Certains peuvent être découragés par ces résultats et abandonner l'activité politique et syndicale. Mais qu'en est-il vraiment aujourd'hui ? Ou, en d'autres termes, le déclin électoral du PCF traduit-il aujourd'hui un déclin de sa base sociale ?

Il est sans aucun doute bien difficile de répondre à cette question. Le PCF est un grand parti, qui est le seul à avoir, justement, des militants dans tous les secteurs de la classe ouvrière et pour être en mesure de juger vraiment de l'évolution au jour le jour de cette implantation, il faudrait avoir une implantation sensiblement équivalente.

On ne peut juger que par ce qui se passe dans les grandes entreprises où le nombre de militants actifs du PCF semble s'être réduit ces derniers temps. Mais cela peut être passager et cela ne serait pas nouveau, le problème étant alors celui du renouvellement.

Il n'est donc pas possible de répondre aujourd'hui à la question de savoir si nous assistons à un véritable déclin du PCF parce qu'il serait en train de perdre sa base militante ouvrière dont les échecs électoraux enregistrés ces dernières années seraient la traduction ou si, indépendamment de la taille de son électorat, le Parti Communiste restera implanté au sein et au cœur de la classe ouvrière. Tout ce que l'on peut dire c'est que la question se pose et qu'il est vital pour les révolutionnaires de suivre sérieusement cette évolution et si possible d'y intervenir... à condition de bien regarder là où il faut et ne pas prendre la surface pour le fond.

Dans l'état actuel des choses, les révolutionnaires n'ont aucun intérêt à la disparition ou au déclin du PCF par disparition de sa base ouvrière.

UN RECU L OU PAS

Une telle affirmation peut paraître paradoxale de la part de militants révolutionnaires pour qui l'appareil stalinien a été depuis des décennies l'un des principaux adversaires dans les entreprises et l'un des principaux obstacles à leur développement. Et il est vrai, par exemple, que ces quarante dernières années c'est certainement bien plus souvent aux staliniens qu'à l'extrême-droite que les trotskystes ont dû faire face physiquement pour imposer ne serait-ce que leur droit à l'existence, dans ou aux portes des entreprises, dans la rue ou dans les réunions publiques.

Pourtant, le seul effondrement du PCF dont pourraient se réjouir les révolutionnaires serait celui qui se ferait sur sa gauche, si la cause en était

All the same, deformed as it is by the Stalinist version of communism, the CP has to offer, buried as it has been in the past under anti-communist or reactionary ideologies cultivated by their party, such as nationalism, these militants' defense of communism has brought together a type of working-class militants who are very different from the other militants who are active inside the working class : ex-Christian union militants or what is left of social democratic militants.

The end result of all this is that they have kept alive a tradition of working-class political intervention and the idea that political struggle is not restricted to other classes — intellectuals or specialists — that workers have a need for it ; at the same time, they have preserved their combative reflexes, as well as those of the workers around them. This is why of course CP leaders are so eager to control and contain any struggles of the working class — through the CGT union.

Of course, we do not want to idealize these militants. They have agreed and made others agree to policies that are in contradiction with their ideal. They furnish a good deal of the bureaucrats of the French labor movement. But the proportion of those among them who are bureaucrats — as opposed to those who are devoted and unpaid militants — is smaller than among social democrats or among Christian or ex-Christian unionists. They make up without doubt a layer of labor militants who are not tied to the bourgeoisie and its state apparatus ; who are in fact closer than other labor militants to revolutionary proletarian ideology. This social layer accounts for the continued existence of a party like the CP, despite all obstacles, as the CP is the only party which has a specific policy toward and maintains a real presence in the working class.

WHAT THE REAL DECLINE OF THE CP WOULD BE LIKE

To raise the question of the CP's decline then is not merely to analyze the CP's last electoral results. The question must also be raised of the eventual partial or total disappearance of this working-class base.

Of course, bad electoral results may have consequences in this respect. Some militants might

be discouraged by bad results and give up being active politically or in the unions. But what exactly is today's situation like? In other words, is the CP's electoral decline the manifestation of a decline of its social base?

This is without doubt a very difficult question to answer. The CP is a big party, the only party to have militants in all sectors of the working class; and in order to be able to follow the real evolution of the CP's base, on a day-to-day basis, you would need a comparable implantation.

The only indication that is available to us is the situation in the big firms where the number of CP militants who are still active has seemingly dropped in recent times. However, this may be a temporary, and hardly surprising, phenomenon, indicating that the real problem is the problem of recruitment.

It is thus impossible today to say whether we are witnessing a genuine decline of the CP —which would be losing its militant working-class base— explaining the party's electoral shortcomings of the last few years; or if, independently from the size of its electorate, the CP will remain widely implanted and deeply rooted in the working class. All we can say is that the question deserves to be raised and that it is vital for revolutionaries to follow the situation very closely and intervene in it if possible... under the condition that they direct their attention to the relevant facts and be cautious not to take the appearance of things for the reality.

In the present state of things, revolutionaries have no interest in the disappearance or decline of the CP, through the disappearance of its labor base.

SETBACK OR NOT SETBACK?

Such a statement may appear as a paradox coming from revolutionary militants for whom the Stalinist apparatus in workplaces has for decades been one of the main adversaries as well as one of the main obstacles to their development. It is true for instance that over the last forty years, Trotskyist militants have had to physically confront Stalinists more often than extreme-right activists, simply to defend their right to speak up inside workplaces as well as at the gates, but on the streets as well as in public meetings.

The only collapse of the CP that could be welcomed by revolutionaries would be one based on

militantes obreros bien diferente de los demás militantes sindicalistas, ex-cristianos o de lo que queda como militantes social-demócratas en el seno de la clase obrera.

El resultado es que por un lado mantienen una intervención política en la clase obrera, la idea de que la lucha política no está reservada a las otras clases, a los intelectuales o a los especialistas, y que ella es necesaria para los trabajadores, al mismo tiempo que cultivan reflejos de lucha en ellos y en los trabajadores a su alrededor. Es desde luego por esto que los dirigentes del PCF (CGT interpuesta) son tan vigilantes en cuanto a controlar, para contenerlas, las luchas de la clase obrera.

No se trata por supuesto de idealizar a esos militantes. Ellos han aceptado e impuesto a los trabajadores, políticas contrarias al ideal que reivindicaban. Entre ellos es que se recluta una buena fracción de burócratas del movimiento obrero francés. Pero la proporción de burócratas en relación a los que no son sino militantes abnegados y benévolo, es entre ellos más débil que dentro de la social-democracia o los sindicatos cristianos o ex-cristianos. Ellos constituyen innegablemente una capa importante de militantes obreros no-ligados a la burguesía y a su aparato de Estado; los más cercanos de hecho a la ideología revolucionaria proletaria. Es esta capa social la que explica la existencia y el mantenimiento de un partido como el PCF hacia y contra todo, pues el PCF es el único partido político que tiene una política específica hacia la clase obrera y una verdadera presencia en su seno.

LO QUE SERIA LA VERDADERA DECADENCIA DEL PCF

Plantear la interrogante de la decadencia del PCF no es entonces detenerse en el análisis de sus últimos resultados electorales.

Es plantear la interrogante de la desaparición, total o parcial, de esta base obrera.

Sin duda los malos resultados electorales pueden tener consecuencias en sus militantes. Algunos pueden estar desalentados por esos resultados y abandonar la actividad política y sindical. Pero ¿cual es la situación verdadera hoy? ¿O, en otros terminos ¿la decadencia electoral del PCF traduce hoy una

decadencia de su base social?

Es sin duda bien difícil responder a esta pregunta. El PCF es un gran partido; el único que tiene justamente, militantes en todos los sectores de la clase obrera, y para estar en condiciones de juzgar verdaderamente la evolución de esta implantación día tras día, habría que tener una implantación sensiblemente equivalente.

Sólo se puede juzgar por lo que sucede en las grandes empresas donde el número de militantes activos del PCF parece haberse reducido en estos últimos tiempos. Pero esto puede ser pasajero y no sería nuevo, siendo entonces la renovación, el problema a tratar.

No es entonces posible responder hoy a la pregunta de saber si asistimos a una verdadera decadencia del PCF porque éste estaría perdiendo su base militante obrera—decadencia de la cual los fracasos electorales serían la traducción—, o si independientemente de la dimensión de su electorado, el Partido Comunista seguirá implantado en el seno y en los centros decisivos de la clase obrera. Todo lo que puede decirse es que la pregunta se plantea y que es vital para los revolucionarios, seguir seriamente esta evolución y en lo posible intervenir... a condición de mirar bien donde es necesario y de no confundir la superficie con el fondo.

En el estado actual de cosas, los revolucionarios no ganarían nada con la desaparición o la decadencia del PCF por desaparición de su base obrera.

¿ UN RETROCESO O NO ?

Tal afirmación puede parecer paradójica de parte de militantes revolucionarios, de los cuales el aparato estalinista ha sido desde hace decenios uno de los principales adversarios en las empresas y uno de los principales obstáculos a su desarrollo. Y es cierto que por ejemplo, en estos últimos cuarenta años, las trotskistas han debido hacer frente físicamente mucho más a menudo a los estalinistas que a la extrema-derecha, para imponer aunque sólo fuera su derecho a la existencia, en las puertas o dentro de las empresas, en la calle o en las reuniones públicas.

No obstante, el único desmoronamiento del cual podrían regocijarse los revolucionarios, sería aquel que se produciría hacia la izquierda si los militantes

l'abandon du PCF par les militants ouvriers communistes pour rejoindre le mouvement révolutionnaire.

Mais l'effondrement du PCF sur sa droite, qui se ferait soit parce que les militants ouvriers communistes empêtrés dans les contradictions de la politique de leur parti abandonnent l'activité politique, ou bien résolvent ces contradictions en passant dans les rangs de la social-démocratie, rejoignant le Parti Socialiste par exemple, ne renforcerait ni la classe ouvrière en général, ni les révolutionnaires en particulier.

La disparition du PCF de cette façon serait même un recul pour le mouvement ouvrier. D'abord c'est son existence qui explique, en partie au moins, que l'histoire de la France de ces quarante dernières années, comparée à celle des alternances, sans histoire justement, travaillistes-conservateurs de la Grande-Bretagne ou Chrétiens-démocrates-Sociaux-démocrates de l'Allemagne de l'Ouest, y a offert plus d'occasions dont la classe ouvrière aurait pu profiter que dans ces deux pays (qu'elle ne l'ait pas fait est un autre problème lié à la faiblesse organisationnelle et surtout politique du mouvement révolutionnaire).

C'est avant tout l'existence de cette couche de militants ouvriers qui se réclament du communisme qui nous donne la possibilité de pouvoir provoquer la cristallisation, qui peut être très rapide au cours d'une crise sociale, d'un véritable parti ouvrier communiste révolutionnaire.

UNE CRISE PROFONDE

Si l'on ne peut faire de pronostics sur l'avenir du PCF et prédire si oui ou non la classe ouvrière française va se retrouver, comme la classe ouvrière allemande, anglaise ou belge, sans parti communiste influent, on peut cependant dire que la politique du PCF depuis cinq ans et plus particulièrement son recul électoral ont troublé et démoralisé nombre de travailleurs communistes — même si ce n'est pas eux qui ont été le principal facteur du recul électoral, mais la petite bourgeoisie — et ont démoralisé une grande partie des militants au sein de la classe ouvrière.

Ils sont démoralisés au point, pour beaucoup, dans nombre d'entreprises et surtout les plus grandes qui

sont les seules où nous pouvons juger, de renoncer à l'activité militante même syndicale. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait plus de militants communistes dans les entreprises, mais il y en a beaucoup moins qui sont prêts à agir et intervenir. Et beaucoup moins qui font confiance à ce que leur demande leur direction et beaucoup plus qui choisissent l'attentisme quand ce n'est pas le renoncement.

Est-ce définitif ? Est-ce provisoire ? Est-ce un phénomène social qui conduit la classe ouvrière française sur la voie de l'allemande ou de l'anglaise ? Nous ne pouvons le dire. Nous ne pouvons que le craindre. En tout cas, les choses sont telles que, dans bien des entreprises, à part les toutes premières du pays, même pour une tendance comme la nôtre, le rapport de forces dans une entreprise donnée n'est plus en notre défaveur comme par le passé. C'est un phénomène nouveau qui n'est certes pas extrêmement positif mais qui peut ne pas être négatif si localement, nos militants et ceux du PCF savent faire de leurs faiblesses respectives une force nouvelle, en agissant en commun.

Cette crise morale n'est pas la première que le PCF ait connue, mais elle présente des caractères originaux. D'abord, le recul électoral manifeste, considérable, sur lequel nous ne reviendrons pas. Mais en plus, ce qui est nouveau, c'est une perte relative mais sensible de contrôle de l'appareil sur la base. C'est la première fois depuis longtemps que cela se produit ainsi. L'appareil est en effet perturbé par la dissidence des rénovateurs. Ces rénovateurs ne sont pas un corps étranger dans le PC. Il ne s'agit pas d'une section ou d'une fédération qu'on peut expulser ; d'un groupe d'intellectuels que l'on peut mettre à l'index ; de prolétaires isolés géographiquement à qui on peut ôter tout moyen d'expression. Non, il s'agit de membres de l'appareil lui-même, de membres influents à différents endroits, différents niveaux, des maires, des conseillers généraux, des cadres intégrés à tout ce que gère et contrôle le PCF y compris par CGT interposée.

Parmi ces gens-là certains s'expriment ouvertement. Mais combien d'autres, tout en restant apparemment fidèles à la direction dont dépendent leurs fonctions, ne sont-ils pas de cœur entièrement tournés vers une ligne de rapprochement avec le Parti Socialiste, la seule voie vers des mangeoires électorales et gouvernementales.

a leftward shift : if, for instance, working-class communist militants started leaving the CP to join the ranks of the revolutionary movement.

But a collapse toward the right, with communist working-class militants abandoning political activity because they feel caught up in the contradictions of their party's political line without any prospects, or else, resolving these contradictions by joining the ranks of social democracy, by becoming members of the Socialist Party for instance, would not reinforce either the working class in general, nor the revolutionaries in particular.

Such a disappearance of the CP would indeed be a setback for the whole labor movement. First of all because the CP's existence partly explains why France's history of the last forty years has been a little more eventful than Britain's or Germany's uneventful — to say the least — alternation between Labor and Conservatives or between Christian Democrats and Social Democrats. There have in fact been a few critical situations which could have been taken advantage of by the working class — why this did not happen is yet another problem, which can be explained in terms of both the weakness of the revolutionary movement and its policies.

Also, the existence of this layer of working-class militants who claim their agreement with communism preserves the possibility for revolutionaries to bring about the crystallization of a genuine communist revolutionary party of the working class — which can be very quick in times of social crisis.

A DEEP CRISIS

Though the CP's future cannot be predicted, so that no one can say whether the French working class will find itself in the same situation as the German, English, or Belgian working classes — that is, without an influential CP — it can be said nonetheless that the Party's setbacks of the last five years, its bad electoral results in particular, have disconcerted and demoralized a large proportion of communist workers — they were not however the main factor of the Party's setback ; the petty bourgeoisie was the factor. Bad results have also demoralized labor militants in great numbers.

Many of them have been demoralized to the extent that, in many firms, especially the bigger ones (the only ones we really know anything about), they have stopped being active on the political level or even union level. Which does not mean that communist militants are no more to be found in workplaces ; but, a smaller number than before are ready to play a role of any kind. Less of them believe in what their leadership asks of them, and more of them have chosen to wait and see —when they have not altogether given up.

Is this a definitive or a provisional situation ? Is it a social phenomenon leading the French working class on the same road as the German or English working classes ? We cannot tell. We can only fear that such might be the case. Anyway, things have now reached a stage where, in many firms —except for the really big ones — even a small tendency like our own today finds itself in a situation where the relationship of forces no longer is unfavorable to us, as was the case in the past. This is a new phenomenon. It is not a very positive thing, of course, but it might not necessarily be a negative thing either if, at the local level, our militants and CP militants are able to turn their respective weaknesses into a new strength, by working together.

This moral crisis is not the first one ever in the CP's history ; but it does have features of its own. First of all, the CP's huge, obvious electoral setback, which we will not go back over. Secondly —and this is new — a relative but perceptible loss of control by the party machine over its base. Such a situation has not existed in a long time. Today's apparatus is being disturbed by the "renovators'" dissidence. These "renovators" are not a foreign body inside the CP. They are neither a party's section or federation that could be expelled ; or a group of intellectuals that could be ostracized ; or workers, isolated in one area, who could be deprived of any means of making themselves heard. No : they are members of the apparatus itself, and influential members active in a variety of posts and levels —mayors, members of General Councils, managers in any CP-controlled, or even CGT-controlled, organism.

Many among them openly voice their feelings. But how many others, though they remain apparently faithful to a leadership they owe their position to, are

obreros comunistas abandonaran el PCF para acercarse al movimiento revolucionario.

Pero el derrumbamiento del PCF hacia la derecha que se produciría ya sea porque los militantes obreros comunistas atrapados en la red de contradicciones de la política de su partido abandonarían la actividad política, o bien porque resolvieran esas contradicciones pasando a las filas de la social-democracia, acercándose al Partido Socialista por ejemplo, no reforzaría ni a la clase obrera en general, ni a los revolucionarios en particular.

La desaparición del PCF de esta manera sería incluso un retroceso para el movimiento obrero. En primer lugar, es su existencia la que explica, en parte al menos, que la historia de la Francia de estos últimos cuarenta años, comparada con la de las alternancias sin historia justamente —laboristas-conservadores de Gran Bretaña o Demócrata-Cristianos-Social-Demócratas de Alemania del Oeste—, haya ofrecido más ocasiones de las cuales la clase obrera hubiera podido sacar partido, que en esos dos países (que no lo haya hecho es otro problema ligado a la debilidad organizativa y sobre todo política del movimiento revolucionario).

Es antes que nada la existencia de esta capa de militantes obreros que se reclaman del comunismo la que nos da la posibilidad de poder provocar la cristalización, que puede ser muy rápida durante una crisis social, de un verdadero partido obrero comunista revolucionario.

UNA CRISIS PROFUNDA

Si bien no se pueden hacer pronósticos sobre el futuro del PCF y predecir si la clase obrera francesa va a encontrarse sí o no como la clase obrera alemana, inglesa o belga sin partido comunista influyente, sin embargo se puede decir que la política del PCF desde hace cinco años y más particularmente su retroceso electoral han confundido y desmoralizado a muchos trabajadores comunistas —incluso si no han sido ellos el principal factor del retroceso electoral, sino la pequeña burguesía— y han desmoralizado a gran parte de militantes en el seno de la clase obrera. Para muchos, en cantidad de empresas, sobre todo en las más grandes que son las únicas donde nosotros

podemos juzgar, están desmoralizados al punto de renunciar a la actividad militante incluso sindical. Esto no quiere decir que no haya más militantes comunistas en las empresas, pero hay muchos menos que están dispuestos a actuar y a intervenir. Muchos menos que confían en lo que les pide su dirección y muchos más que eligen cuando no el renunciamento, el quedarse esperando ?

¿ Esto es definitivo ? ¿ Es provisorio ? ¿ Es un fenómeno social que conduce a la clase obrera francesa por la vía de la alemana o de la inglesa ? No podemos decirlo. Sólo podemos temerlo. En todo caso, las cosas son tales que en no pocas empresas, aparte de las primeras del país, incluso para una tendencia como la nuestra, la correlación de fuerzas en una empresa dada no está más en desventaja nuestra como en el pasado. Es un fenómeno nuevo que no es, claro está, extremadamente positivo, pero que puede no ser negativo si localmente, nuestros militantes y los del PCF saben hacer de sus debilidades respectivas, una fuerza nueva, actuando en común.

Esta crisis moral no es la primera que el PCF haya conocido, pero ella presenta caracteres originales. En primer lugar, el retroceso electoral manifiesto, considerable sobre el cual no vamos a volver a hablar. Pero además, lo que es nuevo, es la pérdida relativa pero sensible del control del aparato sobre la base. Es la primera vez después de mucho tiempo que esto se produce así. El aparato está en efecto perturbado por la disidencia de los renovadores. Esos renovadores no son un cuerpo extraño dentro del PC. No. Se trata de una sección o de una federación a la que se puede expulsar ; de un grupo de intelectuales a los que se puede señalar con el dedo ; de proletarios aislados geográficamente a quienes se puede quitar todo medio de expresión. No ; se trata de miembros del aparato mismo, de miembros influyentes en diferentes lugares, a diferentes niveles, alcades, consejeros generales, cuadros integrados a todo lo que administra y controla el PCF incluso a través de la CGT.

Algunas de esas personas se expresan abiertamente. Pero cuántos otros, siguiendo fieles aparentemente a la dirección de la cual dependen sus funciones no están de alma enteramente volcados hacia una línea de acercamiento con el Partido

Le PC a donc du mal à se débarrasser de ces opposants-là car c'est se couper une main. Mais de leur côté, les militants de la base ouvrière, tout en étant exceptionnellement dans certains secteurs, comme l'Est de la France, tournés vers les rénovateurs, ont plus ou moins perdu confiance dans leur propre encadrement car ils ne savent plus trop à qui ils ont affaire. De plus, même parmi ceux qui sont les plus farouches partisans de la ligne exprimée par la direction, qui sont le plus solidaires des hommes qui la composent, eh bien il n'est pas rare aujourd'hui d'entendre dire que Marchais devrait se retirer pour laisser la place à d'autres, et que finalement il n'y a pas assez de démocratie dans le parti.

C'est pourquoi les révolutionnaires, et en particulier ceux qui militent au sein des entreprises, doivent suivre attentivement ce qui se passe aujourd'hui au sein et autour de la base ouvrière du Parti Communiste.

LA RESPONSABILITE DES TRAVAILLEURS REVOLUTIONNAIRES

Il y a une attitude, et une seule, à avoir vis-à-vis de ces militants. Il faut leur dire : *"La voie électorale est définitivement fermée devant votre parti. Vous ne pouvez compter que sur l'énergie et la volonté de lutte de la classe ouvrière. C'est là que réside votre force. C'est là seulement que vous pouvez la retrouver. Mais la classe ouvrière, vous l'avez déçue. Ne recommencez pas. Ayez une attitude qui lui prouve que dorénavant*

vous lui demanderez de se battre et vous vous battrez avec elle, mais pour elle, rien que pour elle et pas pour monnayer à la bourgeoisie et ses alliés quelques strapontins dans un gouvernement qui opprime les travailleurs et les désarme".

Et la responsabilité des militants de Lutte Ouvrière est particulière en cette période. Car Lutte Ouvrière, tout en ayant une base ouvrière malheureusement très faible, est de loin l'organisation révolutionnaire la plus présente dans la classe ouvrière, celle qui a d'ailleurs fait depuis des années des efforts pour cela, et la seule dont les militants peuvent, sans être ridicules, dire aujourd'hui aux militants du PC : *"Si vous menez cette politique-là, vous nous trouverez à vos côtés"*. Et aujourd'hui, justement, dans la situation actuelle du PC dans les entreprises, pour ceux de ses militants qui n'ont pas baissé les bras, ce n'est pas rien.

Certains appelleraient cela prétentieusement une politique de front unique. Pour nous cela doit être la simple solidarité politique de militants communistes qui, face aux coups que subit la classe ouvrière aujourd'hui, se retrouvent pour organiser sa défense. Si par cette politique nous pouvions aider quelques milliers de militants communistes à retrouver la voie des luttes pour la classe ouvrière elle-même, et pas pour une politique contraire à ses intérêts, la bourgeoisie, malgré la crise, malgré sa puissance électorale, n'aurait qu'à bien se tenir. Car la classe ouvrière de ce pays n'est pas vaincue.

C'est la seule voie pour que les militants communistes dans la classe ouvrière reconstruisent un nouveau parti communiste qui, peut-être, avec notre aide, serait un parti communiste révolutionnaire.



whole heartedly in favor of rapprochement with the Socialist Party, the only road leading to the electoral and governmental trough ?

The CP can hardly get rid of these opponents, because it would mean cutting its arm off. On the other hand, rank-and-file militants are only rarely in favor of the "renovators" — except in a few areas, such as the east of France. But they have more or less lost confidence in their leaders, feeling they no longer know what the people they deal with really stand for. Also, even those who are staunch supporters of the official line and of the people who make up the party's leadership are often to be heard saying that Marchais ought to retire and make room for other people or that the party is not democratic enough.

This is why revolutionaries, and especially those who are active in the workplaces, ought to follow with great care the situation inside and around the CP's working-class base.

THE REVOLUTIONARY WORKERS' RESPONSIBILITY

We can only have one attitude toward those militants. We must tell them : *"The electoral road is forever blocked in front of your party. You can only count on the working class's energy and will to fight. That's where your strength is. That's where you can be strong again. But you have disappointed the working class. Don't do that again. You must show by your attitude that from now on you will ask the working class to fight and that you will fight with it, for*

it, and for no one else, and that you will not try to capitalize on struggles in order to obtain a few minor posts from the bourgeoisie and its allies in a government which oppresses and disarms workers."

And the Lutte Ouvrière militants' responsibility is particularly important in this period. For Lutte Ouvrière, although it has a working-class base which is very weak unfortunately, is by far the revolutionary organization most widely present in the working class, the one which for years now has made efforts toward that goal, and the only one whose militants can today, without sounding ridiculous, tell the CP militants : "If you carry out this and this policy, we'll fight along with you, on your side." And today precisely, given the present situation of the CP in the workplaces, for those of its militants who have not given up, this is quite important.

Some would pretentiously call this a united front policy. For us it boils down to simple political solidarity between communist militants who, in the face of the attacks the working class suffers today, join together in order to organize its defense. If through this policy we could help a few thousand communist militants to come back to engaging in struggles in defense of the working class itself, and not in defense of a policy contrary to its interests, the bourgeoisie, in spite of the crisis, in spite of its electoral strength, had better behave itself. For the working class in this country has not been defeated.

This is the only way for communist militants of the working class to rebuild a new communist party which, maybe, with our help, would be a revolutionary communist party.

Socialista, única vía hacia los comederos electorales y gubernamentales.

Al PC le cuesta desembarazarse de estos opositores, porque eso significa cortarse una mano. Pero de su lado, los militantes de la base obrera estando en ciertos sectores como el Este de Francia volcados excepcionalmente hacia los renovadores, han más o menos perdido confianza en su propio encuadramiento, porque no saben ya demasiado con quien tratan. Además, incluso entre aquellos que son los más fervientes partidarios de la línea expresada por la dirección, los más solidarios de los hombres que la componen, no es raro hoy oír decir que Marchais debería retirarse para dejar el lugar a otros, y que finalmente no hay bastante democracia dentro del partido.

Es por eso que los revolucionarios, y en particular los que militan en el seno de las empresas, deben seguir atentamente lo que pasa dentro y alrededor de la base obrera del Partido Comunista.

LA RESPONSABILIDAD DE LOS TRABAJADORES REVOLUCIONARIOS

Existe una actitud, y sólo una, a tener, para con esos militantes. Hay que decirles : *"la vía electoral está definitivamente cerrada delante de vuestro partido. No podéis contar más que con la energía y la voluntad de lucha de la clase obrera. Es allí donde radica vuestra fuerza. Es solamente allí que podéis encontrarla. Pero vosotros habéis decepcionado a la clase obrera. No*

volváis a empezar. Tened una actitud que le pruebe que a partir de ahora le pediréis que luche y vosotros lucharéis con ella, pero por ella, nada más que por ella y no por trocarlo con la burguesía y sus aliados por algunos escaños en un gobierno que oprime a los trabajadores y los desarma".

Y la responsabilidad de los militantes de Lutte Ouvrière es particular en este período. Porque Lutte Ouvrière, teniendo una base obrera desgraciadamente muy débil, es de lejos la organización revolucionaria más presente en la clase obrera, la que desde luego ha hecho esfuerzos para ello desde hace años, y la única cuyos militantes pueden sin ser ridículos decir hoy a los militantes del PC : *"Si lleváis adelante esa política, nos encontraréis a vuestro lado"*. Y hoy justamente, en la situación actual del PC en las empresas, para aquellos militantes que no han bajado los brazos, esto significa algo.

Algunos llamarían esto pretenciosamente un política de frente único. Para nosotros debe ser la simple solidaridad política de militantes comunistas que, ante los golpes que sufre la clase obrera hoy, se reúnen para organizar su defensa. Si a través de esta política pudiéramos ayudar a algunos millares de militantes comunistas a reencontrar la vía de las luchas por la propia clase obrera y no por una política contraria a sus intereses, la burguesía, a pesar de la crisis, a pesar de su poderío electoral, no tendría más que sostenerse bien. Pues la clase obrera de este país no está vencida. Es la única vía para que los militantes comunistas dentro de la clase obrera reconstruyan un nuevo partido comunista, el cual quizás, con nuestra ayuda, sería un partido comunista revolucionario.



USA :***les limites d'une grève...
et de l'extrême-gauche***

Depuis près d'un an, une grève conduite par la section P 9 du syndicat des travailleurs de l'alimentation et du commerce (UFCW) a vu les ouvriers tenir tête à la George A. Hormel, une des plus riches compagnies qui traite et commercialise la viande aux Etats-Unis, et ce à Austin, une petite ville du Minnesota pratiquement aux mains du patron. A cause de sa durée et des batailles rangées qui ont opposé les grévistes à la police et à la Garde Nationale, cette grève a été largement commentée par les médias ; et ainsi une fraction de la classe ouvrière a pu la suivre à travers tout le pays. Cette grève a soulevé l'intérêt de beaucoup de groupes révolutionnaires qui l'ont plus ou moins présentée dans leur presse comme un mouvement exemplaire. Et la plupart d'entre eux, qui n'avaient personne à Austin quand la grève a commencé, ont consacré une bonne part de leur activité à mettre sur pied un mouvement de solidarité.

Bien sûr, si la grève d'Hormel a attiré l'attention, il y a des raisons. Alors que depuis une décennie, la plus grande partie de la classe ouvrière américaine a accepté de reculer sans se battre, alors que les quelques grèves qui ont eu lieu n'ont été souvent que des manœuvres des dirigeants syndicaux, la grève de Hormel a été marquée par sa durée et sa combativité, de même que par le fait que les travailleurs y étaient réellement partie prenante et déterminés à ne pas céder ce que les patrons voulaient leur reprendre. Et cependant, après presque une année de grève, en

dépité de tout ce qu'ils ont fait, les travailleurs d'Hormel semblent dans une impasse. Cette grève, comme quelques autres récentes — Phelps Dodge, Wheeling-Pitt, Bath Shipyard ou A.P. Parts — montre les limites d'une politique syndicaliste, aussi combative soit-elle, et elle pose la question de savoir quelle politique est nécessaire aujourd'hui pour gagner contre l'offensive patronale. Mais c'est une question que la majorité des groupes d'extrême-gauche n'ont pas posée, bien trop occupés à apparaître comme les meilleurs soutiens de la combative section syndicale P-9.

UNE GRÈVE LONGUE ET COMBATIVE

La situation à Hormel était similaire à celle qu'ont connue de nombreux autres travailleurs dans la dernière période, c'est-à-dire que les ouvriers, menacés de licenciement, y furent forcés d'abandonner une partie de leur salaire et divers avantages acquis. En 1978, l'entreprise menaçait de fermer l'usine si les travailleurs ne consentaient pas un prêt de 12 000 dollars chacun pour bâtir une nouvelle usine. Les travailleurs acceptèrent, s'engageant dans un accord écrit à ne pas faire grève pendant sept ans. Dans la nouvelle usine, ouverte en 1982, la production fut augmentée de 20%, en même temps qu'on diminuait le nombre d'ouvriers. Le taux des accidents

USA :***the limits of a strike...
and of the left***

For most of the past year a strike led by UFCW (United Food and Commercial Workers) Local P-9 saw workers in the company town of Austin, Minnesota go up against the George A. Hormel Company, one of the richest meatpackers in the country. Due to its length and to the battles which pitted strikers against the police and National Guard, this strike has been fairly well covered by the media ; and thus a section of the working class all over the country has been able to follow it. This strike has also been a preoccupation of many revolutionary groups which have tended to present it as an exemplary movement in their press. Most of them, who had no one in Austin at the beginning of the strike, have devoted a lot of their activity to building a solidarity movement for the strike.

Of course, there are reasons why the Hormel strike has attracted this attention. In a decade when most of the working class has taken concessions without a fight, when the few strikes that have taken place are usually just maneuvers by top union officials, the Hormel strike has been marked by its length and militancy, as well as by the involvement of the workers and their determination not to accept the takeaways proposed by the bosses. And yet, after almost a year on strike, despite all they have done, the Hormel workers seem at an impasse. This

USA :***los límites de una huelga...
y de la extrema-izquierda***

strike, like a few other recent strikes —ones at Phelps-Dodge, Wheeling-Pitt, Bath shipyard, or A.P. Parts— shows the limits of a unionist policy, no matter how militant the tactics, and it raises the questions of what policy is needed today to win against concessions. But it was a question that most of the left did not raise, being too busy trying to appear as the best supporters of the combative P-9 local.

LONG AND MILITANT STRIKE

The situation at Hormel was similar to that faced by many other workers in the last period —that is, the workers were threatened with layoffs and forced to take big wage and benefit concessions. In 1978, the Hormel company threatened to close down the plant unless the workers gave them \$12,000 apiece on a loan to build a new plant. The workers complied signing a 7 year no-strike agreement. In the new plant, opened in 1982, production was increased by 20 per cent, at the same time that the work force was cut. The injury rate, always high in meatpacking, rose 6 times higher in Austin than the national average. By 1984 there were 202 injuries a year for

Desde hace casi un año, una huelga dirigida por la sección P9 del sindicato de los trabajadores de la alimentación y del comercio (UFCM) llevó a los obreros a enfrentarse con la George A. Hormel, una de las más ricas compañías que condiciona y comercializa la carne en Estados Unidos, y ello en Austin, una pequeña ciudad del Minnesota prácticamente en manos del patrono. Por su duración y las batallas campales que opusieron los huelguistas a la policía y a la Guardia Nacional, los medios de comunicación cubrieron bastante bien esta huelga y así una fracción de la clase obrera pudo seguirla en todo el país. Esta huelga ha suscitado el interés de muchos grupos revolucionarios que la han más o menos presentado en su prensa como un movimiento ejemplar. Y la mayoría de ellos que no tenían a nadie en Austin cuando empezó la huelga, han dedicado buena parte de su actividad a poner en pie un movimiento de solidaridad.

Por supuesto, si la huelga de Hormel llamó la atención, es porque hay razones para ello. Mientras hace unos diez años la mayor parte de la clase obrera norteamericana ha aceptado retroceder sin luchar, mientras las pocas huelgas que tuvieron lugar sólo fueron maniobras de los dirigentes sindicales, la huelga de Hormel se señaló por su duración y su combatividad, así como por el hecho de que los trabajadores mismos estaban implicados realmente en la huelga y decididos a no conceder lo que los

patronos querían recuperar. Y, sin embargo, después de casi un año de huelga, a pesar de todo lo que han hecho, los trabajadores de Hormel parecen estar en un callejón sin salida. Esta huelga, como algunas otras recientes—Phelps Dodge, Wheeling-Pitt, Bath Shipyard o A.P Parts— muestran los límites de una política sindicalista, por más combativa que ésta sea, y ella plantea la cuestión de la política necesaria hoy día para ganar contra la ofensiva patronal. Pero es una cuestión que la mayoría de los grupos de extrema izquierda no han planteado, demasiado ocupados en aparecer como los mejores apoyos de la combativa sección P9.

UNA HUELGA LARGA Y COMBATIVA

La situación en Hormel era similar a la que han conocido muchos otros trabajadores en el último período ; es decir que los obreros amenazados de despidos se vieron obligados a abandonar una parte de sus salarios y varias ventajas adquiridas. En 1978, la empresa amenazó con cerrar la fábrica si los trabajadores no consentían un préstamo de 12 000 dólares cada uno para construir una nueva fábrica. Los trabajadores aceptaron comprometiéndose en un acuerdo escrito a no hacer huelga durante siete años. En la nueva fábrica, abierta en 1982, se aumentó la producción de un 20 %, al mismo tiempo

du travail, toujours élevé dans les boucheries industrielles, était six fois plus élevé à Austin que la moyenne nationale. En 1984, une moyenne de deux cent deux accidents fut enregistrée pour cent travailleurs. Cette même année, alors que l'accord sur les salaires et les conditions de travail signé entre le patron et le syndicat n'en était encore qu'au milieu de sa durée légale, l'entreprise imposa unilatéralement une baisse de salaire de 10,69 à 8,25 dollars l'heure. Et lorsqu'en 1985 les négociations commencèrent pour un nouvel accord salarial, la compagnie proposa une aggravation des conditions de travail, une nouvelle grille de salaires qui prévoyait des salaires plus bas pour les nouveaux embauchés et l'abandon d'autres acquis.

Cette fois, avec une direction de la section syndicale nouvellement élue, les travailleurs décidèrent de dire "non" au patron et d'organiser la lutte. Les travailleurs d'Hormel avaient subi les mêmes attaques que les autres travailleurs, et comme les autres, ils avaient cédé à plusieurs reprises. Mais maintenant, ils changeaient d'état d'esprit, tirant un trait et refusant d'abandonner davantage.

Leur lutte montre que même un nombre de travailleurs relativement petit, dans une petite ville, entièrement dominée par le patron, peut entreprendre un combat déterminé, et par là briser avec la manière traditionnelle dont les syndicats ont organisé les grèves dans ce pays depuis près de quarante ans.

Les travailleurs d'Hormel participèrent activement aux décisions et à l'organisation de leur grève. Les piquets de grève ne furent pas réduits à la poignée symbolique de porteurs de pancartes comme cela a été le cas habituellement ces dernières décennies. Un grand nombre de travailleurs y participèrent régulièrement, pour tenter de faire barrage aux jaunes. Le local syndical fut un centre d'activité pour les travailleurs qui n'étaient pas au piquet.

Les travailleurs d'Hormel ne s'organisèrent pas seulement eux-mêmes, mais ils utilisèrent les liens qu'ils avaient avec leur communauté. Les femmes des grévistes formèrent un groupe de soutien dès avant le début du conflit et il y eut aussi un groupe de soutien des retraités et des lycéens. Les commerçants et les fermiers de la région donnèrent gratuitement de la nourriture. Une cantine de grève fut mise sur pied et des distributions de vivres et de vêtements furent

organisées au local syndical. Toute la ville d'Austin participa activement à la grève et prêta main-forte aux travailleurs d'Hormel pour repousser les attaques.

Les grévistes étaient prêts à défier les décisions de justice, à risquer l'arrestation et même à livrer bataille à la Garde Nationale. Au milieu du mois de janvier, cinq mois après le début de la grève, la compagnie rouvrit l'usine avec des jaunes. Les grévistes affrontèrent la police, celle de la localité et celle de l'Etat qui, au service de la compagnie, servait d'escorte aux jaunes. Malgré les grenades lacrymogènes, les harcèlements de la police et les arrestations, ils montrèrent qu'ils ne s'inclinaient pas automatiquement devant les ordres des autorités. Tout ceci eut un réel impact sur les travailleurs du reste du pays. Leur combat pour maintenir l'usine fermée fit sensation aux informations télévisées. Même lorsque Austin fut quadrillé par des centaines de gardes nationaux, les grévistes continuèrent leurs piquets de grève, bloquant l'autoroute près de l'usine avec leurs voitures. Et ils livrèrent un véritable combat à la Garde Nationale.

Finalement, la présence des policiers, tant de la localité que de l'Etat, plus des centaines de gardes nationaux, combinée avec des arrestations en nombre grandissant et les tracasseries légales, ce fut trop pour les grévistes. Mais au lieu d'accepter la défaite, ils commencèrent alors à chercher de l'aide en dehors d'Austin. Ils se tournèrent vers des sections syndicales d'autres usines Hormel, envoyant des piquets volants devant plusieurs usines dans d'autres Etats. A Ottumwa, une autre usine Hormel, 95% des ouvriers refusèrent de franchir le piquet de grève, et en conséquence 507 furent licenciés et une bonne partie de l'usine arrêtée. Dans d'autres usines aussi, quelques travailleurs refusèrent de franchir le piquet et certains furent licenciés. Devant ces nouvelles attaques, les travailleurs d'Hormel demandèrent le soutien des autres syndicats. Ils lancèrent un appel aux consommateurs pour un boycott de tous les produits Hormel. En février, ils invitèrent tous ceux qui les soutenaient à venir à Austin pour une manifestation. Et à nouveau, ils tentèrent de fermer l'usine et la Garde Nationale fut rappelée une seconde fois.

Les travailleurs de la section syndicale P 9 n'hésitèrent pas non plus à s'opposer à la direction nationale de l'UFCW, appuyée par toute la direction

every 100 workers. In that same year, in the middle of the contract, the company unilaterally imposed a wage cut from \$10.69 to \$8.25 an hour. In the new contract negotiations which began in 1985, the company proposed toughened work rules, a two-tier wage scale and many further concessions.

This time, with a newly elected leadership in the local, the workers decided to say "No" to the bosses and to organize a fight to defend themselves. The Hormel workers had faced the same attacks as other workers, and like other workers they had repeatedly agreed to concessions. But now they dared change their minds, drawing a line, refusing to give up any more concessions.

The fight they organized shows that even a relatively small number of workers in a company town can put up a determined fight, and in so doing can come to break out of the traditional way the unions have carried out strikes in this country for almost 40 years now.

The Hormel workers were active participants in the daily decision making and organization of their strike. The picket lines were not the token handful of pickets with cardboard signs that have made up the usual strike of the last decades. Big numbers of the strikers were regularly on the lines, trying to prevent the use of scabs. The union hall was a center of activity for the strikers themselves when they weren't on the lines.

The Hormel workers not only organized themselves but they drew on the links they had in their own community. Wives formed a support group even before the strike began. A group of retirees was formed, as was a group of high school students. Local merchants and farmers donated food. A strike kitchen was set up and food and clothing donations were organized at the union hall. The Austin community participated actively in the strike and helped reinforce the Hormel workers in withstanding the attacks that were to come against them.

The Austin strikers were ready to defy court

injunctions, risk arrests, even battle with the National Guard. In mid-January, 5 months after the beginning of the strike, the company reopened the plant with scabs; the Hormel strikers confronted local and state police, acting as a scab-escort service for the company. Despite tear gas, police harassment and arrest, they showed that they didn't automatically accept the orders coming from authorities. All of this had a real effect on workers around the country. The fight they made to shut the plant down was not a usual event on the TV news. Even with hundreds of guardsmen in Austin, the strikers continued their picketing, blocking the interstate near the plant with their cars. They engaged the National Guard in a real fight.

Eventually the combined presence of the local and state police plus hundreds of guardsmen, the mounting numbers of arrests and legal hassles was too much for the strikers. But instead of accepting defeat, they began to look outside of Austin for help. They turned to other Hormel locals, sending roving pickets to several plants in other states. Ninety-five per cent of the Ottumwa work force honored the line and as a result 507 were fired, and a section of the plant closed. Smaller numbers of workers at other plants honored the lines, and some of them were also fired. With these new attacks, the Hormel workers began to ask other unions for support. They called for a consumer boycott of all Hormel products. In February they invited supporters to come to Austin for a demonstration and rally. Again they made the attempt to shut down the plant and the Guard was called out a second time.

The workers of P-9 were also ready to oppose the national leadership of the UFCW which was backed by the whole national leadership of the AFL-CIO, when those bureaucrats tried to sabotage and defeat the strike. In January the UFCW bureaucrats, who have accepted many concessions over the last years in different companies where they control the local unions, sent out a mail ballot, bypassing the P-9 leadership, trying to get the strikers to accept almost the identical contract that they had rejected

que se reducía el número de los obreros. La tasa de los accidentes del trabajo, siempre elevada en las carnicerías industriales, era seis veces más elevada en Austin que el promedio nacional. En 1984, se registró un promedio de 202 accidentes por cien trabajadores. Este mismo año, mientras el acuerdo sobre los salarios y las condiciones de trabajo firmado entre el patrono y el sindicato no había llegado aún a la mitad de su duración legal, la empresa impuso unilateralmente una disminución de salario de 10,69 a 8,25 dólares por hora. Y cuando se iniciaron las negociaciones para un nuevo acuerdo salarial en 1985, la compañía propuso una agravación de las condiciones de trabajo, una nueva tabla salarial que preveía salarios más bajos para los nuevos contratados y el abandono de otras ventajas.

Esta vez, con una nueva dirección de la sección sindical que se acababa de elegir, los trabajadores decidieron decirle "no" al patrono y organizar la lucha. Los trabajadores de Hormel habían sufrido los mismos ataques que los demás trabajadores, y como éstos, habían cedido varias veces. Pero ahora cambiaban de estado de ánimo, poniendo un punto final y negándose a ceder todavía más.

Su lucha muestra que incluso un número de trabajadores relativamente pequeño, en una pequeña ciudad completamente dominada por el patrono pueden emprender un combate decidido y romper así con la forma tradicional en que los sindicatos han organizado las huelgas en este país durante cerca de cuarenta años.

Los trabajadores de Hormel participaron activamente en las decisiones y en la organización de su huelga. Los piquetes de huelga no se redujeron al puñado simbólico de portadores de pancartas como solía hacerse habitualmente durante estas últimas décadas. Muchos trabajadores participaron en los piquetes tratando de impedir la utilización de esquirols. El local sindical fue un centro de actividad para los trabajadores que no estaban en el piquete.

Los trabajadores de Hormel no sólo se organizaron ellos mismos, sino que también se sirvieron de las relaciones que tenían con su comunidad. Las mujeres de los huelguistas formaron un grupo de apoyo desde antes del comienzo del conflicto y también hubo un grupo de apoyo de los jubilados y de los escolares. Los comerciantes y los granjeros de

la región dieron comida gratis. Se puso en pie una cantina de huelga, se organizó en el local sindical una distribución de víveres y vestidos. Toda la ciudad de Austin participó activamente en la huelga y prestó ayuda a los trabajadores de Hormel para repeler los ataques.

Los huelguistas estaban dispuestos a desafiar las decisiones de la justicia, a correr el riesgo de la arrestación, incluso a presentar batalla a la Guardia Nacional. A mediados de enero, cinco meses después de iniciada la huelga, la compañía volvió a abrir la planta con esquirols. Los huelguistas se enfrentaron con la policía, la de la localidad y la del Estado que, al servicio de la compañía, servía de escolta a los esquirols. A pesar de los gases lacrimógenos, de los hostigamientos de la policía y de las arrestaciones, mostraron que no aceptaban automáticamente las órdenes de las autoridades. Todo esto tuvo un real impacto sobre los demás trabajadores del país. Su lucha para mantener cerrada la planta hizo sensación en los noticieros de televisión. Incluso con la presencia de centenares de guardias nacionales en Austin, los huelguistas siguieron manteniendo los piquetes, bloqueando con sus coches la autopista cerca de la planta. Y libraron un verdadero combate a la Guardia Nacional.

Finalmente, la presencia de la policía, tanto local como la del Estado, más centenares de guardias nacionales, combinada con las arrestaciones cada vez más numerosas y los hostigamientos, fue demasiado para los huelguistas. Pero en vez de aceptar la derrota, empezaron entonces a buscar ayuda fuera de Austin. Se dirigieron a secciones sindicales de otras fábricas Hormel, enviando piquetes volantes delante de varias fábricas de otros Estados. En Ottumwa, otra planta Hormel, el 95 % de los obreros se negó a franquear el piquete de huelga, a consecuencia de ello, se despidió a 507 de ellos y estuvo parada una buena parte de la planta. También en otras fábricas algunos trabajadores se negaron a franquear el piquete y algunos fueron despedidos. Ante estos nuevos ataques los trabajadores de Hormel pidieron el apoyo de los otros sindicatos. Lanzaron un llamamiento a los consumidores para un boicot de todos los productos Hormel. En febrero invitaron a todos aquellos que les apoyaban a venir a

et ont aidé les travailleurs. Mais en aucune manière le soutien ne peut remplacer la politique nécessaire pour conduire les travailleurs au succès.

La plupart des groupes révolutionnaires agissent comme un office de relations publiques pour la direction de P 9 et ont vu là leur tâche principale. Mais en faisant cela, ils ont contribué à renforcer la confusion des travailleurs. Ils ont renforcé l'idée que la politique suivie par le syndicat était correcte et même la seule possible.

Probablement au début ils ont aidé à renforcer le moral des grévistes qui devaient être contents de voir que le soutien semblait venir de différentes parties du pays.

Disons d'ailleurs en passant que c'était déjà là une tromperie. Les travailleurs d'Austin n'avaient aucun moyen d'estimer l'importance exacte de ce soutien ; ils n'avaient aucun moyen de savoir que les militants d'extrême-gauche qui venaient à un rassemblement à Austin ou qui parlaient au nom de tel ou tel comité de soutien, en fait ne représentaient guère qu'eux-mêmes, même quand ils pouvaient se présenter aussi comme les représentants de tel ou tel syndicat. La tromperie fut même pire quand ces militants d'extrême-gauche furent ici ou là capables de convaincre de vrais bureaucrates syndicaux d'adhérer au comité de soutien ou de signer des déclarations. Là aussi les travailleurs d'Austin n'avaient aucun moyen de savoir que ces bureaucrates qui faisaient une déclaration de soutien à P 9 pour se donner une image combative, étaient les mêmes qui contribuaient à imposer des concessions à leurs propres syndiqués et s'opposaient à ce qu'ils engagent une lutte semblable à celle d'Hormel. Mais si les travailleurs d'Austin n'avaient aucun moyen de connaître la politique de ces bureaucrates, les militants d'extrême-gauche, eux, l'avaient. Pourtant, ils ne les ont jamais dénoncés, peut-être par peur d'affaiblir le comité de soutien, peut-être simplement parce qu'ils étaient satisfaits d'avoir un bureaucrate de haut rang pour signer un bout de papier.

Le plus grave dans la politique de l'extrême-gauche, c'est que non seulement les travailleurs, quand ils réalisent que la solidarité n'a rien changé dans leur lutte contre le patron, ne se sentent pas renforcés, mais pire, que le soutien apporté par cette extrême-gauche aide à renforcer la démoralisation, la

désillusion et le découragement en imposant l'idée qu'il n'y a pas moyen de s'opposer au patron puisque même avec une large solidarité à travers le pays, la grève a été perdue.

Les grévistes à Hormel n'avaient pas besoin des révolutionnaires pour leur passer la main dans le dos ou leur donner de l'argent et ainsi créer quelques faux espoirs pendant un moment. Ce dont les grévistes avaient besoin, dès le commencement de cette grève, bien sûr, ou en tout cas à partir de janvier quand l'extrême-gauche s'y impliqua largement, c'était d'une claire compréhension de la situation, des énormes obstacles qu'ils avaient en face d'eux et de la politique qui avait une chance — ne serait-ce qu'une chance — de triompher de ces obstacles.

Les travailleurs d'Hormel avaient besoin de voir que le seul moyen d'aller au-delà de ce qu'ils avaient déjà fait était d'entraîner d'autres travailleurs dans une lutte d'ensemble. Ils avaient besoin de voir qu'ils devaient briser les limites mises par leur propre direction syndicale, qui accepte les limites mises par la bourgeoisie.

Bien sûr, s'ils avaient essayé d'étendre leur lutte, peut-être auraient-ils échoué. Mais s'il y avait une possibilité pour eux, c'était seulement dans cette direction.

La compréhension d'une telle perspective aurait pu changer leur tactique. Elle aurait pu leur donner la préoccupation, dès le début de leur grève, de s'adresser aux autres travailleurs et non pas d'attendre pour cela d'être dans une position de faiblesse. A Austin, où ils avaient leur soutien essentiel, elle aurait pu leur donner les moyens de juger s'il était judicieux d'occuper l'usine en janvier afin d'empêcher l'utilisation des jaunes et d'appeler ceux qui les soutenaient à entourer l'usine pour défendre la grève. Elle aurait pu les conduire quand ils allèrent à Ottumwa et aux autres usines Hormel, à demander à ces travailleurs de se joindre à eux, au lieu de simplement leur apporter leur soutien.

Ce qui est certain, c'est que les grévistes d'Hormel avaient besoin d'entendre la vérité, de regarder en face les véritables problèmes qu'ils affrontaient, de voir les véritables rapports de forces en leur faveur ou contre eux, de voir les véritables perspectives et de voir comment les réaliser.

Seuls les militants révolutionnaires peuvent

leadership, and see this as their main task. But in so doing, they helped to reinforce the confusion of the workers. They bolstered the idea that the policy followed by the unions is correct, even the only one.

Probably in the beginning, they helped to reinforce the morale of the strikers who must have been pleased to see support seemingly coming from different parts of the country.

Let us say in passing, that this was already a deception. The Austin workers had no means to assess the exact importance of this support ; they had no means to know that the leftists coming to a rally in Austin, or speaking in the name of such and such support committee, in fact represented little more than themselves, even when they could introduce themselves as representatives of a particular union. The deception was worse when such leftists occasionally were able to convince real union bureaucrats to join the support committees or sign declarations. Here too, the workers in Austin often had no way of knowing that these bureaucrats, who made a declaration of support for P-9 to give themselves a militant face, were the same ones who helped impose concessions on and opposed a similar fight by their own members. But if the Austin workers had no means to know the policy of these bureaucrats, the leftists did, yet they never once exposed them, maybe for fear of weakening the support committees, maybe just content to have a big-shot bureaucrat to sign a piece of paper.

At any rate what is most serious about the policy of the leftists is not only that the workers, when they come to realize that solidarity has not changed anything in their fight against the boss, will not feel reinforced ; worse, the support brought by the leftists can then help enforce demoralization, disillusionment, discouragement on the idea that there is no way to oppose the bosses, since even with a great deal of solidarity from throughout the country, the strike was lost.

The strikers at Hormel don't need revolutionaries

to pat them on the back or hand them money, and thus create some false hopes for awhile. What the strikers needed, from the beginning of this strike, of course, but even since January when the left became involved in the strike in a big way, was a clear understanding of the situation, of the enormous obstacles they had in front of them and which policy had a chance—if only a chance—to overcome those obstacles.

The Hormel workers needed to see that the only means to go past what they had already done was to engage other workers in a common fight. They needed to see that they had to break out of the limits placed on their struggle by their own union leadership which accepts the limits placed on the workers by the bourgeoisie.

Of course maybe if they had tried to extend their fight, they would have failed. But if there was a possibility for them, it was only in the direction of trying to generalize their fight.

The understanding of such a perspective might have changed their tactics. It could have given them the preoccupation even from the beginning of their fight to address the other workers, not waiting until they were weaker before they began to look beyond themselves. In Austin, where they had their greatest base of support, it could have given them the way to judge whether it made sense to sitdown and occupy the plant in January to prevent the use of scabs, calling for their supporters to surround the plant to defend their strike. It could have led them, when they went to Ottumwa and the other Hormel plants, to ask these workers to join with them, instead of just supporting their fight.

What we do know for sure is that the Hormel strikers needed to hear the truth, to confront the real problems they faced, to see the real relationship of forces, both for and against them, to see their real prospects, and to see how to realize them.

Such a policy will be put forth in front of the

inútiles y ayudaron a los trabajadores. Pero de ninguna manera el apoyo puede reemplazar la política necesaria para conducir los trabajadores al éxito.

La mayoría de los grupos revolucionarios actuaron como una oficina de relaciones públicas para la dirección de P9 y en esto vieron su tarea principal. Pero, haciendo, esto, contribuyeron a aumentar la confusión de los trabajadores. Fortalecieron la idea de que la política seguida por el sindicato era correcta e incluso la única posible.

Probablemente, al principio ayudaron a fortalecer el estado de ánimo de los huelguistas que debían estar contentos al ver que el apoyo parecía venir de diferentes partes del país.

Digamos, de paso, que esto ya era un engaño. Los trabajadores de Austin no tenían ninguna posibilidad de juzgar la importancia exacta del apoyo; no tenían ninguna posibilidad de saber que los militantes de extrema izquierda que venían a un acto en Austin o que hablaban en nombre de tal o cual comité de apoyo, de hecho no representaban a casi nadie, salvo ellos mismos, incluso cuando podían presentarse como los representantes de tal o cual sindicato. El engaño fue aún peor cuando estos militantes de extrema izquierda fueron capaces, aquí o allí, de convencer a verdaderos burócratas sindicales de adherirse al comité de apoyo o de firmar declaraciones. Así también, los trabajadores de Austin no tenían ninguna posibilidad de saber que esos burócratas, que hacían una declaración de apoyo a P9 para darse una imagen combativa, eran los mismos que contribuían a imponer concesiones a sus propios afiliados y se oponían a que iniciaran una lucha similar a la de Hormel. Pero si los trabajadores de Austin no tenían ninguna posibilidad de conocer la política de estos burócratas, los militantes de extrema izquierda, sí la tenían. Sin embargo, nunca los denunciaron, quizás por miedo a debilitar el comité de apoyo, quizás simplemente porque estaban satisfechos de tener un burócrata de alto rango para firmar un trozo de papel.

Lo más grave en la política de la extrema izquierda es que no sólo los trabajadores, cuando se dan cuenta que la solidaridad no cambió nada en la lucha contra el patrón, no se sienten fortalecidos; sino peor, pues el apoyo aportado por esta extrema

izquierda ayuda a fortalecer la desmoralización, la desilusión y el desaliento al imponer la idea de que no hubo forma de oponerse al patrón, ya que incluso con una amplia solidaridad a través del país, la huelga se perdió.

Los huelguistas de Hormel no necesitaban de los revolucionarios para pasarles la mano por la espalda o darles dinero, y crear así algunas falsas esperanzas durante un momento. Lo que los huelguistas necesitaban, desde el comienzo de esta huelga, claro está, o en cualquier caso a partir de enero, cuando la extrema izquierda se implica ampliamente, era una clara comprensión de la situación, de los enormes obstáculos que tenían ante ellos y de la política que tenía una posibilidad—aunque sólo fuera una posibilidad—de triunfar de estos obstáculos.

Los trabajadores de Hormel necesitaban ver que la única manera de ir más allá de lo que ya habían hecho, era llevar a otros trabajadores a una lucha de conjunto. Necesitaban ver que debían romper los límites puestos por su propia dirección sindical, que acepta los límites puestos por la burguesía.

Por supuesto, si hubieran tratado de extender su lucha, quizás hubieran fracasado. Pero si había una posibilidad para ellos, sólo estaba en esta dirección.

La comprensión de tal perspectiva hubiera podido cambiar su táctica. Hubiera podido darles la preocupación, desde el principio de la huelga, de dirigirse a los demás trabajadores y no de esperar estar en situación de debilidad. En Austin, donde tenían su apoyo esencial, hubiera podido darles los medios para juzgar si era judicioso ocupar la fábrica en enero con el fin de impedir la utilización de los esquiroles, y de llamar a los que les seguían a rodear la planta para defender la huelga. Hubiera podido conducirlos, cuando fueron a Ottumwa y a otras plantas Hormel, a pedir a esos trabajadores de juntarse a ellos, en vez de aportarles simplemente su apoyo.

Lo que es cierto, es que los huelguistas de Hormel necesitaban oír la verdad, darle una respuesta a los verdaderos problemas que tenían ante ellos, ver las verdaderas correlaciones de fuerzas en su favor o en contra de ellos, ver las verdaderas perspectivas y ver cómo realizarlas.

Sólo los militantes revolucionarios pueden proponer tal política a los trabajadores. Y es la tarea

proposer une telle politique aux travailleurs. Et c'est la tâche des révolutionnaires de la proposer aux travailleurs engagés dans la lutte. Evidemment, cela ne sera pas fait par de soi-disant militants d'extrême-gauche qui se donnent pour principale tâche de construire des comités de soutien ou d'être la claque pour les syndicalistes, même les syndicalistes radicaux. Ce sera fait par les révolutionnaires qui se battent pour être la direction des travailleurs quand ceux-ci entrent en lutte.

Certainement quand on n'est pas implanté —ce qui est le cas de tous les groupes révolutionnaires aux Etats-Unis aujourd'hui— il est très difficile de gagner l'attention des travailleurs. Mais, sous le prétexte que nous ne sommes pas implantés et qu'il est difficile de mettre en avant notre propre politique aujourd'hui,

soutenir celle des syndicats, que nous savons fausse d'avance, non seulement ne résoud pas notre problème aujourd'hui, mais est un obstacle supplémentaire pour pouvoir le résoudre à l'avenir. Le seul résultat d'une telle politique ne peut être que de gagner l'oreille de quelques bureaucrates syndicaux ici et là, et de les influencer... pour un instant.

Si le mouvement révolutionnaire ne rompt pas avec cette sorte d'attitude, s'il ne réalise pas qu'il a besoin d'avoir sa propre politique et de combattre pour elle devant les travailleurs chaque fois et partout où il en a la possibilité, il ne sera jamais capable de lutter pour la direction de la classe ouvrière. Il ne s'implantera jamais dans le prolétariat. Il ne réalisera jamais son véritable objectif : la construction d'un parti révolutionnaire ouvrier, capable de conduire la révolution.



workers only by revolutionary militants. And it's the task of the revolutionaries to put it in front of the workers who are engaged in a fight. Of course, this will not be done by so-called leftists who see their main task as that of building support committees and being the cheerleaders for the unionists, even the radical ones. It will be done by those revolutionaries who fight to be the leadership of the workers when they struggle.

Certainly when you lack a real implantation — which is the case of all the revolutionary groups in the U.S. today — it is very difficult to gain the attention of the workers. But under the pretext that we are not implanted and that it is difficult to put forth our own policy today, to support that of the



unions, which we know in advance to be false, not only doesn't solve our problem today but stands in the way of ever solving it in the future. The only thing such a policy can accomplish is perhaps to win the ear of and an influence on a few union bureaucrats here and there... for a while.

Unless the revolutionary movement breaks from this kind of attitude, unless it realizes that it needs to have its own policy and to struggle for it in front of the workers whenever and wherever it has an opportunity, it will never be able to lead the struggles of the working class. It will never implant itself in the proletariat. It will never carry out its only real goal: the building of revolutionary workers party, capable of leading the revolution.

de los revolucionarios proponerla a los trabajadores comprometidos en la lucha. Pero, evidentemente, esto no lo será hecho por supuestos militantes de extrema izquierda que se dan como principal tarea la de construir comités de apoyo o ser la claqué de los sindicalistas, incluso los sindicalistas radicales. Esto será hecho por los revolucionarios que luchan para ser la dirección de los trabajadores cuando éstos entran en lucha.

Por cierto, cuando no hay inserción obrera—como les ocurre a todos los grupos revolucionarios hoy en Estados Unidos—es muy difícil captar la atención de los trabajadores. Pero, bajo el pretexto de que no se tiene inserción y de que hoy resulta difícil defender abiertamente nuestra propia política, apoyar la de los sindicatos, que sabemos de antemano falsa, no sólo

no resuelve nuestro problema hoy, sino que es un obstáculo suplementario para poder resolverlo en el porvenir. El único resultado que se puede obtener con tal política es el de ser escuchados por algunos burócratas, aquí y allí, e influir en ellos... durante un momento.

Si el movimiento revolucionario no rompe con este tipo de actitud, si no comprende que necesita tener su propia política y luchar por ella ante los trabajadores cada vez y en todas partes donde se tenga la posibilidad de hacerlo, nunca será capaz de luchar por la dirección de la clase obrera. Nunca se insertará, dentro del proletariado. Jamás realizará su único objetivo verdadero: la construcción de un partido revolucionario obrero, capaz de conducir la revolución.



Philippines :

Aquino entre le PCP et l'armée

À la fin de février dernier, le départ de Ferdinand Marcos, poussé dehors par le gouvernement américain, mettait fin à ses vingt-et-un ans de dictature. Le gouvernement américain intervenait après que des mois d'agitation aient secoué le pays. La marée montante d'un large mouvement populaire menaçait non seulement d'abattre le dictateur mais aussi les structures du pouvoir. Le dictateur en mauvaise posture fut finalement persuadé d'abandonner le pouvoir et de partir en exil. Corazon Aquino, devenant président au milieu des acclamations populaires, promit une ère nouvelle de démocratie et de réconciliation, un nouvel ordre qui s'établirait à la suite de la "Révolution du peuple", comme on a commencé à l'appeler.

Mais depuis que Aquino a pris ses fonctions en février, son nouveau régime a donné l'impression d'être tout à la fois fragile et paralysé. On ne s'est attaqué à aucun des grands problèmes du pays. Dans les villes, une certaine agitation s'est développée : grèves ouvrières d'un côté, manifestations des partisans de Marcos de l'autre. Surtout, dans les campagnes, la guerre entre les guérillas et l'armée a continué.

LA CHUTE DE MARCOS

Avant même la chute de Marcos, la position de la dictature était de plus en plus difficile. Dans les campagnes, l'armée de Marcos combattait une guérilla conduite par la branche armée du Parti Communiste, la NPA, la Nouvelle Armée du Peuple, depuis des années. D'une simple poignée au début des années soixante-dix, la NPA avait grandi régulièrement, ses forces étant estimées à 22 500 au moment de la chute de Marcos. La NPA contrôlait une bonne partie des

campagnes et des milliers de villages. La lutte était arrivée au point que 15 mois avant le départ de Marcos, le ministère des Affaires étrangères américain exprimait son inquiétude que *"le progrès continu vers la prise du pouvoir par l'insurrection communiste est une possibilité réelle à moyen terme, et peut-être même avant"*.

Les problèmes de la dictature n'étaient pas circonscrits aux campagnes. Dans les villes, le régime était confronté à une agitation de la classe ouvrière qui avait vu son niveau de vie réduit d'un tiers en trois ans. Le KMU (le Mouvement du Premier Mai), un syndicat lié au Parti Communiste des Philippines, avait vu le nombre de ses adhérents s'élever à 300 000 malgré une répression très dure. Des mouvements de grève importants dans un pays dont les larges investissements étrangers dépendent de la docilité de la classe ouvrière, avaient éclaté en 1975, 1979, 1982, 1985 connaissant une vague encore plus importante.

Une bonne partie de la bourgeoisie elle-même s'était finalement retournée contre Marcos. Marcos et sa clique, en effet, agissant comme les agents de l'impérialisme, avaient utilisé leur position pour éliminer leurs concurrents, parmi les bourgeois philippins, d'une bonne part des entreprises les plus juteuses. Marcos avait confisqué ou nationalisé de nombreuses compagnies philippines, les plaçant sous son contrôle direct ou celui du petit cercle de ses "copains". Les capitalistes lésés protestèrent contre ce qu'ils appelaient la corruption de Marcos. Leur représentant le plus connu avait été Benigno Aquino, un conservateur anti-communiste, un temps ami de Marcos. Quand Marcos décréta la loi martiale en 1972, il fit emprisonner Aquino. À la fin des années 70, il tenta même de le faire exécuter. Mais les États-Unis, soucieux de conserver une alternative viable à Marcos

Philippines :

Aquino between the CPP and the army

At the end of February, Ferdinand Marcos was eased out of power by the U.S. government, ending his 21-year dictatorship. The U.S. government interceded after months of turmoil had shaken the country. The rising tide of a broad popular movement threatened not only to bring down the dictator, but also the structures of power in the country. The besieged dictator finally was persuaded to give up his power and go into exile. Corazon Aquino, assuming the presidency to great popular acclaim, promised a new era of democracy and reconciliation, a new order established as a result of the People's Revolution, as it became known.

But since February when Aquino took office, her new regime has given the impression of being both fragile and stymied. None of the country's major problems have been addressed. Some unrest has developed in the cities : workers' strikes, on the one hand, demonstrations by Marcos supporters on the other. Above all, in parts of the countryside, the war between the guerrillas and the army has continued.

MARCOS'S DOWNFALL

Before Marcos finally fell, the dictatorship had become really beleaguered. In the countryside, Marcos's army had been battling a guerrilla movement led by the Communist Party's armed wing, the NPA (New People's Army) for years. From a mere handful in the early 1970s, the NPA had steadily

Filipinas :

Aquino entre el PCP y el ejército

grown in strength to an estimated 22,500 by the time Marcos was dumped. The NPA controlled a big part of the countryside and thousands of villages. The fight had gotten to the point that 15 months before Marcos's exit, the U.S. State Department expressed its worry that *"continued steady progress toward insurgent communist takeover is a distinct possibility in the mid to long term, and possibly sooner."*

The dictatorship's problems were not restricted to the countryside. In the cities, the regime was faced with a restive working class that had seen its standard of living cut by one-third within a matter of 3 years. The membership of the KMU (May First Movement), a labor union associated with the CPP (Philippine Communist Party), had grown to over 300,000 despite harsh repression. Important strike movements in a country whose large foreign investments depended on a docile working class had broken out in 1975, 1979, 1982, with the biggest wave taking place in 1985.

Even much of the bourgeoisie in the Philippines had finally turned against Marcos. Marcos and his clique, acting as the agents for imperialism, used that position in order to squeeze their competitors in the Philippine bourgeoisie out of a good share of the most profitable enterprises. He confiscated or nationalized many Philippine companies, placing them under either his own direct control, or that of a close circle of his "cronies". The victimized capitalists protested against what they called Marcos's corruption. Their best known political representative had been Benigno Aquino, a conservative anti-communist and, at one time, a friend of Marcos. When Marcos declared martial law in 1972, he imprisoned Aquino. In the late 1970s, he

A finales de febrero último, la marcha de Ferdinand Marcos, empujado afuera por el gobierno norteamericano, ponía fin a la dictadura que ejerció durante 21 años. El gobierno norteamericano intervenía después de meses de agitación que habían sacudido el país. El ascenso de un amplio movimiento popular amenazaba no solamente con derrocar al dictador sino también las estructuras del poder. Se convenció finalmente al dictador en mala postura de abandonar el poder y de irse al exilio. Corazón Aquino, convirtiéndose en presidente en medio de las aclamaciones populares, prometió una nueva era de democracia y de reconciliación, un nuevo orden que se establecería después de la "revolución del pueblo", como se empezó a llamarla.

Pero desde que Aquino asumió en febrero sus funciones, su nuevo régimen ha dado tanto la impresión de ser frágil como la de estar paralizado. No se atacó ninguno de los grandes problemas del país. En las ciudades, se ha desarrollado cierta agitación: huelgas obreras por un lado, manifestaciones de los partidarios de Marcos por el otro. Sobre todo, en el campo, la guerra entre las guerrillas y el ejército han continuado.

LA CAIDA DE MARCOS

Antes mismo de la caída de Marcos, la posición de la dictadura era cada vez más difícil. En los campos, el ejército de Marcos luchaba contra una guerrilla dirigida por el brazo armado del Partido Comunista, el NEP, el Nuevo Ejército del Pueblo, desde hacía años. De un simple puñado a principios de los años 70, el NEP había crecido regularmente y sus fuerzas se estimaban a 22500 en el momento de la caída de Marcos. El NEP controlaba una buena parte de los

campos y miles de pueblos. La lucha había llegado a tal punto que quince meses antes de la salida de Marcos, el ministerio de Asuntos Exteriores norteamericano expresaba su inquietud diciendo que *"el progreso continuo hacia la toma del poder por la insurrección comunista es una posibilidad real a medio término, y quizás aún antes"*.

Los problemas de la dictadura no se limitaban al campo. En las ciudades el régimen se veía confrontado a una agitación de la clase obrera que había visto su nivel de vida reducido de un tercio en tres años. El KMU (el Movimiento del Primero de Mayo), un sindicato vinculado al Partido Comunista de Filipinas, había visto el número de sus afiliados elevarse a 300 000 a pesar de una represión durísima. Movimientos de huelga importantes en un país donde las enormes inversiones extranjeras dependen de la docilidad de la clase obrera, habían estallado en 1975, 1979, 1982, y en 1985 hubo una oleada todavía más importante.

Una buena parte de la propia burguesía se había puesto finalmente contra Marcos. En efecto, Marcos y su camarilla, obrando como los agentes del imperialismo, habían utilizado su posición para eliminar a sus competidores, entre los burgueses filipinos, de una buena parte de las empresas más rentables. Había confiscado o nacionalizado muchas compañías filipinas, colocándolas bajo su control directo o el del pequeño círculo de sus "amigotes". Los capitalistas perjudicados protestaron contra lo que llamaban la corrupción de Marcos. Su representante más conocido había sido Benigno Aquino, un conservador anti-comunista, amigo un tiempo de Marcos. Cuando Marcos decretó la ley marcial en 1972 hizo encarcelar a Aquino. A finales de los años 70 incluso intentó ejecutarlo. Pero Estados Unidos, deseosos de conservar una alternativa viable a Marcos

Le général Fidel Ramos (2^{ème} à droite) quelques semaines avant son ralliement à Aquino, en compagnie du général Ver (à gauche) à la tête de l'armée de Marcos.

General Fidel Ramos (second from right), a few weeks before he rallied to Aquino, in the company of General Ver (left), at the head of Marco's army.

El General Fidel Ramos (2^o hacia la derecha) unas semanas antes de que se juntó con Aquino, acompañado por el General Ver (a la izquierda) a la cabeza del Ejército de Marcos.



en cas de besoin s'y opposèrent. En 1980, avant que Marcos ne lève la loi martiale, Aquino fut autorisé à partir pour l'exil. Trois ans plus tard, l'opposition grandissant dans le pays, Benigno Aquino décida de revenir. C'est alors que Marcos, en août 1983, le fit assassiner.

Cela déclencha une nouvelle vague d'opposition. Au lieu de priver le mouvement d'un leader, l'assassinat lui fournit un martyr. Après l'assassinat d'Aquino, une bonne part de la bourgeoisie, appuyée par l'Eglise catholique officielle, entra dans l'opposition active à Marcos. Il y eut des élections au Parlement en 1984. Durant la campagne, les partisans de Marcos attaquèrent violemment l'opposition. Le scrutin fut marqué par une fraude massive de leur part. Cependant, l'opposition marquant un point important, fut capable d'emporter un tiers des sièges. La dernière grande manœuvre de Marcos fut d'avancer la date des élections présidentielles d'une année, en février 1986. Au lieu de désarçonner l'opposition, ces "élections éclair" furent une nouvelle occasion d'une intense mobilisation contre le régime.

Le candidat qui se présenta contre Marcos fut

Corazon Aquino, la veuve de Benigno. Prétendant ne pas être elle-même un politicien, elle incarna les aspirations de la masse des gens d'en finir avec une dictature sanglante. Ses rassemblements attirèrent des centaines de milliers et même jusqu'à deux millions de personnes. Malgré la centaine de personnes tuées par les partisans de Marcos durant la campagne, quand il annonça qu'il avait gagné les élections l'opposition appela à une désobéissance civile massive pour protester contre cette fraude. Et en réponse à cet appel, éclatèrent grèves générales et manifestations, manifestations auxquelles prirent part non seulement les travailleurs et les pauvres mais aussi des bourgeois qui s'y rendaient avec voiture et chauffeur.

La dictature de Marcos, vieillie, ne pouvait pas venir à bout de la crise. Elle était trop usée. La société tout entière s'était tournée contre elle. Le gouvernement américain, préoccupé par le fait que le renversement de la dictature par les masses pourrait sérieusement endommager ou même abattre l'appareil d'Etat philippin, et inquiet de la mise en question des liens entre les Etats-Unis et les Philippines, mit au point le départ de Marcos.

A la fin de février, deux des principaux membres de l'équipe de Marcos passèrent du côté de l'opposition : Juan Ponce Enrile, longtemps ministre de la Défense, l'homme qui était le responsable de l'application de la loi martiale décrétée par Marcos dans les années 70, ainsi que le général Fidel Ramos, le chef d'état-major adjoint de l'armée, amenèrent leurs troupes à Aquino. Tous les deux étaient parmi les militaires les plus liés aux Etats-Unis. C'était l'indication que ceux-ci ne soutenaient plus Marcos.

Cependant, Marcos tenta l'épreuve de force entre ses troupes, qui étaient encore en nombre supérieur, et celles d'Enrile-Ramos. Mais il fut tenu en échec durant quatre jours de tension, quand des dizaines de milliers de personnes montèrent la garde autour d'Enrile-Ramos. Et quand les troupes de Marcos affrontèrent les masses, certaines furent gagnées du côté de l'opposition, d'autres commencèrent à désertir. Les officiers ne purent pas, ou ne voulurent pas, faire faire mouvement à leurs troupes contre Enrile et Ramos. Ainsi l'appareil d'Etat commençait à échapper à l'emprise de Marcos ; il avait en fait perdu tout pouvoir. Les Etats-Unis le convinquirent de faire

tried to have Aquino executed. But the U.S., concerned to keep a viable alternative to Marcos in case the need arose, warned against it. In 1980, prior to Marcos's lifting of martial law, Aquino was allowed to go into exile. Three years later, with opposition growing in the country, Benigno Aquino decided to return. On Aquino's return, in August 1983, Marcos had him assassinated anyway.

This set off a new wave of opposition. Instead of depriving the movement of a leader, the assassination provided it with a martyr. After



Un autre rallié à Aquino, le ministre de la Défense Juan Ponce Enrile (à gauche)...

Another Aquino convert, Defense Minister Juan Ponce Enrile (left)...

Otro que se juntó también con Aquino: el ministro de la Defensa Juan Ponce Enrile (a la izquierda)

Aquino's assassination, a large part of the bourgeoisie, aided by the official Catholic Church, went into active opposition to Marcos. There were parliamentary elections in 1984. During the campaign, the Marcos forces violently attacked the opposition. The voting was marked by massive fraud on Marcos's part. Yet, the opposition still was able to win one-third of the seats, an important step. Marcos's last important maneuver was to move up the date of the presidential elections by a year to February 1986. Instead of catching the opposition in disarray, these snap elections were turned into a new opportunity for an intense mobilization against the regime.

The candidate who ran against Marcos was Corazon Aquino, the widow of Benigno. Playing the role of not being a politician herself, she embodied the aspirations of the masses of people to do away with the bloody dictatorship. Her rallies drew hundreds of thousands and even up to 2 million people. Despite the fact that Marcos's forces killed over one hundred people during the campaign, when Marcos announced that he had won the elections, the opposition called for massive civil disobedience in opposition to his fraudulent claim. The call was answered with general strikes and demonstrations, demonstrations attended not only by the workers and other poor, but also by members of the bourgeoisie, who arrived in their limousines.

The old Marcos dictatorship could not handle the crisis. It was too worn out, used up. The whole society had turned against it. The U.S. government, concerned that if the dictatorship was overthrown by the masses, that might severely damage or even bring down the whole Philippine state apparatus, and worried that the links between the U.S. and the Philippines could be called into question, engineered his removal.

At the end of February, two of the leading members of the Marcos team went over to the side of the opposition: Juan Ponce Enrile, the long-time defense minister, the man who was the administrator of Marcos's martial law in the 1970s, along with General Fidel Ramos, the deputy chief of staff of the army, brought their troops over to the Aquino side. The two were among those in the military most tied to the U.S. It was the indication that the U.S. no longer

en caso de necesidad se opusieron a ello. En 1980, antes que Marcos levantara la ley marcial, Aquino fue autorizado a irse al exilio. Tres años más tarde, al crecer la oposición en el país, Benigno Aquino decidió volver. Fue entonces, en agosto del 83, cuando Marcos mandó asesinarlo.

Esto desencadenó una nueva oleada de oposición. En vez de privar el movimiento de un líder, el asesinato le dió un mártir. Después del asesinato de Aquino, una buena parte de la burguesía, apoyada por la iglesia católica oficial, entró en la oposición activa a Marcos. Hubo elecciones en el Parlamento en 1984. Durante la campaña, los partidarios de Marcos atacaron violentamente la oposición. El escrutinio se señaló por un fraude masivo de su parte. Sin embargo la oposición, marcando un punto importante, consiguió llevarse el tercio de los escaños. La última gran maniobra de Marcos consistió en adelantar la fecha de las elecciones presidenciales de un año en febrero de 1986. En vez de desarmar la oposición, estas "elecciones relámpago" fueron una nueva oportunidad para una intensa movilización contra el régimen.

El candidato que se presentó contra Marcos fue Corazón Aquino, la viuda de Benigno. Al pretender no ser una política, encarnó las aspiraciones de la gran masa de la gente por acabar con la dictadura sangrienta. Sus reuniones atrajeron a centenares de miles e incluso hasta dos millones de personas. A pesar de la muerte de unas cien personas asesinadas por los partidarios de Marcos durante la campaña, cuando éste anunció que había ganado las elecciones, la oposición llamó a una desobediencia civil masiva para protestar contra este fraude. Y en repuesta a este llamamiento, estallaron huelgas generales y manifestaciones, manifestaciones a las cuales participaron no solamente los trabajadores y los pobres, sino también los burgueses que acudían a ellas con coche y chófer.

La dictadura de Marcos, envejecida, no podía acabar con la crisis. Estaba demasiado usada. La sociedad entera se había vuelto contra ella. El gobierno norteamericano, preocupado por el hecho que el derrocamiento de la dictadura por las masas podría dañar seriamente o incluso derrumbar el aparato de Estado filipino, e inquieto ante una posible deterioración de los lazos entre Estados Unidos y

Filipinas, preparó el despido de Marcos.

A fines de febrero, dos de los principales miembros del equipo de Marcos pasaron al lado de la oposición: Juan Ponce Enrile, durante mucho tiempo ministro de la defensa, el hombre responsable de la aplicación de la ley marcial decretada por Marcos en los años 70, así como el general Fidel Ramos, el jefe del Estado Mayor adjunto de las Fuerzas Armadas, trajeron sus tropas a Aquino. Ambos figuraban entre los militares más vinculados a Estados Unidos. Era la indicación que Estados Unidos ya no apoyaba a Marcos.

Sin embargo Marcos intentó la prueba de fuerza entre sus tropas, que eran todavía superiores en número y las de Enrile-Ramos. Pero Marcos fue mantenido a raya durante cuatro días de tensión, cuando decenas de miles de personas montaron la guardia alrededor de Enrile-Ramos. Y cuando las tropas de Marcos se enfrentaron con las masas,



...lequel se fait bénir par un prêtre catholique au cours de sa rébellion anti-Marcos.

...being given a blessing by a Catholic priest during the rebellion against Marcos.

...recibe la bendición de un cura católico durante la rebelión anti-Marcos.



Corazon Aquino et Salvador Laurel devant le buste géant de Marcos.

Corazon Aquino and Salvador Laurel in front of a giant bust of Marcos.

Corazon Aquino y Salvador Laurel delante del busto gigante de Marcos.

une faveur à tout le monde et de partir. Aquino prit le pouvoir.

UNE POPULATION MOBILISÉE MAIS L'ARMÉE TOUJOURS EN PLACE

Ainsi Aquino parvint au pouvoir à la suite d'un puissant mouvement de masse dans lequel des millions de gens descendirent dans la rue. Ces masses de gens furent capables de bloquer et de paralyser l'armée. Corazon Aquino, la veuve du martyr, était le symbole de ce mouvement. Le fait qu'elle pouvait apparaître nouvelle en politique et qu'elle n'était pas discréditée pour n'avoir jamais mené une politique contre la population l'assurait, au moins au début, d'un large soutien populaire.

Mais derrière le nouveau gouvernement se tenait l'ancienne armée, en fait presque l'appareil d'Etat tout entier, moins quelques uns qui avaient été trop compromis avec Marcos. A cause de la manœuvre de dernière heure de Enrile et Ramos, et de la politique des Etats-Unis, l'armée put émerger intacte du conflit et même avec le prestige d'avoir soutenu le renversement de la dictature. Aquino, qui pouvait s'appuyer sur les militaires, n'avait pas à répondre seulement à la population mobilisée. Et les relations entre Aquino et les militaires furent immédiatement démontrées quand les deux dirigeants de l'armée devinrent membres du nouveau gouvernement d'Aquino et commencèrent vite à y jouer un rôle décisif.

Ainsi Aquino avait le soutien de tout le monde : les masses, la bourgeoisie philippine, les Etats-Unis eux-mêmes, presque toute l'armée de Marcos et la plupart des groupes de l'opposition. Même le PCP, alors qu'il ne l'avait pas soutenue lors des élections, adopta une attitude neutre et même favorable après sa venue au pouvoir. A première vue, sa position apparaissait solide. Mais chacune de ces forces tirait dans une direction différente et elles étaient toujours dressées les unes contre les autres : la bourgeoisie et les propriétaires fonciers contre les ouvriers et les paysans ; l'armée et la droite contre les guérillas et le PCP ; et à l'intérieur du gouvernement un ministre contre un autre. Dans cette situation, Corazon Aquino était juste un voile jeté temporairement sur les profondes contradictions de la société philippine.

supported Marcos.

Nonetheless, Marcos tried to force a showdown between his forces, which still were numerically superior, and those of Enrile-Ramos. But Marcos was kept in check during four days of tension, when tens of thousands of people maintained a vigil around Enrile-Ramos. When the Marcos forces were confronted by the masses, some of them were won over to the side of the opposition, others began to desert. The officers couldn't, or didn't want to get their troops to move against Enrile and Ramos. And so the state apparatus began to escape Marcos's grip ; at that point there was nothing left of his power. The U.S. convinced him to do everyone a favor and leave. Aquino assumed power.

A MOBILIZED POPULATION BUT THE ARMY LEFT IN PLACE

So Aquino came to power as a result of a powerful mass movement in which millions of people took to the streets. These masses of people were able to block and paralyze the army. Corazon Aquino, the widow of the martyr, was the symbol of that movement. The fact that she could appear to be new to political life, that she had not been discredited by having ever carried out policies aimed against the masses ensured her, at least in the beginning, of a broad popular support.

But, behind this new government stood the old military and, in fact almost the entire state apparatus, minus a few who had been too compromised by their dealings with Marcos. Due to the eleventh hour maneuver by Enrile and Ramos, and the policy of the U.S., the military was able to emerge intact from the conflict, even with an aura of having supported the overthrow of the dictator. Aquino, able to lean on the military, did not have to answer only to the mobilized population. The relationship between Aquino and the military was shown immediately when the two army leaders joined the new Aquino government and promptly began playing a decisive role in it.

So Aquino had everybody supporting her: the

continued on p. 34

algunas fueron ganadas para la oposición, otras comenzaron a desertar. Los oficiales no pudieron o no quisieron mover sus tropas contra Enrile-Ramos. Así el aparato de Estado empezaba a escapar al control de Marcos; en realidad había perdido todo poder. Estados Unidos le convinieron de hacer un favor a todo el mundo y de irse. Aquino tomó el poder.

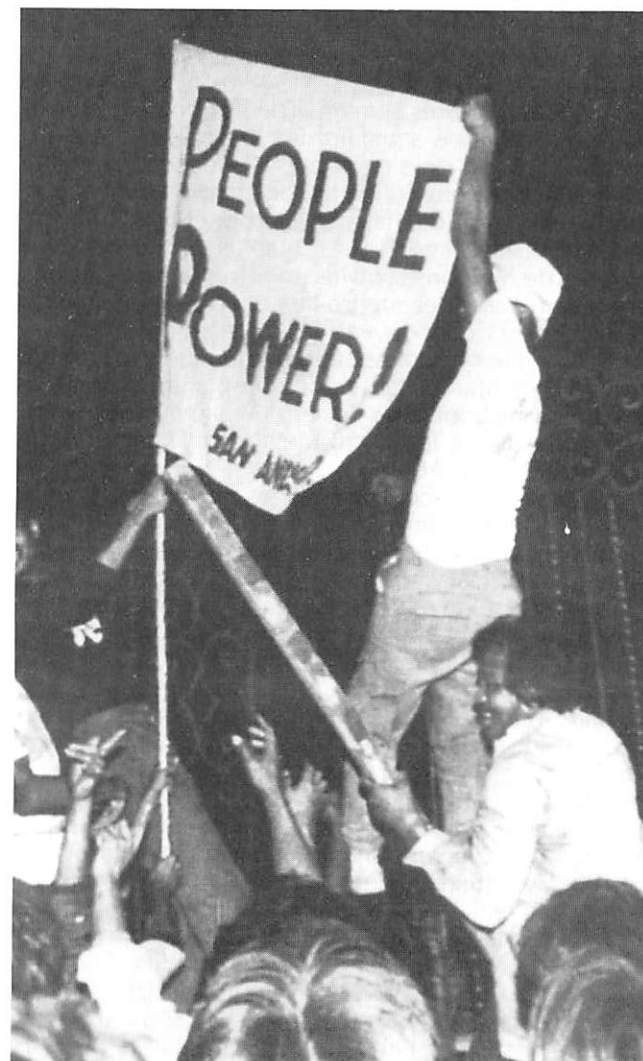
UNA POBLACION MOVILIZADA PERO LAS FUERZAS ARMADAS SIEMPRE EN SU SITIO

Así pues, Aquino vino al poder después de un fuertísimo movimiento de masa en el cual millones de personas salieron a la calle. Estas masas fueron capaces de bloquear y paralizar el ejército. Corazón Aquino, la viuda del mártir, era el símbolo de este movimiento. El hecho de poder aparecer como nueva en política y de no estar desacreditada por no haber llevado nunca una política contra la población, le garantizaba, al menos al principio, un amplio apoyo popular.

Pero detrás del nuevo gobierno, estaba el antiguo ejército, en realidad casi el aparato de Estado entero, menos algunos que se habían comprometido demasiado con Marcos. A causa de la maniobra de última hora de Enrile y Ramos, y de la política de los Estados Unidos, las fuerzas armadas pudieron resurgir intactas del conflicto e incluso con el prestigio de haber apoyado el derrocamiento de la dictadura. Aquino, que podía apoyarse sobre los militares, no debía responder solamente ante la población movilizada. Y las relaciones entre Aquino y los militares fueron demostradas inmediatamente, cuando los dos dirigentes del ejército acabaron siendo miembros del nuevo gobierno de Aquino y comenzaron a desempeñar un papel decisivo en éste.

Así, Aquino tenía el apoyo de todo el mundo; las masas, la burguesía filipina, los mismos Estados Unidos, casi todas las fuerzas armadas de Marcos y la mayoría de los grupos de oposición. Hasta el PCP, que no la había apoyado durante las elecciones, adoptó una actitud neutra y hasta favorable después de su llegada al poder. A primera vista su posición parece sólida. Pero cada una de estas fuerzas tiraba hacia una dirección diferente y siempre estaban dirigidas las

sigue en p. 35



Des partisans d'Aquino proclament le "pouvoir du peuple" sur les grilles du palais présidentiel, après la fuite de Marcos.

Aquino supporters proclaiming "people's power" on the railings of the president's palace, after Marcos's flight.

Partidarios de Aquino proclaman el "Poder del pueblo" subidos las rejas del Palacio presidencial después de la huida de Marcos.

GARANTIES POUR CERTAINS, PROMESSES POUR LES AUTRES

Dans les premières semaines de son gouvernement, Aquino fit mine de satisfaire les revendications — ou au moins promit de s'en occuper — des différents et contradictoires intérêts de la société philippine.

Pour les grands capitalistes et propriétaires fonciers, une commission spéciale fut établie pour confisquer les biens de Marcos et soit les retourner à leurs anciens propriétaires, soit les mettre aux enchères. Et dans les premiers mois du nouveau gouvernement, quelques unes des plus grandes entreprises qui étaient la propriété de Marcos ou de ses "copains", comme la compagnie nationale de l'acier ou celle du téléphone, furent enlevées à leurs propriétaires et données aux capitalistes liés à Aquino.

En outre, pour ces capitalistes, le gouvernement d'Aquino, c'était la possibilité de mettre fin aux combats et au désordre à la fois dans les campagnes et dans les villes, et, grâce à la popularité du gouvernement, de remettre les gens au travail dans les champs et dans les usines.

Pour les travailleurs et les syndicats, Aquino nomma Augusto Sanchez, un avocat proche des syndicats, comme ministre du Travail et elle annonça une nouvelle loi sur les syndicats. Cette loi donnait aux syndicats une plus grande liberté d'action et une certaine protection légale contre les capitalistes. Ainsi, un syndicat n'a plus à donner un préavis de grève aux employeurs. Les employeurs n'ont plus le droit de recruter des briseurs de grève. Et il est formellement interdit à la police d'intervenir dans une grève s'il n'y a pas de violences.

Aquino fit aussi un geste en direction des syndicats quand elle et le général Ramos assistèrent au rassemblement du Premier Mai à Manille, et y écoutèrent chanter l'Internationale. C'était le premier rassemblement dans lequel tous les syndicats, y compris celui de gauche, le KMU, se retrouvaient réunis.

Aquino promit aussi d'aider les millions de paysans sans terre et de s'attaquer aux problèmes de la paysannerie en général. Elle dit qu'elle commencerait par donner l'exemple, en traitant mieux les paysans sur sa plantation familiale. Mais à part ces promesses

paternalistes, elle ne fit aucune proposition concrète. Et surtout, aucune réforme agraire — pas même un début — ne fut proposée, encore moins réalisée.

Il semble peu probable que Corazon Aquino puisse longtemps maintenir la coalition contradictoire alignée derrière elle. Immédiatement après la chute de Marcos, les différentes forces acceptèrent, ou en tout cas n'avaient pas d'autre choix, de la soutenir et de se rassembler derrière elle, malgré leurs intérêts divergents. Mais très vite chacune d'elles a recommencé à se battre pour ses intérêts propres.

Et quand Aquino, elle-même représentante de la bourgeoisie philippine, veuve du rival de Marcos qui était, comme Marcos, lié aux Etats-Unis, aura à choisir entre elles, il n'y a guère de doutes qu'elle prendra le côté de la classe dirigeante contre la classe ouvrière et les pauvres, le côté de la droite et de l'appareil d'Etat contre la gauche et les insurgés. Déjà, dans la courte période écoulée depuis qu'elle vint au pouvoir, les intérêts contradictoires ont refait surface, montrant les limites de la politique d'Aquino.

Par exemple ses discours sur la nécessité de s'attaquer aux problèmes des paysans pauvres n'ont été suivis d'aucune mesure concrète. Donner la terre aux paysans, dont la plupart travaillent comme métayers, signifierait prendre la terre aux grands propriétaires fonciers. Mais ces propriétaires sont liés directement aux militaires ; de plus, ils ont leurs propres armées privées. Décréter une large réforme agraire, ce que probablement attend la paysannerie, et seule chose qui pourrait changer profondément sa situation, signifierait s'opposer aux armées privées des propriétaires fonciers et même à une partie de l'armée elle-même. Imposer une réforme agraire demanderait non seulement la volonté mais la force de le faire. Aquino ne veut certainement pas faire appel à la masse des paysans contre les seigneurs fonciers et l'armée. Ainsi, jusqu'ici, elle a même évité de parler de réforme agraire.

Il est vrai que, en ce qui concerne les travailleurs, Aquino a fait quelques concessions concrètes. Mais des lois et un ministre du travail qui passe pour l'ami du mouvement ouvrier ne peuvent masquer le fait que, à la première occasion, dès que les travailleurs ont engagé un combat d'envergure, les autorités étaient prêtes à s'en prendre à eux.

masses, the Philippine bourgeoisie, and even the U.S., almost all of Marcos's army — and most of the political groups of the opposition. Even the CPP, while it did not support her for the election, took a neutral and even favorable stance after she came to power. At first glance, her position appeared solid. But each of these diverse forces wanted to go in different directions, and they were still pitted against each other. The bourgeoisie and the landlords against the peasants and the workers ; the army and the right wing against the guerillas and the CPP ; and inside the government, one cabinet minister against another. In this situation, Corazon Aquino was just a veil temporarily thrown over the deep contradictions of Philippine society.

GUARANTEES FOR SOME, PROMISES FOR OTHERS

In the first weeks of her rule, Aquino moved to satisfy the demands, or at least promised to deal with, the different conflicting interests of Philippine society.

For the large capitalists and landowners, a special commission was set up to confiscate Marcos's holdings and either return them to their former owners or else auction them off to the highest bidders. In the first months of the new government, some of the largest companies which were owned by Marcos and his cronies, such as the national steel company and the long distance telephone company were taken away from their owners and returned to capitalists linked to Aquino.

For these capitalists, Aquino's rule also held out the possibility that the strife and disruptions in both the cities and the countryside would be ended, and that the popularity of the government could help bring the workforce back to work in the fields and the factories.

For the workers and the unions, Aquino appointed Augusto Sanchez, a lawyer sympathetic to the unions, as Minister of Labor, and a new code governing the unions was announced by Aquino. This law gave the unions greater freedom of action and certain legal protection against the capitalists. Thus, a union no longer has to give prior notice of a strike to employers. Employers no longer have the

legal right to recruit strike breakers. And the police are supposedly prohibited from interfering in a strike unless violence breaks out.

Aquino also made a gesture of support to the unions when she and General Ramos attended the May Day rally in Manila, a rally where the International was sung. This was the first rally in which all the unions, including the leftist KMU, participated together.

Aquino also promised to help the millions of landless peasants and to address the problem of the peasantry in general. She said that she would begin to do this through example, by treating peasants better on her family's plantation. But other than these paternalistic promises, she made no concrete proposals. Most importantly, no land reform plan — not even a minimal one — was proposed, much less implemented.

It doesn't seem likely that Corazon Aquino can long conciliate the contradictory coalition lining up behind her. Immediately after Marcos's downfall, the different forces accepted or at any rate had no other choice but to support her and gather behind her, despite their diverse interests. Very quickly, each of them started to fight for its own interests.

When Aquino — herself the representative of the Philippine bourgeoisie, the widow of Marcos's rival who was, like Marcos, tied to the U.S. — has to choose between them, there is little doubt that she will take the side of the ruling class against the working class and poor; the side of the right and the state apparatus against the left and the insurgency. Already, in the short period since she came to power, the contradictory interests have surfaced, pointing up the limitations in Aquino's policy.

For instance, her talk about the necessity of addressing the problems of the poor peasantry has not been followed by any concrete measures. Giving land to the peasantry, most of whom work as sharecroppers, would mean taking land from the big landowners. But these landowners are tied directly to the military; moreover they have their own private armies. To decree a sweeping land reform, which is probably what the peasantry is expecting, and the only thing which could profoundly alter its situation, would mean to oppose the landlords' private armies, and even a part of the army itself. To impose a land

unas contra las otras : la burguesía y los terratenientes contra los obreros y los campesinos ; el ejército y la derecha contra las guerrillas y el PCP ; y dentro del gobierno, un ministro contra otro. En esta situación, Corazón Aquino sólo era un velo echado momentáneamente sobre las profundas contradicciones de la sociedad filipina.

GARANTIAS PARA UNOS ; PROMESAS PARA LOS OTROS

En las primeras semanas de su gobierno, Aquino hizo como si quisiera satisfacer las reivindicaciones, o al menos prometió ocuparse de ellas, de los diferentes y contradictorios problemas de la sociedad filipina.

Para los grandes capitalistas y terratenientes, se establecía una comisión especial para confiscar los bienes de Marcos para devolverlos a sus antiguos propietarios o para subastarlos. Y en los primeros meses del nuevo gobierno, algunas de las mayores compañías que eran propiedad de Marcos o de sus "amigotes", como la Compañía Nacional del Acero o la del teléfono fueron retiradas a sus propietarios y dadas a los capitalistas ligados a Aquino.

Además, para estos capitalistas, el gobierno de Aquino era la posibilidad de poner un término a los combates y al desorden tanto en el campo como en las ciudades, y, gracias a la popularidad del movimiento, poner de nuevo la gente al trabajo en los campos y en las fábricas.

Para los trabajadores y los sindicatos, Aquino nombró a Augusto Sánchez, un abogado allegado a los sindicatos, como ministro del trabajo, y anunció una nueva ley sobre los sindicatos. Esta ley daba a los sindicatos una mayor libertad de acción y cierta protección legal contra los capitalistas. Así, ahora un sindicato no tiene ya que darles un aviso previo de huelga a los empresarios. Los empresarios ya no tienen el derecho de contratar esquirols y está prohibido formalmente a la policía intervenir en una huelga si no hay violencia.

Aquino hizo también un gesto en dirección de los sindicatos cuando ella y el general Ramos asistieron al acto del primero de mayo en Manila y escucharon ahí... la Internacional. Era la primera manifestación en la que todos los sindicatos, incluso el de la izquierda, el KMU, se encontraban reunidos.

Aquino prometió también ayudar a los millones de campesinos sin tierra y estudiar los problemas del campesinado en general. Dijo que empezaría por dar el ejemplo, tratando mejor a los campesinos en la plantación familiar. Pero aparte estas promesas paternalistas, no hizo ninguna proposición concreta. Y ninguna reforma agraria—ni siquiera un principio— fue propuesta, menos aún realizada.

Parece poco probable que Corazón Aquino pueda mantener mucho tiempo la coalición contradictoria alineada detrás de ella. Inmediatamente después de la caída de Marcos, las diferentes fuerzas aceptaron, de todas maneras no les quedaba otro remedio, apoyarla y unirse detrás de ella, a pesar de sus intereses divergentes. Pero muy rápidamente cada una volvió a luchar de nuevo por sus propios intereses.

Y cuando Aquino, representante ella misma de la burguesía filipina, viuda del rival de Marcos y que estaba, como Marcos ligado a Estados Unidos, deberá escoger entre ellas, no cabe duda de que tomará el lado de la clase dirigente contra la clase obrera y los pobres, el lado de la derecha y del aparato de Estado contra la izquierda y los insurgentes. Ya desde el corto período transcurrido desde que llegó al poder, los intereses contradictorios salieron a la superficie, mostrando los límites de la política de Aquino.

Por ejemplo sus discursos sobre la necesidad de solucionar los problemas de los campesinos pobres no fueron seguidos por ninguna medida concreta. Darles la tierra a los campesinos, la mayoría de los cuales trabajan como aparceros, significaría tomar la tierra a los terratenientes. Pero estos terratenientes están ligados directamente a los militares; además, tienen sus propias bandas armadas privadas. Decretar una amplia reforma agraria, lo que probablemente espera el campesinado, y lo que realmente podría cambiar profundamente la situación, significaría oponerse a las bandas armadas privadas de los terratenientes e incluso a una parte de las fuerzas armadas mismas. Imponer una reforma agraria necesitaría no sólo la voluntad sino también la fuerza de hacerla. Aquino, sin duda alguna, no quiere llamar a la masa de los campesinos contra los terratenientes y las fuerzas armadas. Así, hasta ahora, ha evitado incluso hablar de reforma agraria.

Es verdad que, por lo que se refiere a los trabajadores, Aquino hizo algunas concesiones

Quand 22 000 travailleurs civils des bases militaires américaines de Clark et Subic Bay firent grève, ce fut avec des illusions dans le gouvernement d'Aquino. Leurs illusions se reflétaient dans les pancartes du piquet de grève qui disaient : *"Si Reagan aime Cory, qu'il fasse justice à ses compatriotes sur les bases"* et *"Attention, président Cory, méfiez-vous de l'aide américaine alors que les travailleurs philippins sont maltraités"*.

Quand les soldats américains attaquèrent les piquets de grève et que trois travailleurs furent sérieusement blessés à coups de couteau, la police philippine se contenta d'assister et de regarder ; de même quand les piquets furent attaqués par des gangsters et les tenanciers et employés des bars autour des bases. Et finalement c'est la police en armes elle-même qui dispersa les piquets. Après douze jours la grève fut brisée. Un mois après la fin de la grève, le dirigeant du syndicat qui l'avait menée fut assassiné dans la rue par des tueurs. Malgré tous les témoignages, les autorités philippines n'ont rien fait pour arrêter les assassins.

COMMENT NEUTRALISER LE PCP

Au niveau politique, Aquino a essayé de faire mine de répondre aux aspirations des masses à la démocratie et en faveur d'un changement du vieil appareil d'Etat répressif, mais, dans le même temps, elle renforçait cet appareil. Comme un geste de ses soi-disant intentions démocratiques, le gouvernement mit à la retraite vingt officiers supérieurs les plus liés à Marcos. Mais il n'a rien fait d'autre. Il n'y eut pas de purge, pas de bouleversement, ce que l'on aurait pu attendre, étant données les accusations d'atrocités et de corruption contre l'armée. Le problème de l'armée fut laissé complètement aux mains des militaires. Ce n'était évidemment pas un oubli. Cela correspondait à la priorité du gouvernement pour un renforcement de l'armée.

Le gouvernement d'Aquino tenta de neutraliser la gauche. Tentant une sorte de marché, Aquino ordonna la libération des prisonniers politiques emprisonnés par Marcos. Parmi ceux qui furent relâchés, il y eut le fondateur du PCP et l'ex-dirigeant

de la NPA qui étaient tous deux en prison depuis près de neuf ans. Cette libération pouvait être utilisée pour inciter le PCP à accepter un cessez-le-feu de six mois et les négociations que le gouvernement proposait.

Le problème immédiat le plus pressant auquel le gouvernement Aquino est confronté est en fait la guérilla conduite par la NPA et le PCP. Aquino laissa entendre que le PCP pouvait être associé au pouvoir... à condition que les guérillas arrêtaient d'abord le combat et abandonnent les armes.

Il semble que le PCP reste extrêmement circonspect en face du nouveau gouvernement. Le PCP a exprimé cela dans son journal *Ang Bayan* (cité par *Intercontinental Press*) : *"La question du cessez-le-feu est un problème immédiat. Si actuellement pour nous il n'y a pas les bases suffisantes pour accepter un accord de cessez-le-feu, nous ne rejetons pas l'idée de commencer des discussions pourvu que les conditions politiques nécessaires soient réunies. Une initiative du gouvernement Aquino en ce sens serait reçue et examinée avec beaucoup de soin."*

"Si nous ne fermons pas la voie à une telle initiative, nous soulignons la nécessité de changements politiques et économiques significatifs. Nous avons toujours été pour la paix mais cela doit être une paix basée sur des principes. Nous devons souligner la nécessité de la lutte armée, ne serait-ce que pour défendre et étendre les acquis gagnés dans les luttes antifascistes."

Et la NPA reste en armes. Mais dans une déclaration conciliatrice, la direction du PCP louait Aquino pour *"avoir avancé dans le démantèlement de la machine fasciste de Marcos"* — ce qui est une grossière exagération de ce que Aquino a effectivement fait — et assurait le gouvernement que *"si les parties concernées agissent justement, sincèrement et prudemment, un cessez-le-feu négocié est possible à l'échelle nationale."*

Il apparaîtrait, vu de loin, que le PCP cherche un compromis avec Aquino, même s'il n'a pas confiance en certaines des forces qui sont derrière elle.

Jusqu'ici, les négociations ont avancé très lentement, la trêve informelle étant brisée à maintes reprises. Mais les guérillas et le PCP ne sont pas les principaux responsables de cette situation.

Aussi bien l'armée philippine que le gouvernement américain ont exprimé leur scepticisme à propos des

reform would require not only the will, but also the forces to do it. Aquino certainly is not willing to call on the peasants to mass their forces against the landlords and the army. Thus, so far, she has avoided even speaking of land reform.

It's true, that as far as the workers are concerned, Aquino offered a few concrete concessions. But laws and a supposedly friendly Labor Ministry cannot paper over the fact that the first time the workers engaged in a major struggle, the authorities were prepared to attack.

When 22,000 civilian workers at the U.S. military bases at Clark and Subic Bay went on strike, they went into it with illusions in Aquino's government. Their illusions were reflected in their picket signs which said things like, *"If Reagan loves Cory, then give justice to her, countrymen in the bases"* and *"Attention : President Cory beware of U.S. aid while Filipino workers are abused."*

When U.S. troops attacked the picketers, and three workers were seriously stabbed, the Philippine police stood by and watched ; as they did when picketers were attacked by gangsters, bar owners, and some employees of the bars around the bases. Finally armed police themselves broke the picket line. After 12 days, the strike was smashed. One month after the strike ended, the head of the union that had led the strike was assassinated on a city street by armed gunmen. Despite all the witnesses, the Philippine authorities made no moves to arrest the assassins.

HOW TO NEUTRALIZE THE CP

On the political level, Aquino tried to appear responsive to the aspirations of the masses for democracy, for removal of the old repressive state apparatus, while at the same time moving to reinforce that apparatus. As a token of its supposed democratic intentions, the government retired 20 senior officers most tied to Marcos. But it did nothing else. There was no purge, no shake-up, which might have been expected, given the charges of atrocities and corruption leveled at the military. The problems of the military were left completely in the hands of the

military. In fact, this was no mere oversight. It corresponded to the government's priority of reinforcing the military.

The Aquino government moved to try to neutralise the left. As a kind of trade-off, Aquino ordered the release of the political prisoners from the Marcos era. Among those released were the founder of the CPP, and the ex-leader of the NPA, both of whom had been in prison for almost 9 years. This release could be used as an inducement to the CPP to get it to agree to a 6-month ceasefire and the negotiations the government was proposing.

The most pressing immediate problem facing the Aquino government, in fact, was the guerilla war, being led by the NPA and the CPP. Aquino hinted that it was possible the CPP could be brought into the power structure — on the condition that the guerillas first stop fighting and give up their arms.

It seems that the CPP remains extremely careful in front of the new government. The CPP expressed this in its paper, *Ang Bayan* (as quoted by the *Intercontinental Press*):

"The question of a ceasefire is of immediate concern. While there is no sufficient basis at present for us to actually enter into an agreement for a ceasefire, we are not foreclosing the idea of entering into talks provided the necessary political conditions exist. An initiative by the Aquino government in this regard should be handled with extreme care and tact.

While not closing the avenues to such an initiative, we underscore the need for significant political and economic changes. We have always stood for peace, but it must be principled peace. We must underscore the need for the armed struggle if only to defend and expand gains achieved in the antifascist struggles."

And the NPA remains armed. But in a conciliatory statement, the CPP leadership praised Aquino for "taking steps to dismantle the fascist machinery of Marcos" — which is an enormous exaggeration of what Aquino has really done — and assured the government that with "just, sincere and prudent moves of the concerned parties, a negotiated ceasefire is possible on a nationwide scale."

It would appear, from far away, that the CPP is seeking a compromise with Aquino, while still mistrusting some of the forces which are behind her.

Up until now, the negotiations have gone very

concretas. Pero unas leyes y un ministro del trabajo que pasa por ser el amigo del movimiento obrero, no pueden ocultar el hecho que la primera vez que los trabajadores entablaron un combate de envergadura, las autoridades estaban listas a pasar al ataque.

Cuando 22 000 trabajadores civiles de las bases militares norteamericanas de Clark y Subic Bay se pusieron en huelga, fue con ilusiones en el gobierno Aquino. Sus ilusiones se reflejaban en las pancartas del piquete de huelga que decían: *"Si Reagan quiere a Cory, que haga justicia a sus compatriotas en las bases"* y *"Cuidado, presidente Cory, no se fíe de la ayuda norteamericana cuando los trabajadores filipinos están maltratados"*.

Cuando los soldados norteamericanos atacaron los piquetes de huelga y tres trabajadores fueron seriamente heridos a golpes de cuchillo, la policía filipina se contentó con asistir y mirar; igual que cuando unos gánsteres y los gerentes y empleados de los bares de los alrededores de las bases atacaron los piquetes. Y finalmente fue la propia policía armada quien dispersó los piquetes. Después de doce días, la huelga fracasó. Un mes después del fin de la huelga, el dirigente del sindicato que la había dirigido fue asesinado en la calle por matones. A pesar de todos los testimonios, las autoridades filipinas no hicieron nada para arrestar a los asesinos.

COMO NEUTRALIZAR EL PC

Al nivel político, Aquino trató de hacer como si respondiera a las aspiraciones de las masas a la democracia por un cambio del viejo aparato de Estado represivo; pero, en el mismo tiempo, reforzaba este aparato. Como muestra de sus supuestas intenciones democráticas, el gobierno retiró a los veinte oficiales superiores más ligados a Marcos. Pero no hizo nada más. No hubo purgas ni desordenes, nada de lo que se hubiera podido esperar, dadas las acusaciones de atrocidades y corrupción que había contra el ejército. El problema del ejército fue dejado completamente en manos de los militares. No era evidentemente un olvido. Correspondía a la prioridad dada por el gobierno al reforzamiento del ejército.

El gobierno de Aquino trató de neutralizar la izquierda. Intentando un especie de transacción, Aquino ordenó la liberación de los prisioneros

políticos de Marcos. Entre los que fueron liberados había el fundador del PCP y el ex-dirigente de la KUM, que estaban ambos en la cárcel desde más de casi nueve años. Esta liberación podía ser utilizada para incitar al PCP a aceptar un alto el fuego de seis meses y las negociaciones que el gobierno proponía.

El problema inmediato más urgente al que debe enfrentarse el gobierno Aquino es en realidad la guerrilla dirigida por el NEP y el PCP. Aquino dió a entender que al PCP se le podía asociar al poder... a condición de que las guerrillas cesen antes el combate y abandonen las armas.

Parece que el PCP permanece extremadamente circunspecto ante el nuevo gobierno. El PCP lo expresó en su periódico *Ang Bayan* (citado por *Intercontinental Press*): *"La cuestión del alto el fuego es un problema inmediato. Si actualmente no existen para nosotros las bases suficientes para aceptar un acuerdo de alto el fuego, no rechazamos la idea de emprender discusiones con tal de que las condiciones políticas necesarias estén reunidas. Una iniciativa del gobierno Aquino en este sentido sería recibida y examinada con mucha atención."*

Si nos cerramos la vía a tal iniciativa, subrayamos la necesidad de cambios políticos y económicos significativos. Siempre hemos estado por la paz pero debe ser una paz basada sobre principios. Debemos subrayar la necesidad de la lucha armada, aunque sólo fuera para defender y extender las ventajas ganadas en las luchas antifascistas".

Y el NEP sigue en armas. Pero, en una declaración conciliadora, la dirección del PCP alababa a Aquino por *"haber avanzado en el desmantelamiento de la máquina facista de Marcos"* — lo que es una grosera exageración de lo que Aquino ha realmente hecho — y garantizaba al gobierno que *"si las partes afectadas actúan justa, sincera y prudentemente, un alto el fuego negociado es posible a escala nacional"*.

Puede parecer, visto de lejos, que el PCP busca un compromiso con Aquino, aunque no tenga confianza en algunas de las fuerzas que están detrás de ella.

Hasta ahora, las negociaciones han avanzado muy lentamente, la tregua informal interrumpiéndose varias veces. Pero las guerrillas y el PCP no son por cierto los principales responsables de esta situación.

Tanto el ejército filipino como el gobierno norteamericano han expresado su escepticismo

négociations. L'armée a même refusé de faire partie de l'équipe chargée de négocier. Si le ministre de la Défense Enrile ne s'oppose pas totalement aux négociations — si elles peuvent amener la guérilla à arrêter le combat — il prévient : *"Une solution politique ne doit pas sacrifier les intérêts vitaux en matière de sécurité du peuple et de la nation"*. Les représentants des Etats-Unis le disent plus abruptement. Le représentant du Pentagone, Richard Armitage, témoignant devant le Congrès américain, disait plusieurs mois après que Aquino ait pris ses fonctions : *"La situation militaire est grave et empire, avec les communistes qui jouissent de l'initiative et qui assument le contrôle de facto dans les zones où l'influence du gouvernement s'est amenuisée depuis des années"*. Et Armitage ajoutait que l'action de la NPA *"ne laisse guère de doute pour nous que, finalement, une action militaire sera nécessaire pour défaire les insurgés"*. Autrement dit, les Etats-Unis et l'armée philippine considèrent la période actuelle comme le calme avant la tempête. Et se préparant pour la tempête, les Etats-Unis ont déjà accru leur aide à l'armée philippine cette année.

Anticipant elle aussi la tempête, Corazon Aquino a promis à l'armée que si la NPA n'accepte pas une "paix honorable", c'est-à-dire si les négociations ne parviennent pas à la désarmer, *"ce ne sera pas à la vieille armée découragée de Marcos que les insurgés devront faire face"*. Le gouvernement philippin parle de paix, mais en même temps il prépare la guerre. C'est pourquoi il est évident que, dans ces conditions, les guérillas hésitent à entamer des négociations qui n'ont pour but que de les amener à déposer les armes.

Ainsi, dans les premiers mois de son administration, Aquino est apparue s'avancant sur tous les fronts, faisant appel à tous les éléments politiques et sociaux qui la soutiennent. Cependant son action envers la

bourgeoisie, les militaires et la droite fut tout à fait différente de celle envers les pauvres, les opprimés et la gauche. D'un côté, pour les capitalistes, il y a le réel pouvoir économique et militaire, et le gouvernement leur a donné encore davantage. De l'autre côté, pour les travailleurs, les paysans sans terre, les chômeurs et la gauche, il y a des lois, des promesses et des négociations. C'est-à-dire des mots. Ainsi la droite garde le pouvoir réel pendant que le gouvernement propose à la gauche des palabres.

Aquino sera-t-elle capable de tromper les travailleurs, les paysans et les masses pauvres qui se sont soulevés contre Marcos et l'ont portée au pouvoir ?

Pour une bonne part, cela dépendra des organisations de gauche et principalement du PCP qui mène la guérilla et est en même temps la plus importante des organisations de gauche dans les villes ; les coalitions du Bayan et du Nouveau Front Démocratique lui sont liées et le syndicat KMU lui est associé.

Jusqu'ici, le PC a prudemment veillé à protéger ses propres intérêts et sa propre organisation. Mais il a aussi montré qu'il regardait Aquino très favorablement, la louant de ses bonnes intentions, espérant de toute évidence qu'un compromis ou même une alliance est possible avec elle.

Il est impossible aujourd'hui de dire si un tel accord pourra être trouvé. Mais en tout cas, il y a le danger que l'attitude du PCP renforce les illusions des ouvriers et des paysans, les endormant dans leur confiance à Aquino au moment où ils ont besoin de comprendre que Aquino et son régime sont leurs ennemis exactement comme l'était Marcos, même si au début ils jouent plus sur les illusions des masses que sur la répression directe pour maintenir l'ordre.

slowly, with the informal truce being broken repeatedly. The guerrillas and the CPP are certainly not the main ones responsible for this state of affairs.

Both the Philippine military and the U.S. government have expressed their scepticism about negotiations. The military even refuses to be part of the negotiating team. While Defense Minister Enrile does not completely oppose negotiations — if they are able to get the guerrillas to stop fighting — he warns : *"A political solution must not sacrifice the vital security interests of the people and the nation."* U.S. representatives spell it out more bluntly. Said Pentagon official Richard Armitage in Congressional testimony, several months after Aquino took office : *"The military situation is serious and getting worse, with Communists enjoying the initiative and assuming de facto control in areas where government influence has eroded over the years..."* Armitage added, the NPA actions *"leave little doubt in our mind that, at the end of the day, military action will be required to defeat the insurgency."* In other words, the U.S. and the Philippine military view this period as the calm before the storm. Preparing for the storm, the U.S. has already increased its military aid this year.

In anticipation of the coming storm, Corazon Aquino promised the military that if the NPA does not accept an "honorable peace", that is, if negotiations fail to disarm it, *"it will not be the old, dispirited army of Marcos that the insurgents will face."* The Philippine government talks peace, but in the meantime it is preparing for war. It's obvious why, under these conditions, the guerrillas are hesitant to go into negotiations, which have as their purpose to get the guerrillas to lay down their arms.

And so, in the first months of her administration, Aquino appeared to be moving on all fronts,

appealing to all the different social and political elements which supported her. However, her actions toward the bourgeoisie, military, and right wing, were quite different than toward the poor, oppressed, and the left. On the one hand, the capitalists have real economic and military power, and the government gives them further concessions in that regard. On the other hand, the workers, peasants, the landless, and unemployed, and finally the left, receive laws, promises, negotiations. That is, they receive words. So the right keeps the real power, while the government engages the left in talk.

Will Aquino be able to deceive the workers, the peasants, the poor masses who have risen up against Marcos and put her in power?

In large part, this will depend on the organizations of the left, and mainly on the CPP, which is leading the guerrilla struggle, at the same time that it is the largest left organization in the cities; the coalitions, Bayan, and the New Democratic Front are tied to it, and the union, the KMU, associated with it.

So far the CPP has been careful when it comes to protecting its own interests and its own organization. But it has also shown that it looks at Aquino very favorably, praising her for her good intentions, obviously hoping that a compromise, or even an alliance, is possible with her.

It's impossible today, to say whether such an agreement will be reached. But in any case, there is a danger that the CPP's attitude will help reinforce the illusions of the workers and peasants, lulling them into feeling confidence in Aquino just when they need to understand that Aquino and her regime are their enemies, just as Marcos was, even if at the beginning they play more on the illusions of the masses than on direct repression in order to keep them in line.

respecto a las negociaciones. El ejército hasta se negó a formar parte del equipo encargado de negociar. Si el ministro de la defensa Enrile no se opone totalmente a las negociaciones—si pueden llevar a la guerrilla a parar el combate— advierte: *"una solución política no debe sacrificar los intereses vitales en materia de seguridad del pueblo y de la nación"*. Los representantes estadounidenses lo dicen más abruptamente. El representante del Pentágono, Richard Armitage, declarando ante el Congreso norteamericano, decía varios meses después de la entrada en función de Aquino: *"La situación militar es grave y empeora con los comunistas que gozan de la iniciativa y que asumen el control de hecho en las zonas donde la influencia del gobierno ha disminuido desde hace años."* Y Armitage añadía que la acción del NEP *"no ofrece para nosotros demasiadas dudas de que, finalmente, una acción militar será necesaria para aplastar los insurgentes"*. dicho de otra manera, Estados Unidos y el ejército filipino consideran el período actual como la calma antes de la tempestad. Y preparándose para la tempestad, los Estados Unidos ya han incrementado su ayuda al ejército filipino este año.

También anticipando ella la tempestad, Corazón Aquino prometió al ejército que si el NEP no acepta una *"paz honorable"*, es decir, si las negociaciones no consiguen desarmarla *"no será al viejo ejército acobardado de Marcos al que deberán enfrentarse los insurrectos"*. El gobierno filipino habla de paz pero al mismo tiempo prepara la guerra. Es evidente qué, en estas condiciones, las guerrillas vacilan en iniciar negociaciones que sólo tienen por objetivo llevarles a entregar las armas.

De esta manera, en los primeros meses de su administración, Aquino se presentó como avanzando sobre todos los frentes, apelando a todos los

elementos políticos y sociales que la apoyaban. Sin embargo su forma de actuar con la burguesía, los militares y la derecha fue muy diferente de la forma en que lo hizo con los pobres, los oprimidos y la izquierda. Por un lado, para los capitalistas, hay el verdadero poder económico y militar, y el gobierno les dió todavía más. Por el otro lado, para los trabajadores, los campesinos sin tierra, los parados y la izquierda hay leyes, promesas y negociaciones. Es decir palabras. Así la derecha conserva el poder real, mientras el gobierno propone a la izquierda palabras.

¿Será capaz Aquino de engañar a los trabajadores, a los campesinos y a las masas pobres que se han sublevado contra Marcos y la han llevado al poder?

En una buena parte, ello dependerá de las organizaciones de izquierda y principalmente del PCP que lleva a cabo la guerrilla y es al mismo tiempo la mayor organización de izquierda en las ciudades; las coaliciones del Bayan y del Nuevo Frente Democrático, están vinculadas a él y el sindicato KMU está asociado a él.

Hasta ahora, el PC procuró prudentemente proteger sus propios intereses y su propia organización. Pero también mostró que consideraba a Aquino muy favorablemente, alabándola por sus buenas intenciones, esperando evidentemente que un compromiso o incluso una alianza sea posible con ella.

Es imposible decir hoy si tal acuerdo puede ser encontrado. Pero en cualquier caso, existe el peligro de que la actitud del PC refuerce las ilusiones de los obreros y los campesinos adormeciéndoles en su confianza en Aquino en el momento en que necesitan comprender que Aquino y su régimen son sus enemigos, exactamente como lo era Marcos, incluso si al principio se sirven más de las ilusiones de las masas que de la represión directa para mantener el orden.

Grande-Bretagne :

A propos du Militant, quel avenir pour l'entrisme dans le Parti Travailleiste ?

Depuis 1984, le groupe du Militant a atteint une certaine notoriété en Grande-Bretagne et au delà en prenant la tête de la municipalité de Liverpool et en utilisant cette position pour défier la politique d'austérité que le gouvernement Thatcher impose aux villes ouvrières.

Ce groupe, qui se réclame du trotskysme, s'est constitué au début des années cinquante sous le nom de Ligue Socialiste Révolutionnaire (RSL). Après plus de vingt ans d'isolement, il a connu un développement rapide au cours des dix dernières années au point de prendre la première place dans l'extrême-gauche britannique. Il revendique aujourd'hui de quatre à cinq mille membres, dont une partie importante de travailleurs et surtout de jeunes ouvriers.

Outre son développement récent, la principale originalité du Militant par rapport au mouvement trotskyste international est d'avoir toujours, depuis sa création, existé en tant que tendance d'un parti réformiste, le Parti Travailleiste anglais. Il y occupe aujourd'hui un certain nombre de positions. En particulier dans les jeunesses travailleistes dont il contrôle la direction depuis 1970, et qui lui ont servi depuis de base de recrutement. Et, plus récemment, dans quelques villes où le groupe a pris la direction des organisations travailleistes locales, comme à Liverpool, dans l'île de Wight ou à Bermondsey dans la banlieue londonienne. Dans les syndicats, le Militant a également gagné une certaine influence, en particulier dans le CWU (syndicat des travailleurs des communications) et surtout dans le CPSA, le

principal syndicat de la fonction publique, dont le secrétaire général élu en juin 1986 est un membre du groupe.

Le choix politique qu'ont fait les dirigeants du Militant en construisant leur organisation au sein d'un parti réformiste, est contestable. Et ce n'est pas le nôtre. Mais force est de constater que, dans le cadre de ce choix, ils ont réussi à construire une organisation qui semble avoir plus de poids sur les événements que bien des groupes trotskystes indépendants. Et même si l'on ne partage pas ce choix, le résultat atteint mérite qu'on examine de plus près la politique et l'expérience de ces militants.

DE LA TACTIQUE "ENTRISTE"...

Le recours à la tactique qui consiste pour une organisation révolutionnaire à aller militer au sein d'un parti réformiste, ce que l'on appelle l'"entrisme", n'est certes pas une nouveauté dans le mouvement communiste.

Dès les débuts de la Troisième Internationale, Lénine préconisa une telle politique pour un certain nombre de jeunes partis communistes en formation, en particulier pour le petit Parti Communiste britannique.

Quinze ans plus tard, Trotsky s'efforça de convaincre les différents groupes qui constituaient l'Opposition de Gauche Internationale, et en parti-

Great Britain :

concerning the Militant Tendency, what future for entrism into the Labor Party ?

Since 1984, the Militant group has acquired some notoriety in and outside Great Britain after taking control of Liverpool's city council and using their position to challenge the austerity policies imposed on working-class townships by the Thatcher government.

This group which claims to be in agreement with Trotskyism was set up in the early 1950s under the name of Revolutionary Socialist League (RSL). After more than twenty years spent in isolation, it developed rapidly until it became, during the last decade, the most important political group of the whole British far left. Today, it claims to be 4,000 to 5,000 strong, with a high proportion of workers, especially younger ones.

Apart from its recent growth, Militant's main originality in relation to the international Trotskyist movement lies in the fact that, from the outset, it has existed as a tendency within a reformist party, namely, the British Labor Party. The Militant Tendency today has a few strongholds inside this party. They have for instance controlled the socialist youth's leadership since 1970, and have used this as a base for their own recruitment. More recently, they have been able to take over the leadership of local Labor organizations like those of Liverpool, the Isle of Wight, or Bermondsey, a London suburb. Militant has also gained some support in the unions, especially in the Communications Workers Union and, more importantly, in the Civil and Public Services

Gran Bretaña :

a propósito del Militant, ¿ qué porvenir para el entrismo en el partido laborista ?

Association, the largest civil service union, whose general secretary —elected in June 1986— is a member of the group.

The political choice made by Militant leaders, that is, to build their organization within a reformist party, is a doubtful one. We think otherwise. Still, we are forced to admit that within the framework of this choice they have been able to build an organization which seemingly has more impact on events than many independent Trotskyist groups have ever had. And though we have made a different choice, Militant's results at least mean that their policy and experience deserve to be examined more closely.

FROM "ENTRISM" AS A TACTIC...

The tactic which consists in asking a revolutionary organization to be active inside a reformist party, and which is called "entrism", is of course nothing new in the communist movement.

In the early days of the Third International, such a policy was advocated by Lenin in the case of a few young communist parties which were just being formed, notably in the case of the small British Communist Party.

Fifteen years later, it was Trotsky's turn to endeavor to convince the various groups making up the

Desde 1984, el grupo *The Militant* ha adquirido cierta notoriedad en Gran Bretaña y fuera de ella tomando la alcaldía de Liverpool y utilizando esta posición para desafiar la política de austeridad que el gobierno Thatcher impone a las ciudades obreras.

Este grupo, que se proclama trotskista, se constituyó a comienzos de los años cincuenta bajo el nombre de Liga Socialista Revolucionaria (LSR). Al cabo de más de veinte años de aislamiento, ha experimentado un rápido crecimiento en el curso de los últimos diez años, a tal punto que ha conseguido ocupar el primer lugar entre la extrema izquierda británica. Actualmente, afirma tener entre cuatro y cinco mil miembros, una importante parte de los cuáles se compone de trabajadores y sobre todo de jóvenes obreros.

Además de su reciente desarrollo, la principal originalidad del grupo *The Militant* respecto al movimiento trotskista internacional es la de haber existido siempre, desde su creación, como tendencia de un partido reformista, el partido laborista inglés, en el que ocupa actualmente algunas posiciones. Particularmente, entre las juventudes laboristas, cuya dirección controla desde 1970 y que le han servido desde entonces de base de reclutamiento. Así como, más recientemente, algunas ciudades donde el grupo ha tomado la dirección de las organizaciones laboristas locales, como en Liverpool, en la isla de Wight o en Bermondsey, en las afueras de Londres. En los sindicatos, *The Militant* ha ganado también cierta influencia, en el SWU (sindicato de los trabajadores de las comunicaciones) en particular y,

sobre todo, en el CPSA, el principal sindicato de los funcionarios públicos, cuyo secretario general, elegido en 1986, es miembro del grupo.

La opción política realizada por los dirigentes de *The Militant* de construir su organización en el seno de un partido reformista, es discutible. En cualquier caso, no es la nuestra. Pero no se puede dejar de constatar que, en el marco de esta opción, han conseguido construir una organización que parece incidir más en los acontecimientos que muchos grupos trotskistas independientes. E incluso si no compartimos esta forma de proceder, el resultado conseguido merece que se examine con cierta atención la política y la experiencia de estos militantes.

DE LA TACTICA "ENTRISTA"...

Recurrir a la táctica que consiste para una organización revolucionaria en irse a militar dentro de un partido reformista, al llamado "entrismo", no es desde luego ninguna novedad dentro del movimiento comunista.

Desde los comienzos de la Tercera Internacional, Lenin preconizó este tipo de política para unos cuantos jóvenes partidos comunistas en curso de formación, especialmente para el pequeño partido comunista británico.

Quince años más tarde, Trotsky trató de convencer a los diferentes grupos que constituían la Oposición de Izquierda Internacional, particularmente a los grupos ingleses, de que debían practicar esta misma política.

culier les groupes anglais, de pratiquer la même politique.

Dans un cas comme dans l'autre, le but de cette politique était de permettre à de petites organisations, inexpérimentées et surtout dépourvues d'implantation ouvrière, de se lier à la classe ouvrière au contact des militants ouvriers des partis réformistes.

Lorsqu'en 1934, Trotsky invita ses partisans à entrer dans les partis socialistes, son argumentation reposait sur la radicalisation visible d'une fraction des militants ouvriers de ces partis, en particulier dans les nouvelles générations, à un moment où de multiples indices laissaient prévoir une remontée des luttes de la classe ouvrière. Dans certains pays, comme en Espagne dans la Jeunesse Socialiste, un certain nombre de cadres en étaient à rechercher dans les thèses de l'Opposition de Gauche une réponse aux problèmes politiques du moment, entraînant dans leur démarche un nombre significatif de jeunes ouvriers. Cette radicalisation s'accompagnait d'illusions considérables quant aux capacités des partis réformistes, et surtout des dirigeants de la gauche de ces partis, à mener la classe ouvrière au combat. Et la tâche des militants révolutionnaires, en entrant dans les partis socialistes, était donc non pas de flatter les illusions réformistes des ouvriers combattifs qui s'y trouvaient mais au contraire, en militant au coude à coude avec eux, de les arracher à l'emprise de ces illusions et de les gagner à une politique révolutionnaire.

Pour Lénine comme pour Trotsky, la tâche primordiale des révolutionnaires restait la construction de partis indépendants. Et tout en préconisant, dans certaines conditions bien déterminées, le recours à l'entrisme, ils n'envisageaient pas un seul instant la possibilité de pouvoir forger une direction révolutionnaire digne de ce nom dans le cadre d'un parti réformiste.

S'adressant aux militants français, Trotsky expliquait d'ailleurs que *"en elle-même, l'entrée dans un parti réformiste ne peut constituer une perspective à long terme. Ce n'est qu'une étape qui, dans certaines conditions, peut se limiter à une simple péripétie"*. Et s'adressant quelque temps plus tard aux mêmes militants, tentés de faire certaines concessions aux dirigeants réformistes pour

conserver leurs positions dans le Parti Socialiste, il ajoutait : *"Est-il ou non nécessaire de parler ouvertement de la perspective d'un parti indépendant ? Comment pourrait-on l'éviter ? (...) Défendez avec le plus grand zèle votre position au sein de la SFIO, mais préparez-vous à mener un combat indépendant si cela nous est imposé - et tout indique que tel sera le cas. Comment pourrait-on éviter de dire tout cela ouvertement ?"*

...A L'ENTRISME ÉRIGÉ EN PRINCIPE UNIVERSEL...

L'itinéraire politique des dirigeants du Militant et les justifications qu'ils ont données hier et aujourd'hui à leur politique, sont très loin de la démarche de Trotsky à propos de la tactique entrisme.

Ce fut à la fin des années quarante que Ted Grant, le fondateur et dirigeant de la RSL, entra dans le Parti Travailleiste. Il ne s'agissait alors nullement d'un choix tactique destiné à renforcer une organisation isolée de la classe ouvrière. Le mouvement trotskyste britannique avait toujours été faible. Le RCP (Parti Communiste Révolutionnaire), qui s'était constitué en 1944 en réunissant la plupart des petits groupes existants, venait d'éclater en plusieurs morceaux dont certains avaient déjà rejoint le parti travailleiste. L'éclatement du RCP laissait Grant pratiquement seul, et l'adhésion au parti travailleiste ne fut que le moyen pour un militant isolé de continuer à militer malgré son isolement.

Au cours des années qui suivirent, Grant regroupa un petit groupe de militants autour de lui. Ce groupe, qui n'était pas, et de loin, le plus important des noyaux trotskystes anglais — tous militaient alors au sein du Parti Travailleiste — devint néanmoins à partir de 1956 la section britannique du Secrétariat International de la Quatrième Internationale, alors animé par Pablo. Il devait le rester jusqu'en 1965, lorsque le SI, changeant brusquement d'avis, retira l'affiliation à Grant pour la décerner à un autre groupe.

Pendant cette période, le groupe de Grant se posa la question de construire une organisation indépen-

International Left Opposition — especially the English groups — to pursue the same policy.

In both cases, the goal was to allow small, inexperienced organizations with no roots in the working class precisely to develop ties with the rank and file by coming into contact with workers who were active in the reformist parties.

When Trotsky asked his followers to enter the socialist parties in 1934, he based his arguments on the visible radicalization of the workers who were active in these parties, in particular the younger generation, at a time when there were indications of a coming rise in workers' struggles. In some countries, there were even political cadres like those of Spain's Socialist Youth who had come to think that the theses of the Left Opposition might be the answer to the political problems of the time and who were taking a significant number of young workers along with them. This radicalization was accompanied by considerable illusions concerning the capacities of reformist parties, and especially of the left-wing leaders of those parties, to lead the working class to battle. Thus, the task of revolutionary militants entering these parties was to refrain from encouraging the reformist illusions of the combative workers who were to be found in these parties in order to drag them away from these illusions and win them over to revolutionary policies by being active side by side with them.

For both Lenin and Trotsky, the essential task of revolutionaries remained the building of independent parties. And while they did recommend entrism in very specific conditions, they never for a second considered the possibility for a revolutionary leadership worthy of the name to be formed within the framework of a reformist party.

Trotsky for instance once explained to French militants that *"entry into a reformist party in itself does not include a long perspective. It is only a stage which, under certain conditions, can be limited to an episode"*. Later on, he told the same militants when they were tempted to make concessions to reformist leaders in order to keep their positions inside the Socialist Party : *"Is it or is it not necessary to speak openly about the perspective of an independent"*

party ? (...) Defend your place in the SFIO zealously, but be prepared for independent struggle if it is forced on us – and it looks as though that will be the case. How can we avoid saying that openly ?”

...TO ENTRISM RAISED TO THE STATUS OF A UNIVERSAL PRINCIPLE...

Both the political itinerary of Militant leaders and the arguments they have put forward then and now to justify their policy remain at a good distance from Trotsky's own approach of the question of entrism.

Ted Grant, founder and leader of the RSL, entered the Labor Party in the late 1940s. The problem then was not to make a tactical choice that would strengthen an organization isolated from the working class. The British Trotskyist movement had always been very weak. The Revolutionary Communist Party (RCP) which grouped together the existing grouplets when it was established in 1944 had just been blown to pieces, some of which had gone straight to the Labor Party. The break-up in the RCP left Grant almost completely isolated and his joining the Labor Party was merely a way for him to continue to be politically active, despite his isolation.

In the years that followed, Grant managed to gather a few militants around himself. His group was not, and by far, the most important among the Trotskyist nuclei in Britain — all of whom were active inside the Labor Party. Nevertheless, they became the British section of the International Secretariat of the Fourth International, then headed by Pablo, as of 1956. They stayed a member of it until 1965 when the IS suddenly changed their minds, cancelled Grant's affiliation, and gave it to some other group...

This was the period during which Grant's group discussed the question of whether they should build an independent organization or not. Grant answered the problem in a 1959 internal pamphlet titled *Problems of Entrism* : “It is true that the conditions for entry, as Trotsky outlined them, are still not present.

En ambos casos, el objetivo de ella era permitir a estas pequeñas organizaciones, inexpertas y sobre todo sin inserción obrera, establecer lazos con la clase obrera a través del contacto con los militantes obreros de los partidos reformistas.

En 1934, cuando Trotsky invitó a sus seguidores a entrar en los partidos socialistas, su argumentación se basaba en la clara radicalización de una parte de los militantes obreros de estos partidos ; especialmente, entre las nuevas generaciones y en un momento en que múltiples indicios presagiaban un nuevo ascenso de las luchas de la clase obrera. En algunos países, como en España dentro de las Juventudes Socialistas, había unos cuantos dirigentes que buscaban en las tesis de la Oposición de Izquierda una respuesta a los problemas políticos de entonces y que arrastraban en el intento a muchos jóvenes obreros. Esta radicalización iba acompañada de grandes ilusiones en cuanto a las capacidades de los partidos reformistas, principalmente de los dirigentes de izquierda de estos partidos, para llevar la clase obrera al combate. Por eso, entrando en los partidos socialistas, la tarea de los militantes revolucionarios no consistía, pues, en estimular las ilusiones reformistas de los obreros que se encontraban en estos partidos ; sino, al contrario, militando codo a codo con ellos, en ayudarles a sacudir el yugo de estas ilusiones y ganarlos para una política revolucionaria.

Tanto para Lenin como para Trotsky, la tarea primordial de los revolucionarios siempre fue la construcción de partidos independientes. Sin dejar de preconizar, bajo ciertas y muy determinadas condiciones, la utilización del entrismo, no consideraron ni un solo instante que existiera la posibilidad de poder forjar una dirección revolucionaria digna de ese nombre en el marco de un partido reformista.

Dirigiéndose a los militantes franceses, Trotsky explicaba además que “*en sí misma, la entrada en un partido reformista no puede ser una perspectiva a largo plazo. No es más que una etapa que, en ciertas condiciones, puede limitarse a una simple peripecia*”. Y algo más tarde, dirigiéndose a estos mismos militantes, tentados de hacer algunas concesiones a los dirigentes reformistas para conservar sus posiciones dentro del partido socialista, añadía : “*¿Es o no es necesario hablar abiertamente de la*

perspectiva de un partido independiente ? ¿ Como se podría evitar ? (...) Defendidos con el mayor empeño vuestra posición en el seno de la SFIO, pero preparaos para sostener un combate independiente si nos obligan a ello—y todo indica que así será. ¿ Cómo se podría evitar decir todo esto abiertamente ?”

...AL ENTRISMO ERIGIDO EN PRINCIPIO UNIVERSAL...

El itinerario político de los dirigentes de *The Militant* y las razones que dieron ayer y dan hoy para justificar su política están muy lejos de la forma en que Trotsky planteaba la táctica entrista.

Fue a finales de los años cuarenta cuando Ted Grant, el fundador y dirigente de la RSL, entró en el partido laborista. En aquel tiempo, no se trataba en absoluto de una opción táctica destinada a reforzar una organización separada de la clase obrera. El movimiento trotskista británico siempre había sido débil. El RPC (Partido Comunista Revolucionario), constituido en 1944 por la mayoría de los pequeños grupos existentes, acababa de saltar en pedazos, algunos de los cuales ya habían ido a parar al partido laborista. La destrucción del RPC dejaba a Grant prácticamente solo, y la adhesión al partido laborista no fue más que el medio que podía permitir a un militante aislado seguir militando a pesar de su aislamiento.

En el transcurso de los años siguientes, Grant consiguió reunir un pequeño grupo de militantes alrededor de él. Este grupo, que no era ni de lejos el más importante de los núcleos trotskistas ingleses — todos militaban entonces en el partido laborista — se convirtió sin embargo, desde 1956, en la sección británica del Secretariado Internacional de la IV Internacional, animado entonces por Pablo. Y seguiría siéndolo hasta 1965, hasta que el SI, cambiando bruscamente de parecer, retiró la afiliación a Grant para concedérsela a otro grupo...

Durante este periodo, el grupo de Grant se planteó la cuestión de construir una organización independiente. En 1959, en un folleto interno titulado “*Problemas del entrismo*”, Grant dijo : “*Es verdad que las condiciones para recurrir al entrismo, tal como*

dante. Grant y répondit en 1959 dans une brochure interne intitulée "Problèmes de l'entrisme": "Il est vrai que les conditions au recours à l'entrisme, telles que Trotsky les a définies, ne sont toujours pas réunies. Mais ce serait la pire des stupidités d'abandonner notre travail dans le parti travailliste et de se lancer dans une aventure "indépendante" après y avoir investi plus d'une décennie d'activité... Nous devons nous affirmer comme une tendance dans le mouvement travailliste".

Cinq ans plus tard, en 1964, le groupe de Grant publiait le premier numéro du *Militant*. Avec ce sous-titre, qu'il n'a cessé de porter depuis, "un journal pour le mouvement travailliste et la jeunesse".

Depuis, le groupe du Militant n'a jamais existé autrement que comme tendance au sein du parti travailliste. A la tactique transitoire, conçue par Trotsky dans une période de remontée ouvrière, pour permettre à des militants coupés de la classe ouvrière de s'adresser à des ouvriers réformistes en train d'évoluer vers la gauche et de les gagner aux idées révolutionnaires, le groupe de Grant avait substitué une stratégie à long terme de construction du parti révolutionnaire au sein même d'un parti réformiste. De réponse à la situation spécifique du mouvement ouvrier britannique et à l'extrême faiblesse qu'y avait le mouvement trotskyste, cette stratégie a été érigée depuis en méthode universelle, valable en tous lieux et en tous temps. C'est ce que l'on peut voir dans la politique menée par le groupe du Militant sur le plan international. Comme bien d'autres groupes trotskystes dans le monde, le groupe du Militant a en effet entrepris depuis une quinzaine d'années de créer des organisations "sœurs" dans un certain nombre de pays. Et partout la politique adoptée a été la même, avec beaucoup moins de succès il est vrai : une réplique locale de la politique menée par le groupe en Grande-Bretagne. C'est ainsi qu'en Grèce, une tendance a été constituée au sein du PASOK, en Allemagne au sein du Parti Social-Démocrate, en Afrique du Sud au sein de l'ANC, et au sein du Parti Travailliste en République d'Irlande, sans parler des tentatives, semble-t-il infructueuses, de constituer une tendance au sein du Parti Socialiste en France, autour du journal *L'Avancée Socialiste*.

Il est vrai que, maintenant, les polémiques des années trente sur les circonstances et les objectifs du

recours à l'entrisme sont loin. De même qu'est loin le temps où Grant éprouvait le besoin de se justifier par rapport à la politique qui avait été celle des trotskystes du vivant de Trotsky. Aujourd'hui, la stratégie du Militant est explicitement codifiée. On en trouve l'expression, par exemple, dans un article du *Bulletin of Marxist Studies* publié en 1985 sous la signature d'un membre du groupe, George Edwards : "Jamais on n'a vu", écrit Edwards "là où existaient des organisations ouvrières de masses, se construire de nouvelles organisations qui ne venaient pas au moins en partie des vieilles organisations de la classe ouvrière. Même en Russie, les Bolchéviks émergèrent du parti ouvrier social-démocrate russe". Mis à part le fait que c'est une façon de réécrire l'histoire — les Bolchéviks n'émergèrent pas d'un parti social-démocrate ossifié depuis longtemps dans le réformisme, ils se créèrent pratiquement dès le début comme une fraction indépendante du Parti Social-Démocrate qui se formait lui-même —, il s'agit donc bien pour le Militant d'un axiome : le parti révolutionnaire ne peut se former que dans les partis réformistes.

...ET AU ROLE "HISTORIQUE" DES PARTIS RÉFORMISTES

Les militants communistes des débuts de la Troisième Internationale, comme ceux de l'Opposition de Gauche par la suite, ont toujours reconnu la nécessité, pour construire le parti révolutionnaire prolétarien dans les vieux pays capitalistes comme la Grande-Bretagne ou la France, d'arracher à l'emprise du réformisme des pans entiers des vieux partis de la classe ouvrière. Et il est certainement tout aussi inconcevable en Grande-Bretagne, aujourd'hui, de construire le parti révolutionnaire sans entraîner des dizaines de milliers d'ouvriers et de militants aujourd'hui rassemblés dans le mouvement travailliste qu'il est inconcevable pour des révolutionnaires en France de pouvoir se passer de l'expérience et du poids politique que représentent les dizaines de milliers de militants ouvriers du Parti Communiste, et les centaines de milliers d'ouvriers du rang qu'il

But it would be the height of stupidity to abandon work in the Labour Party now and launch into 'independent' adventures after a decade or more of work there... We have to establish ourselves as a tendency in the Labour Movement."

Five years later, in 1964, Grant's group started to publish *Militant*, which was and still is subtitled "A Paper for Labour and Youth".

Since then, the Militant group has never existed in any other form than as a tendency inside the Labor Party. Trotsky's transitional tactic for periods of growing working-class militancy, aimed at allowing militants who had hitherto been cut off from the working class to come into contact with reformist rank and filers moving to the left and to win them over to revolutionary ideas, had become in the hands of Grant and his group a long-term strategy for building a revolutionary party inside a reformist party. And from an answer to the specific situation of the British working-class movement and the extreme weakness of Trotskyist groups within it, this strategy has since become a universal method, applicable in all places and at all times. This is exemplified by the Militant's policy on the international level. Some fifteen years ago, the Militant group began creating "sister" organizations in a number of countries like many other Trotskyist groups throughout the world. The policy adopted in all cases was nothing but a local version of the British group's own policy — with much less success though. In Greece for instance, a tendency was established inside the PASOK; there was another one in Germany inside the Social Democratic Party; in South Africa inside the ANC; in the Irish Republic inside the Labor Party; not to mention the seemingly unsuccessful attempts at establishing a tendency inside France's Socialist Party around the paper *L'Avancée Socialiste*.

True to say, the 1930s debate around the circumstances justifying entrism and the goals of this kind of tactic are far away. Similarly, the times when Grant felt the need to justify his policy as compared to the course followed by Trotskyists when Trotsky was still alive are also far away. Militant's strategy has now been fully codified. It was expounded for instance in a 1985 issue of the *Bulletin of Marxist Studies*, in an

article by Militant member George Edwards. Said Edwards : "Nowhere where mass organizations of the working class have existed were new organizations established which did not at least come in part from the old organizations of the working class. Even in Russia the Bolsheviks stemmed from the Russian Social Democratic Party." This is of course a case of history being re-written : the Bolsheviks did not stem from a social democratic party that had long become ossified by its reformism —indeed, they viewed themselves from the outset as a fraction independent from the Social Democratic Party which was itself just being established. But on top of it, Militant has turned this view into an axiom : a revolutionary party can only be established inside reformist parties.

...AND TO THE "HISTORICAL" ROLE OF REFORMIST PARTIES

In the early years of the Third International, Communist militants —and later, militants of the Left Opposition likewise— stood for the idea that in order to build revolutionary proletarian parties in old capitalist countries like Great Britain or France it was necessary to tear whole sectors of the existing working-class parties from the hands of reformists. In today's Great Britain, it is just as inconceivable to build a revolutionary party without rallying tens of thousands of workers and militants who still are inside the Labor movement, as it is inconceivable in France for revolutionaries to think they could do without the experience and political weight of tens of thousands of working-class militants who are CP members or of hundreds of thousands of rank-and-file workers influenced by them.

All of this goes without saying. But Militant goes much farther than this. In their 12 October 1985 issue for instance, they wrote in substance that with a Marxist leadership (this is what Militant leaders call themselves), the Labor Party "can carry through its historical task, the socialist transformation of British society."

Trotsky las ha definido, no se han dado todavía. Pero sería cometer la peor de las estupideces abandonar nuestro trabajo dentro del partido laborista y lanzarse a una aventura "independiente" después de haber consagrado a ello más de una década de actividad... Debemos afirmarnos como una tendencia dentro del movimiento laborista".

Cinco años más tarde, en 1964, el grupo de Grant publicaba el primer número de *The Militant*, con el subtítulo, mantenido hasta ahora, de "un periódico para el movimiento laborista y la juventud".

Desde entonces, el grupo The Militant sólo ha existido como tendencia del partido laborista. La táctica transitoria, concebida por Trotsky en un periodo de ascenso obrero para ofrecer a militantes cortados de la clase obrera la posibilidad de dirigirse a obreros reformistas que evolucionaban hacia la izquierda y ganarlos a las ideas revolucionarias, fue substituida por el grupo de Grant por una estrategia a largo plazo dirigida a la construcción del partido revolucionario en el propio seno de un partido reformista. Pensada como una forma de responder a la situación específica del movimiento obrero británico y a la limitadísima incidencia que tenía en el movimiento trotskista, esta estrategia ha sido erigida después en método universal, válido en cualquier lugar y en cualquier momento. Ello puede verse en la política seguida por el grupo The Militant en el plano internacional. En efecto, como muchos otros grupos trotskistas, el de The Militant ha emprendido desde hace unos quince años la creación de organizaciones "hermanas" en unos cuantos países. Y en todas partes la política adoptada ha sido siempre la misma : una copia a nivel local de la política desarrollada por el grupo en Gran Bretaña, con mucho menos éxito por cierto. Así es como se ha constituido en Grecia una tendencia dentro del PASOK ; en Alemania, dentro del partido socialdemócrata ; en Africa, dentro del ANC y en Eire, dentro del partido laborista, sin hablar de las tentativas, al parecer infructuosas, por crear, en Francia, una tendencia dentro del partido socialista, alrededor del periódico *l'Avancee Socialiste*.

Hoy estamos sin duda lejos de las polémicas de los años treinta sobre las circunstancias y los objetivos del entrismo. Como también lo estamos del periodo en que Grant sentía la necesidad de justificarse respecto a la política que fue la de los trotskistas en vida de

Trotsky. Hoy, la estrategia de The Militant está explícitamente codificada. Se puede encontrar expuesta, por ejemplo, en un artículo del *Bulletin of Marxist Studies*, publicado en 1985 bajo la firma de George Edwards, un miembro del grupo. "Jamás se ha visto, escribe Edwards, allí donde existían organizaciones obreras de masa, construirse nuevas organizaciones que no provenían al menos en parte de las viejas organizaciones de la clase obrera. Incluso en Rusia, los bolcheviques surgieron del partido socialdemócrata ruso".

Aparte del hecho de que es una forma de reescribir la historia —los bolcheviques no surgieron de un partido socialdemócrata fosilizado desde hace mucho tiempo en el reformismo, sino que se crearon prácticamente desde el comienzo como fracción independiente del Partido Social Demócrata, que se formaba él mismo—, para The Militant se trata, pues, de un axioma : el partido revolucionario no puede formarse más que dentro de los partidos reformistas.

...Y AL PAPEL "HISTORICO" DE LOS PARTIDOS REFORMISTAS

Los militantes comunistas de los comienzos de la Tercera Internacional, como los de la Oposición de Izquierda después, siempre consideraron que era necesario arrancar paneles enteros de los viejos partidos de la clase obrera de los tentáculos del reformismo para construir el partido revolucionario proletario en viejos países capitalistas como Gran Bretaña o Francia. Y todavía hoy, es ciertamente tan inconcebible que se pueda construir en Gran Bretaña el partido revolucionario sin ganar miles y miles de obreros y de militantes que se hallan hoy dentro del movimiento laborista, como lo es para los revolucionarios en Francia poder prescindir de la experiencia y del peso político de los millares de militantes obreros del Partido Comunista y de los millares de trabajadores que le siguen.

Todo esto es indiscutible. Pero The Militant va mucho más lejos. Ya que, según podía leerse en su número del 12 de octubre de 1985, con una dirección marxista (así es como les dirigentes de The Militant se autocalifican), el partido laborista puede "cumplir su tarea histórica, la transformación socialista de la

influence.

Tout cela est incontestable. Mais le Militant va beaucoup plus loin que cela. Ainsi pouvait-on lire dans son numéro du 12 octobre 1985 : avec une direction marxiste (c'est ainsi que les dirigeants du Militant se qualifient eux-mêmes) le Parti Travailleiste peut "*accomplir sa tâche historique, la transformation socialiste de la société britannique*".

Il ne s'agit donc plus d'arracher la classe ouvrière aux illusions réformistes en regroupant ses meilleures forces sous la bannière du parti révolutionnaire, mais de reconnaître au vieux parti réformiste qu'est le Parti Travailleiste, dont le sort et la politique sont étroitement liés depuis des décennies à ceux de la bourgeoisie britannique, la capacité historique de balayer le système capitaliste et de l'aider, en quelque sorte, à aller jusqu'au bout de cette capacité. On n'est pas loin des conceptions pablistes du début des années cinquante qui, au nom de l'imminence de la troisième guerre mondiale, renonçaient à la tâche de construire des partis révolutionnaires et paraient le stalinisme d'un mystérieux rôle progressif !

Mais le comble est sans doute d'invoquer l'exemple des Bolchéviks à l'appui d'une telle politique, comme le fait Edwards dans l'article cité ci-dessus. Alors que leur préoccupation, en particulier celle de Lénine, a toujours été, et cela dès 1903, d'affirmer avec force la nécessité d'un parti révolutionnaire prolétarien qui ne fasse aucune concession au réformisme, et cela parfois au risque de s'isoler du reste du mouvement social-démocrate !

LE DOUBLE LANGAGE DU MILITANT

Dans le domaine de l'intransigeance à l'égard du réformisme, le groupe du Militant est à coup sûr très loin de l'exemple des Bolchéviks dont il se réclame. En fait le terrain sur lequel il se place au nom des traditions établies par Marx, Lénine et Trotsky, est ni plus ni moins celui de la voie pacifique vers le socialisme.

C'est ainsi que l'on peut lire dans la brochure-programme du groupe — "*Ce que nous voulons*" — rééditée en 1981 : "*Toutes les manœuvres, toutes les magouilles des capitalistes ne peuvent rien face à une politique socialiste résolue appuyée sur la mobilisa-*

tion du mouvement syndical. Une transformation totalement pacifique de la société est possible en Grande-Bretagne, mais à la seule condition que toute la puissance du mouvement ouvrier s'emploie résolument à cette transformation". Formulation ambiguë qui se trouve précisée dans *MIR*, la revue internationale du groupe : "*Les partisans du Militant se battent pour le retour au pouvoir d'un gouvernement travailleiste. Mais nous nous battons aussi dans le Parti Travailleiste et dans les syndicats pour une politique véritablement socialiste et pour la démocratie intérieure, pour mettre un terme à la chasse aux sorcières et pour que le groupe parlementaire travailleiste soit responsable devant la base. Par cette voie, et par cette voie seulement, les conservateurs peuvent être battus, le Parti Travailleiste peut arriver triomphalement au pouvoir, et une véritable transformation socialiste de la société peut être accomplie*" (*MIR* numéro 31 - été 1986).

Il est vrai que les perspectives avancées sont parfois contradictoires au point de donner le sentiment que la direction du Militant utilise deux langages. D'un côté elle évoque une voie pacifique vers le socialisme, de l'autre les combats futurs que devra mener la classe ouvrière pour balayer le capitalisme.

Ainsi, évoquant le retour futur du Parti Travailleiste au pouvoir, et la politique anti-ouvrière qu'il ne manquera pas de mener, les dirigeants du Militant affirment que "*toute tentative pour appliquer un programme de contre-réformes ou une nouvelle version du "Contrat Social" conduira inévitablement à une révolte de la base des syndicats et du Parti Travailleiste (...)* Les ouvriers en viendront à comprendre la nécessité d'une alternative marxiste" (*MIR* numéro 26). Le numéro suivant de *MIR* précise cette idée : "*Dans la prochaine période, les militants ouvriers se tourneront de plus en plus nombreux vers le Parti Travailleiste, faisant passer leurs combats syndicaux dans l'arène politique. Quelles que soient les manœuvres de la direction, cela signifiera un nouveau glissement vers la gauche au sein du Parti Travailleiste*". Et l'éditorial du même numéro ajoute : "*La grande majorité des ouvriers travailleistes conscients soutiendra la lutte que mène le "Militant" pour transformer le Parti Travailleiste en un instrument de combat pour changer la société*".

The problem then is not so much to drag the working class away from reformist illusions by grouping its best forces under the banner of a revolutionary party, but to endow the Labor Party, whose fate and policies have for decades been closely tied to those of the British bourgeoisie, with the historical capacity of getting rid of the capitalist system and so, in a certain way, to help it accomplish its task through to the end. This is not much different from the Pabloist conceptions of the early fifties, which because of the alleged imminence of World War III called off the task of building revolutionary parties and endowed Stalinism with a mysteriously progressive role !

What beats all though is when one calls upon the example of the Bolsheviks to justify such a policy, like Edwards has done in the article mentioned before, whereas in fact their permanent preoccupation, and Lenin's in particular, always was — as early as 1903 — to stress the need for a revolutionary party which would not compromise with reformism in any way, even to the risk of cutting itself off from the rest of the social democratic movement !

MILITANT'S DOUBLE TALK

As far as the problem of intransigence towards reformism is concerned, the Militant group is a long distance away from the Bolsheviks though they claim to be in agreement with them. Indeed, the grounds on which they have placed themselves, all in the name of the traditions established by Marx, Lenin, and Trotsky, are nothing else but those of the peaceful road to socialism.

For example, this is what the Militant's programmatic pamphlet "*What we stand for*", republished in 1981, has to say on the subject : "*All the scheming and conspiracies of the capitalists can come to nothing on a basis of a bold socialist policy backed by mass mobilization of the labour movement. An entirely peaceful transformation of*

society is possible in Britain, but only on condition that the full power of the labour movement is boldly used to effect this change." This ambiguous formulation is made more precise in an issue of *MIR*, the group's international review: "Supporters of *Militant* will fight for the return of a Labour government. But we will also fight within the Labour Party and the unions for genuine socialist policies and internal democracy, for the defeat of the witch-hunt and for the accountability of the Parliamentary Labour Party to the rank and file. On this road and on this road alone, the Tories can be defeated, Labour can sweep to power, and a real socialist transformation of society can be carried out." (*MIR*, nº31, Summer 1986.)

It must be said, however, that the prospects put forward are at times so contradictory that they give the impression that *Militant's* leadership has a double language. On the one hand, they talk about a peaceful road to socialism and, on the other, they refer to the battles the working class will have to fight in order to sweep away capitalism.

For instance, on the subject of the future return to power of the Labor Party and the anti-worker policy it will no doubt carry out, *Militant* leaders said that "any attempt to carry through a program of counter-reforms or a new version of the 'Social Contract' will inevitably lead to a revolt on the part of the rank and file of the unions and the Labour Party. (...) The workers will come to understand the need for a Marxist alternative." (*MIR*, nº26) The following issue of *MIR* was even more precise: "In the next period, more and more industrial militants will turn towards the Labour Party, carrying over their industrial struggles into the political arena. Whatever the maneuvers taken by the leadership, this will mean a further swing to the left in the Labour Party." And the editorial of the same issue added: "The big majority of class conscious Labour workers will support the fight waged by *Militant* to transform the Labour Party into a fighting instrument to change society".

If we are to believe what they have written, the *Militant* group is apparently counting on a rapid radicalization of the working class, as soon as it has seen the Labor government at work. And on the basis

sociedad británica".

No se trata ya, pues, de arrancar la clase obrera a las ilusiones reformistas agrupando sus mejores tropas bajo la bandera del partido revolucionario, sino de reconocerle al viejo partido reformista que es el partido laborista —cuyos destino y política están estrechamente vinculados a los de la burguesía británica— la capacidad histórica de barrer el sistema capitalista y, en cierta manera, de ayudarlo a ir hasta el fin de esta supuesta capacidad. No se está muy lejos de las tesis pablistas de comienzo de los años cincuenta, cuando, alegando la inminencia de la 3ª guerra mundial, se preconizaba renunciar a la tarea de construir partidos revolucionarios y se adornaba al estalinismo atribuyéndole un misterioso papel progresista.

Pero es sin duda el colmo, como lo hace Edwards en el citado artículo, invocar el ejemplo de los bolcheviques en apoyo de semejante política. Ya que éstos siempre proclamaron enérgicamente, especialmente Lenin, y ello desde 1903, la necesidad de construir un partido revolucionario proletario que no hiciera ninguna concesión al reformismo, y lo hicieron a veces a riesgo de quedar aislados del resto del movimiento socialdemócrata.

EL DOBLE LENGUAJE DE THE MILITANT

En el terreno de la intransigencia respecto al reformismo, el grupo *The Militant* se halla a buen seguro muy lejos del ejemplo de los bolcheviques que invoca. De hecho, el terreno en que se sitúa en nombre de las tradiciones establecidas por Marx, Lenin y Trotsky, es ni más ni menos que el de la vía pacífica hacia el socialismo.

En el folleto-programa del grupo, "Lo que queremos", reeditado en 1981, puede leerse: "Todas las maniobras, todos los chanchullos de los capitalistas no pueden nada frente a una política socialista a ultranza apoyada en la movilización del movimiento sindical. Una transformación totalmente pacífica de la sociedad es posible en Gran Bretaña, con la única condición de que toda la potencia del movimiento obrero se lance resueltamente a esta transformación". Esta exposición ambigua se encuentra precisada en *MIR*, la revista internacional

del grupo: "Los partidarios de *The Militant* lucharán por la vuelta al poder de un gobierno laborista. Pero también lucharemos en el partido laborista y en los sindicatos por una política verdaderamente socialista y por la democracia interna, para terminar con la caza de brujas y para que el grupo parlamentario laborista sea responsable ante la base. Por esta vía, y por esta vía solamente, el partido laborista puede llegar triunfalmente al poder y puede realizarse una verdadera transformación socialista de la sociedad" (*MIR*, nº 31, verano de 1986).

Es verdad que las perspectivas avanzadas son a veces tan contradictorias que dan la impresión de que la dirección del *Militant* tiene dos lenguajes. Evoca por un lado una vía pacífica hacia el socialismo y por el otro, los futuros combates que la clase obrera tendrá que librar para barrer el capitalismo.

Es así que, al evocar la futura vuelta al poder del partido laborista y la política anti-obrera que no faltara de llevar, los dirigentes del *Militant* afirman que "cualquiera tentativa para aplicar un programa de contra-reformas o una nueva versión del 'Contrato Social' provocará inevitablemente una revuelta de la base de los sindicatos y del partido laborista. (...) Los obreros llegarán a entender la necesidad de una alternativa marxista". (*MIR* nº 26). El siguiente número de *MIR* precisa esta idea: "Durante el próximo período los militantes obreros van a volcarse cada vez más numerosos hacia el partido laborista transfiriendo sus combates sindicales en la arena política. Sean cuales sean las maniobras de la dirección, esto significará un desliz más hacia la izquierda en el seno del partido laborista". Y el editorial del mismo número añade: "la gran mayoría de los obreros laboristas concientes apoyaran la lucha que el *Militant* lleva para transformar el partido laborista en un instrumento de combate para cambiar la sociedad".

De lo dicho se desprende que *The Militant* cuenta con que la clase obrera se radicalizará rápidamente en cuanto vea al gobierno laborista ponerse a la labor. Y es apoyándose en esta radicalización que el grupo espera verse llevado a la cabeza de las luchas que ella generará.

Semejante perspectiva, como lo han mostrado los acontecimientos posteriores a la llegada al poder de Mitterrand en Francia en 1981, o incluso la llegada al gobierno de los laboristas durante los años 60 y 70, no

Si l'on s'en tient à ces dernières formulations, le Militant compte sur une radicalisation rapide de la classe ouvrière, dès qu'elle verra le gouvernement travailliste à l'œuvre. Et c'est en s'appuyant sur cette radicalisation que le groupe compte être porté à la tête des luttes qui en résulteront.

Cette perspective, comme l'ont montré les événements qui ont suivi l'arrivée au pouvoir de Mitterrand en France en 1981, ou même l'arrivée des travaillistes au gouvernement en Grande-Bretagne dans les années soixante et soixante-dix, n'a rien d'automatique, loin s'en faut. Ce n'est que l'une des hypothèses possibles, et pas la plus probable.

Mais en supposant même que cette radicalisation se produise, qu'en perdant ses illusions sur le Parti Travailliste la classe ouvrière se dresse pour faire face aux attaques qui la visent, cela suffira-t-il pour *"transformer le Parti Travailliste en un instrument de combat pour changer la société"*, c'est-à-dire, si les mots ont un sens, en parti révolutionnaire dont le Militant constituerait la direction ?

Il est difficile de concevoir comment un parti réformiste, dont les moindres rouages sont pourris par des décennies de collaboration de classe, pourrait se transformer d'un coup de baguette magique en parti révolutionnaire.

Mais en supposant que cela soit possible, il y faudrait à coup sûr toute la puissance d'une montée révolutionnaire, en même temps qu'une direction qui sache et qui ait la volonté de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs, sur leur conscience, pour faire voler en éclat les mille liens qui attachent le Parti Travailliste à l'Etat de la bourgeoisie.

Le Militant aura-t-il la capacité et la volonté politique de mener une telle politique jusqu'au bout ? Il est bien sûr impossible de préjuger de l'avenir. Mais au moins, les événements récents de Liverpool peuvent permettre de mesurer la volonté politique du Militant de mener la classe ouvrière au combat.

LA "RÉVOLTE" DE LIVERPOOL

Aux élections municipales de mai 1983, Liverpool passa pour la première fois depuis près de dix ans aux mains des travaillistes. L'organisation locale du Parti Travailliste était depuis longtemps un bastion du Militant qui en avait pris le contrôle après qu'une

partie de l'appareil soit passée au Parti Social-Démocrate au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Thatcher.

Dans le nouveau conseil municipal, le Militant ne représentait qu'une minorité, mais c'était la seule force cohérente parmi les conseillers travaillistes. De plus il pouvait s'appuyer sur les organisations locales du parti — qu'il contrôlait — et sur son implantation dans les syndicats, en particulier chez les ouvriers municipaux.

La situation dont héritait la nouvelle municipalité n'était pas brillante. La ville, une des plus vieilles villes ouvrières du pays, comptait parmi les plus touchées par la crise. Au cours des quatre années précédentes, près de la moitié des emplois industriels de l'agglomération avaient disparu. Dans la même période, la politique du gouvernement Thatcher, qui visait à faire supporter le poids de la crise à la classe ouvrière, s'était traduite par une réduction brutale des subventions gouvernementales. A Liverpool, ces subventions, qui représentaient 62 % des ressources de la ville en 1979, n'en représentaient plus que 44 % en 1983. Les municipalités de droite précédentes ne s'en étaient tirées qu'au prix de plusieurs milliers de suppressions d'emplois parmi les travailleurs municipaux, de réductions des services publics et d'augmentations des loyers municipaux.

Sous l'impulsion du Militant, les candidats travaillistes avaient axé toute leur campagne électorale autour du slogan *"ni réductions des services publics, ni suppressions d'emplois, ni hausse des loyers"* et d'un programme de construction et de réhabilitation de logements municipaux.

Compte tenu de la réduction des subventions gouvernementales, il n'y avait qu'une seule façon de réaliser un tel programme : entrer en conflit ouvert avec les consignes gouvernementales en aggravant le déficit budgétaire de la ville. C'est ce qui fut fait, tandis que le Militant lançait toute une campagne pour gagner le soutien de la population à la "politique socialiste" de la municipalité.

Lorsqu'en mars 1984, le gouvernement Thatcher exigea une réduction des dépenses municipales qui auraient nécessité la suppression de 5 000 emplois municipaux, les travailleurs de Liverpool ne ménagèrent pas les démonstrations de soutien. Pendant trois mois, meetings, réunions publiques du

of this radicalization, the group will be able, hopefully, to take the lead of the struggles that will inevitably follow.

Such an outcome is far from being automatic, as was exemplified by the coming to power of Mitterrand in 1981, in France, or by the coming to power of the Labor Party, in the 1960s and the 1970s, in Britain. In fact, it is but one of the possible outcomes — and not even the most probable one.

But even if there was such a radicalization, that is, even if workers did lose their illusions about the Labor Party and confronted the attacks launched against them, would that be enough to *"transform the Labour Party into a fighting instrument to change society"*, or, to put it differently, into a revolutionary party headed by the Militant group ?

It is indeed difficult to imagine how a reformist party whose tiniest cogwheels have long since been corroded by decades of class collaborationist policies could be transformed by some magic wand into a revolutionary party.

Now, even if this possibility existed, nothing less than the power developed by a revolutionary upsurge, coupled to a leadership knowing how and wanting to base itself on the workers' awareness and mobilization, would be needed in order to break the thousand ties that exist between the Labor Party and bourgeois state.

Will the Militant group be able and willing to carry out such a policy to the end ? It is of course impossible to tell in advance. However, the recent events in Liverpool give us an idea of the Militant's political will to conduct the working class to battle.

THE LIVERPOOL "REVOLT"

In the May 1983 municipal election, Liverpool voted in a Labor majority for the first time in ten years. The local organization of the party had for a long time been a stronghold of the Militant Tendency which had gained control of it after a fraction of the

apparatus left for the Social Democratic Party following Thatcher's coming to power.

Militant was only a minority within the newly-elected city council. Nevertheless, it was the only coherent force among Labor councillors and could rely on the support of both the party's local organizations —which it controlled— and the unions, which they had roots in —the city workers' union in particular.

The situation the new council inherited was not a brilliant one. Liverpool, one of the oldest working-class towns in the country, was among the towns that had been hit the hardest by the crisis. In a four-year period prior to the election, Liverpool had lost almost half of its industrial jobs while the Thatcher government, whose purpose was to make the working class bear the burden of the crisis, launched a policy of drastic reductions of governmental grants. In Liverpool, these aids represented 62 per cent of the city's finances in 1979, and only 44 per cent in 1983. The right-wing councils of preceding years had handled the problem by suppressing thousands of jobs among city workers, by reducing public services, and by increasing council housing rents.

Under the impulse of Militant, Labor candidates centered their whole campaign around the slogan "*No cuts, no redundancies, no rent rises*", and put forward a program for the restoring and building of council flats.

Given the reduction of governmental subsidies, there was only one way of realizing such a program, and that was to enter in open conflict with the government's orders by aggravating the city's financial deficit. This is what was done; at the same time, the Militant went on a campaign to gain the people's support for the council's "socialist policy."

So when in March 1984 the Thatcher government asked for a cut in the city's finances that would have meant 5,000 job suppressions, Liverpool workers did not spare their efforts in support of the council. For three months on end, they attended rallies, public meetings of the city council, and demonstrations. And on two occasions, the city councils and the city workers' interunion committee —created and run by Militant— called the workers to strike actions. These

tiene, ni mucho menos, nada de automático. Sólo es una de las hipótesis posibles, y no la más probable.

Pero, incluso suponiendo que se produzca esta radicalización, que perdiendo sus ilusiones en el partido laborista la clase obrera se levante para hacer frente a los ataques de que es objeto, ¿bastará ello para "*transformar el partido laborista en un instrumento de combate para cambiar la sociedad*"; es decir, si las palabras tienen un sentido, en partido revolucionario del que The Militant constituiría la dirección?

Resulta difícil concebir como un partido reformista en el que hasta los menores engranajes están podridos por décadas de colaboración de clase, podría convertirse con un golpe de varita mágica en partido revolucionario.

Pero, incluso suponiendo que ello fuera posible, se necesitaría sin duda toda la fuerza de un ascenso revolucionario y, al mismo tiempo, una dirección que supiera y tuviera la voluntad de apoyarse en la movilización de los trabajadores, en su conciencia, para hacer saltar en pedazos los mil lazos que atan el partido laborista al Estado de la burguesía.

¿Tendrá The Militant capacidad y voluntad política para llevar tal política hasta el fin? Es desde luego imposible emitir juicios sobre el porvenir. Pero los recientes acontecimientos de Liverpool pueden permitir, por lo menos, calibrar la voluntad política de The Militant de conducir la clase obrera al combate.

LA "REVUELTA" DE LIVERPOOL

En las elecciones municipales de mayo de 1983, la alcaldía de Liverpool, que estuvo en poder de la derecha durante casi diez años, fue ganada por los laboristas. La organización local del partido laborista era un bastión de The Militant desde hacía años, desde que una parte del aparato se pasó al partido socialdemócrata tras la llegada de Thatcher al poder.

En la nueva corporación municipal, The Militant estaba en minoría, pero era la única fuerza coherente entre los concejales laboristas. Además, podía apoyarse en las organizaciones locales del partido —que controlaba— y en su arraigamiento en los sindicatos, especialmente entre los obreros municipales.

La situación heredada por la nueva municipalidad no era brillante. La ciudad, una de las más viejas ciudades obreras del país, figuraba entre las más afectadas por la crisis. Durante los últimos cuatro años, habían desaparecido casi la mitad de los empleos industriales. En el mismo período, la política del gobierno Thatcher, cuyo objetivo era hacer soportar el peso de la crisis a la clase obrera, se había traducido en una drástica reducción de las subvenciones gubernamentales. En Liverpool, estas subvenciones, que habían representado el 62 % de los recursos de la ciudad en 1979, no representaban más que el 44 % en 1983. Las anteriores alcaldías de derecha habían sorteado las dificultades suprimiendo miles de empleos entre los trabajadores municipales, reduciendo los servicios públicos y aumentando los alquileres municipales.

Impulsados por The Militant, los candidatos laboristas habían hecho toda su campaña electoral alrededor del eslógan "*ni reducción de los servicios públicos, ni supresión de empleos, ni subida de los alquileres*" y de un programa de construcción y de restauración de viviendas municipales.

Teniendo en cuenta la reducción de las subvenciones gubernamentales, no había más que una forma de realizar este programa: entrar abiertamente en liza contra las consignas gubernamentales agravando el déficit presupuestario de la ciudad. Es lo que se hizo, mientras que The Militant, por su parte, lanzaba toda una campaña para conseguir que la población apoyara la "política socialista" del ayuntamiento.

En marzo de 1984, cuando el gobierno Thatcher exigió una reducción de los gastos locales que hubiera significado la supresión de 5000 empleos municipales, los trabajadores de Liverpool no ahorraron demostraciones de apoyo. Durante tres meses seguidos, mítines, reuniones públicas del consejo municipal y manifestaciones, se sucedieron uno detrás de otro. En dos ocasiones, el ayuntamiento y la intersindical de los trabajadores municipales, creada y animada por The Militant, llamaron los trabajadores de la ciudad a participar en una jornada de acción. Además de los 32000 trabajadores municipales, millares de asalariados de todos los sectores respondieron a estos llamamientos declarándose en huelga. Y las manifestaciones que se produjeron

conseil municipal et manifestations se succédèrent. A deux reprises, la municipalité et l'intersyndicale des travailleurs municipaux — créée et animée par le Militant — appelèrent les travailleurs de la ville à une journée d'action. Outre les 32 000 travailleurs municipaux, des milliers de salariés de tous les secteurs d'activité répondirent à ces appels en se mettant en grève. Et la ville connut des manifestations d'une ampleur jamais vue depuis la guerre.

Finalement, le 9 juillet, le gouvernement recula. Il prit à sa charge une partie des dettes de la ville — 20 millions de livres — et lâcha une subvention supplémentaire de 8 millions de livres.

C'était un recul, certes, mais cela ne réglait rien. D'abord, pour combler le reliquat de son déficit, la municipalité dut augmenter les impôts locaux de 17 %. Mais surtout, le problème n'était que repoussé d'un an : non seulement le gouvernement ne s'était engagé à rien quant aux subventions de l'année suivante, mais en fait, conformément à la réglementation édictée par Thatcher, on savait d'ores et déjà que ces subventions allaient être réduites par l'imposition de pénalités destinées à "punir" les municipalités trop "dépendantes".

Tout cela n'empêcha pas le Militant de saluer ce recul comme une *"victoire magnifique"* de la municipalité sur le gouvernement. Et il fallut attendre plus d'un an pour que le Militant finisse par reconnaître que cette *"victoire magnifique"* n'était en fait qu'un recul tactique de la part du gouvernement : alors que la grève des mineurs n'en était qu'à ses premiers mois, le gouvernement Thatcher voulait à tout prix éviter l'ouverture d'un second "front" social. Mais ce recul ne signifiait nullement qu'il renonçait à sa politique d'austérité, pas plus à Liverpool que dans les autres villes ouvrières.

L'année suivante, une fois les mineurs battus, le gouvernement Thatcher reprit l'offensive, de toute évidence bien décidé à faire payer à la municipalité de Liverpool ses concessions antérieures. Au mois de juin 1985, le ministère de l'Intérieur annonça des poursuites judiciaires contre les conseillers travaillistes de Liverpool pour avoir adopté un budget comportant un déficit de 80 millions de livres. Ce fut le signal : bientôt, la municipalité trouva portes closes dans tous les établissements financiers auxquels elle s'adressait pour trouver des liquidités.

Dans les premiers jours de septembre, la municipalité annonça qu'elle serait en situation de cessation de paiement au plus tard en décembre. Quelques jours plus tard, elle annonçait l'envoi de préavis de licenciements aux 32 000 travailleurs municipaux de la ville. Le Militant a depuis donné l'explication de cette tactique incompréhensible : lorsque la ville serait arrivée au bout de ses réserves, elle aurait dû licencier ces travailleurs faute de pouvoir les payer ; comme elle l'aurait fait sans préavis, elle aurait dû légalement leur verser 23 millions de livres d'indemnités que les conseillers auraient dû payer de leur poche en tant que responsables des finances du conseil ; en envoyant les préavis, les conseillers se protégeaient contre ce risque. Mais, ajoute le Militant, *"il n'était pas possible d'expliquer les raisons tactiques plutôt compliquées de l'envoi des préavis, que ce soit aux travailleurs municipaux ou à la masse de la population de Liverpool (...) Compte tenu de ces raisons, nous pensons que c'était une erreur"* (MIR, numéro 31).

Cette manœuvre que le Militant jugeait ne pas pouvoir expliquer aux travailleurs, et à laquelle il a finalement dû renoncer sous la pression des travailleurs, lui a en fin de compte coûté cher. Le 16 septembre, Ian Lowes, membre de Militant et leader de l'Intersyndicale des travailleurs municipaux, faisait adopter un mot d'ordre de grève illimitée à compter du 25 septembre, pour soutenir la municipalité. Mais l'affaire des préavis avait semble-t-il refroidi les travailleurs. Dans les syndicats, seuls les ouvriers votèrent en majorité pour la grève. Tandis que les adhérents du principal syndicat de cols blancs, le NALGO, votaient contre, et que les dirigeants des autres syndicats se jugeaient assez forts pour s'opposer au mot d'ordre sans consulter leur base. Finalement, le 24 septembre au soir, à 21 h 30, Ian Lowes annula le mot d'ordre de grève au nom de l'intersyndicale.

Désormais, les conseillers en étaient réduits à s'en remettre aux tribunaux pour échapper aux amendes exorbitantes qui les menaçaient. Sur le plan financier, la municipalité s'en tirait par un programme de vente des biens municipaux, par des réductions dans les services publics et par un emprunt auprès d'un groupe de banques suisses. C'était l'échec, pour ne pas dire la défaite.

strikes were backed by thousands of workers in all sectors of activity, as well as by Liverpool's 32,000 employees. And there were demonstrations on a scale that had never been seen since the war.

On 9 July, the government ultimately backed down, took charge of a part of the city's debts — for a total of £20 million —, and agreed to a supplementary grant of some £8 million.

Without doubt, this was a retreat, but it did not solve anything. First of all, in order to fill the remaining gap in their finances, the city council had to increase local rates by 17 %. More importantly, the problem had in fact only been postponed a year : the government had not made any commitments about grants for the following year, in fact, it was quite clear that because of regulations passed by the Thatcher government grants would be reduced on account of penalties aimed at *"punishing budget-stretching"* local authorities.

All of this did not stop Militant from saluting this retreat as a *"magnificent victory"* of the city council over the government. It took Militant a year to finally recognize the fact that this *"magnificent victory"* had only been a tactical retreat on the government's part : indeed, with the miners's strike only a few months old, the Thatcher government was not at all keen on opening up a second social "front". So, the fact that it retreated did not mean that it was giving up its austerity policies in Liverpool, or in any other working-class area for that matter.

A year later, after having defeated the miners, the Thatcher government went back into the offensive with the purpose of making Liverpool's city council pay for all past concessions. In June 1985, the Home Secretary announced that the Labor councillors of Liverpool were to be prosecuted for having adopted a budget with an £80 million deficit. This was the signal : soon, the city council discovered that everywhere they went to find liquid assets, they found nothing but closed doors.

In the first days of September, the city council declared that it would not be able to meet its

payments in December, or even earlier. A few days later, it was announced that dismissal notices had been sent to the city's 32,000 employees. Militant has since explained the reason behind this incomprehensible tactic : after the city council would have reached the bottom of its financial reserves, it would have been compelled to dismiss its employees, there being no money left to pay their salaries ; and since it would have meant dismissing them without any advance notice, the city councillors would then have been legally bound to pay some £23 million of indemnities out of their own pockets ; by sending out notices, the councillors were protecting themselves against any such risk. However, wrote Militant : *"It was not possible to explain the rather complicated tactical reasons why the notices were sent out, either to all local authority workers or to the mass of the population of Liverpool (...) Given these factors, it was a mistake, we believe."* (MIR, nº31.)

This maneuvering which Militant thought it impossible to explain to workers —and which it ultimately abandoned under the workers' pressure— cost it a dear price in the end. On 16 September, Militant member Ian Lowes, who was also the leader of the interunion committee of city workers, successfully put forward a motion for an unlimited strike to start on 25 September, in support of the city council. Apparently though, this business with the notices had somewhat cooled down workers' spirits. In the unions, manual workers were the only ones to yield a majority in favor of the strike. Members of the main white-collar workers' union, NALGO, voted against the strike, whereas the leaders of the other unions felt strong enough to oppose the decision without even consulting membership. In the end, Ian Lowes cancelled the strike order in the name of the committee at 9.30 P.M., on 24 September.

After that, the councillors' only chance of escaping the payment of huge fines was to count on the courts' comprehension. On the financial level, the city was able to pull through on account of a program of city property sales, public service cuts, and a loan from a group of Swiss banks. But the whole thing spelt failure, not to say defeat.

entonces fueron las mayores que se habían visto en la ciudad desde el final de la guerra.

El 9 de julio, el gobierno acabó cediendo. Se hizo cargo de las deudas de la ciudad—20 millones de libras— y le asignó una subvención suplementaria de 8 millones de libras.

Se trataba sin duda de un retroceso ; pero no se había solucionado nada. Primero, porque para hacer frente al saldo de su déficit, el ayuntamiento tuvo que aumentar los impuestos locales en un 17 %. Pero, sobre todo, porque el problema iba a replantearse de nuevo, ya que el gobierno no sólo se había negado a comprometerse respecto a las subvenciones del año siguiente, sino que, según la reglamentación promulgada por Thatcher, ya se sabía que estas subvenciones iban a ser recortadas con la imposición de sanciones destinadas a "castigar" a los ayuntamientos demasiado "gastadores".

Todo esto no impidió a The Militant saludar este retroceso como una "victoria magnífica" de la municipalidad sobre el gobierno. Y se tuvo que esperar más de un año para que The Militant acabara reconociendo que aquella "victoria magnífica" no había sido más que un retroceso táctico del gobierno. En efecto, con la huelga de los mineros en sus primeros meses, el gobierno Thatcher quiso evitar a cualquier precio la apertura de un segundo "frente" social, y su retroceso no significaba en absoluto que hubiera renunciado a su política de austeridad ni en Liverpool ni en las demás ciudades obreras.

El año siguiente, una vez derrotados los mineros, el gobierno Thatcher reemprendió la ofensiva manifiestamente decidido a hacerle pagar caro al ayuntamiento de Liverpool sus anteriores concesiones. En julio de 1985, el ministro del Interior anunció que llevaría a los tribunales a los concejales laboristas por haber adoptado un presupuesto que arrojaba un déficit de 80 millones de libras. Tras esta señal, la municipalidad no tardó en ver como le cerraban las puertas todos los establecimientos financieros a los que se dirigía en busca de dinero.

A principios de septiembre, el ayuntamiento hizo saber que se encontraría en situación de suspensión de pagos en diciembre a más tardar. Unos días después, anunciaba el envío de cartas de despido a los

32000 trabajadores municipales de la ciudad. The Militant ha explicado luego las razones de esta táctica incomprensible : cuando el municipio hubiera agotado sus reservas, habría tenido que despedir a estos trabajadores por no poderles pagar y, como entonces lo habría hecho sin aviso previo, se habría visto legalmente obligado a pagarles indemnizaciones por un valor de 23 millones de libras, cantidad que los concejales habrían tenido que sacar de su bolsillo por su calidad de responsables de las finanzas municipales. Enviando previamente cartas de despido, los concejales se protegían contra este riesgo. Pero, añade The Militant : *"No era posible explicar las razones tácticas bastante complicadas de las cartas de despido ni a los trabajadores municipales ni a la masa de la población de Liverpool (...) Teniendo en cuenta estas razones, creemos que fue un error"* (MIR, nº31).

Esta maniobra que The Militant consideraba no poder explicar a los trabajadores, y a la que terminó renunciando bajo la presión de estos últimos, le ha costado cara en fin de cuentas. El 16 de septiembre, Ian Lowes, miembro de The Militant y líder de la intersindical de los trabajadores municipales, hacía adoptar una consigna de huelga ilimitada a partir del 25 de septiembre en apoyo de la municipalidad. Pero al parecer, las cartas de despido habían enfriado a los trabajadores. En los sindicatos, sólo los obreros votaron mayoritariamente por la huelga ; mientras que los afiliados al principal sindicato de los cuellos blancos, el NALGO, votaban contra y que los dirigentes de los demás sindicatos se consideraban suficientemente fuertes como para oponerse a la consigna de huelga sin consultar a su base. Finalmente, el 24 de septiembre, a las nueve y media de la noche, Ian Lowes anulaba el llamamiento a la huelga en nombre de la Intersindical.

A partir de entonces, el único remedio que les quedaba a los concejales para librarse de las exorbitantes multas que amenazaban caer sobre ellos, era acudir a los tribunales. A nivel financiero, el ayuntamiento salía del apuro con un programa de reventa de bienes municipales, con reducciones en los servicios públicos y con un empréstito solicitado a un grupo de bancos suizos. Era un fracaso, por no decir una derrota.

UNE OCCASION MANQUÉE ?

Certains, dans l'extrême-gauche britannique, en particulier le SWP (Parti Socialiste des Travailleurs) ont reproché au Militant d'avoir annulé le mot d'ordre de grève du 25 septembre. Peut-être ont-ils raison ? Peut-être était-il possible, sur la base de la mobilisation des ouvriers municipaux — qui, selon ces critiques, était réelle — de mener le combat contre les attaques du gouvernement ?

Bien sûr, il aurait sans doute été difficile d'élargir le mouvement et d'en faire autre chose qu'un combat d'arrière-garde. C'est peut-être cela qui a fait reculer le Militant. Mais ce n'est même pas sûr. Car, au point où en était la situation, il n'y avait qu'une alternative : ou bien, en s'appuyant sur la mobilisation des ouvriers municipaux qui avaient voté la grève — ils étaient quand même plusieurs milliers — le Militant tentait de mener le combat jusqu'au bout de ce que les ouvriers eux-mêmes étaient prêts à faire ; ou bien c'était la capitulation pure et simple, avec tout ce que cela comporte de démoralisant pour la classe ouvrière. Et c'est cette dernière solution qu'a choisie le Militant.

Mais, bien avant septembre 1985, le Militant avait déjà montré les limites de sa politique. Justement en attendant la dernière extrémité pour parler aux ouvriers le langage du combat. Or c'est entre mars et juin 1984 que la classe ouvrière de Liverpool était le mieux à même de répondre à un tel langage. C'est à ce moment-là que sa mobilisation a atteint son point le plus élevé. Et c'est surtout à ce moment-là que, en raison de la grève des mineurs, la situation offrait sans doute le plus de possibilités.

Lors des meetings organisés par le Militant en soutien à la municipalité de Liverpool, certains orateurs évoquaient l'exemple de la grève des camionneurs de Minneapolis que dirigèrent les trotskystes américains en 1934, au cours de laquelle ils entraînèrent derrière eux une grande partie de la population ouvrière de la ville. Mais justement, la situation de 1984 comportait peut-être de telles possibilités. C'est peut-être à ce moment, où la mobilisation des travailleurs de Liverpool était manifeste, que l'on pouvait les appeler au combat. Peut-être était-il possible de joindre leur lutte à celle des mineurs, d'en appeler aux travailleurs des

nombreuses autres villes ouvrières touchées par les coupes budgétaires de Thatcher.

Bien sûr, tout n'était sans doute pas possible. Mais en s'appuyant sur la mobilisation de ces deux contingents de la classe ouvrière, à Liverpool et dans les mines, en leur permettant de joindre leurs forces, il était peut-être possible de faire faire une expérience nouvelle à la classe ouvrière, de lui montrer qu'en passant outre aux préjugés corporatistes, elle peut être plus forte, de former dans ses rangs de nouveaux militants pour les luttes à venir qui aient fait l'expérience de cette puissance, et qui s'en souviennent pour demain.

Cela, le Militant ne l'a pas tenté et ne l'a pas voulu. Il n'a pas voulu mobiliser les travailleurs en s'appuyant sur leur conscience, en les appelant à s'organiser contre le gouvernement. Au lieu de cela, le Militant s'est servi de la classe ouvrière de Liverpool comme d'une masse de manœuvre qu'il faisait descendre dans la rue à son gré, pour montrer sa force, et s'en servir dans les négociations avec les émissaires du gouvernement. Exactement à la façon des dirigeants réformistes des syndicats qui sont capables de déclencher des grèves pour montrer leur force dans les négociations avec le patronat, mais qui ne toléreraient jamais de laisser la moindre initiative aux travailleurs dans ce domaine.

Alors, bien sûr, le seul fait de tenter une telle politique, et encore plus d'y parvenir, aurait certainement conduit le Militant à un affrontement direct avec les dirigeants travaillistes et avec les dirigeants syndicaux, qui auraient vu avec inquiétude, voire avec crainte, les travailleurs unir leurs forces sans en passer par eux. Sans doute toutes les positions péniblement gagnées dans le Parti Travaillistes auraient-elles été mises en cause ou même perdues. Mais en échange, le Militant aurait sans doute gagné dans la classe ouvrière un crédit, pour ses idées et pour sa politique, qui lui aurait permis dans les luttes futures de se porter à sa tête, et de faire un pas en avant dans la construction d'un véritable parti révolutionnaire.

DES CONCESSIONS... AU RÉFORMISME

Mais à la voie de l'affrontement, le Militant a préféré la voie des concessions, en mentant aux travailleurs,

MISSED OPPORTUNITY ?

Some people in the British far left, the Socialist Workers' Party in particular, have reproached Militant for having called off the 25 September strike action. They might have been right. Perhaps it was possible to confront the government's attacks on the basis of the city workers' mobilization — which was real, according to these critics.

It would of course have been more difficult to spread the movement and transform it into something else than a rear-guard skirmish. This was perhaps the reason why Militant ultimately backed down. But even that is not sure. Given the situation, there was in fact only one alternative : either Militant tried to go as far as possible with those workers who had voted for the strike — and there were a few thousands of them —, or else, it purely and simply capitulated, with ensuing demoralization for the working class. Militant opted for the latter solution.

However, Militant had shown the limits of its policy long before September 1985, precisely by waiting until the last minute before talking the language of struggle. Liverpool's workers were best prepared to react to such language between March and June 1984. That is when mobilization reached its height. And above all, that is when the situation offered the best opportunities, as the miners' strike was still on the move.

During the meetings organized by Militant in support of Liverpool's city council, some speakers recalled the example set by the Minneapolis teamsters' strike led by American Trotskyists in 1934 and the way in which they were able to carry along a good deal of the city's working class. In 1984, the situation was perhaps offering the same kind of opportunities. Liverpool workers might have been asked to go into battle in these times of open mobilization. Perhaps it was possible for them to couple their fight with the miners' fight and to call on the workers in other cities touched by Thatcher's

1)

budget cuts to join in.

Of course, not everything was possible. But by leaning on the mobilization of these two contingents of the working class —Liverpool city workers and miners— and by enabling them to join forces, it was perhaps possible to make the working class go through a new kind of experience; to make it realize that it is stronger when it succeeds in going beyond corporate interests; to train new militants for the coming struggles, militants with an experience and a memory of the working class's strength.

This is what Militant did not try and did not want to do. It did not want to mobilize workers on the basis of their consciousness, by calling them to get organized against the government. Instead, Militant used Liverpool's working class for its own maneuvering, asking workers to take to the streets when it thought it suitable, in order to use their strength in negotiations with the government's delegates. In this they behaved exactly like any reformist union leaders, who are quite capable of launching strikes to show their strength during negotiations with the bosses, but who will never allow the workers any kind of initiative in this field.

If Militant had tried to implement such a policy —or even more so if it had succeeded in doing so— it would no doubt have been attacked by the Labor Party and union leaders, who would not have liked, or indeed would have feared, the workers to join their forces without asking them first. No doubt the positions painfully won by Militant inside the Labor Party would have been called into question or even lost. But in exchange for it, Militant would no doubt have gained new credibility in the working class for its ideas and its policy, which would have allowed it to take the lead in future struggles and to make a step forward in the building of a genuine revolutionary party.

FROM CONCESSIONS... TO REFORMISM

The Militant group, however, opted for concessions rather than for confrontation, and chose

¿ UNA OCASION PERDIDA ?

Algunos entre la extrema izquierda británica, especialmente el SWP (Partido Socialista de los Trabajadores), han reprochado a The Militant el hecho de haber anulado la consigna de huelga para el 25 de septiembre. Quizá tienen razón. Quizá era posible, sobre la base de la movilización de los obreros municipales—que según estos críticos era real— plantar cara a los ataques del gobierno.

De todas maneras, no cabe duda de que habría sido difícil ampliar el movimiento y convertirlo en algo más que un combate de retaguardia. Quizá fuera esto lo que hizo retroceder a The Militant. Aunque no es seguro. Ya que, en el punto al que había llegado la situación, sólo quedaba una alternativa: o bien, apoyándose en la movilización de los obreros municipales que se habían pronunciado por la huelga — que eran a pesar de todo unos cuantos miles—, The Militant trataba de llevar el combate hasta donde los propios obreros estuvieran dispuestos a hacerlo; o bien se iba pura y simplemente hacia la capitulación, con todo lo que ésta conlleva de desmoralizadora para la clase obrera. Y fue esta última solución la que escogió The Militant.

Sin embargo, mucho antes de septiembre de 1985, The Militant había mostrado ya los límites de su política esperando hasta el último momento para dirigirse a los obreros con un lenguaje combativo. Ya que fue entre marzo y junio de 1984 cuando la clase obrera de Liverpool se encontró en mayor disposición de responder a este lenguaje. Fue entonces cuando su movilización alcanzó el punto más alto. Y fue sobre todo entonces, con la huelga de los mineros al fondo, cuando las circunstancias fueron más favorables.

En el curso de los mítines organizados por The Militant en apoyo de la municipalidad de Liverpool, algunos oradores recordaron y pusieron como ejemplo la huelga de los camioneros de Minneapolis, dirigida por los trotskistas norteamericanos en 1934, y a la que se consiguió arrastrar a la mayor parte de la población obrera de la ciudad. Y cabe preguntarse si la situación de 1984 no contenía las mismas posibilidades; si no fue en el momento en que la movilización de los trabajadores era más evidente, cuando se les podía llamar al combate; si no fue

entonces cuando existió la posibilidad de hacer coincidir la lucha de Liverpool con la de los mineros, llamando también al combate a los trabajadores de las numerosas ciudades amenazadas por los recortes presupuestarios de Thatcher.

Por supuesto que, vista la situación, todo no era posible. Pero, apoyándose en estas dos fracciones de la clase obrera, en Liverpool y en las minas, sí era quizá posible hacerle hacer a la clase obrera una experiencia nueva, hacerle ver que pasando por encima de los prejuicios corporatistas podía ser más fuerte, permitirle forjar dentro de sus filas nuevos militantes obreros que hubieran sentido esta fuerza y pudieran recordarla mañana, en el curso de futuras luchas.

Esto, The Militant no lo ha intentado ni lo ha querido. No ha querido movilizar los trabajadores apoyándose en su conciencia, llamándoles a organizarse contra el gobierno. En vez de eso, The Militant se ha servido de la clase obrera de Liverpool como de una masa de maniobra que sacaba a la calle cuando le venía en gana, para mostrar su fuerza y servirse de ella en las negociaciones con los emisarios del gobierno. Ha hecho lo mismo que los dirigentes reformistas de los sindicatos, los cuales son capaces de lanzar huelgas para mostrar su fuerza durante las negociaciones con la patronal, pero que nunca tolerarán que los trabajadores tomen la menor iniciativa en este terreno.

Está claro que el mero hecho de tratar de llevar a cabo dicha política, y todavía más conseguirlo, habría conducido seguramente a The Militant a un enfrentamiento directo con los dirigentes laboristas y los de los sindicatos, que habrían visto con inquietud, incluso con miedo, como los trabajadores unían sus fuerzas sin contar con ellos. Sin duda, todas las posiciones penosamente ganadas dentro del partido laborista se habrían tambaleado o incluso perdido. Pero, en cambio, The Militant habría ganado indudablemente un crédito, para sus ideas y para su política, que le habría permitido dirigir futuras luchas y hacer un paso adelante en la construcción de un verdadero partido revolucionario.

DE LAS CONCESIONES... AL REFORMISMO

Pero, entre la vía del enfrentamiento y la de las concesiones, The Militant ha escogido esta última,

en les endormant, en leur présentant comme une victoire ce qui n'était qu'une carotte destinée à endormir leur combativité.

A la lumière de ce choix, le double langage que tiennent constamment les dirigeants du Militant prend un autre éclairage.

Et on peut se demander si, après trente-cinq ans passés dans les rangs du Parti Travailleiste, le langage du réformisme n'est pas devenu leur véritable langage. S'ils n'en sont pas à un point où les positions qu'ils ont acquises au sein du Parti Travailleiste sont devenues plus importantes à leurs yeux que toutes les luttes de la classe ouvrière. Si, au nom de considérations tactiques obscures, destinées à préserver un avenir incertain, ils n'en sont pas à tourner le dos aux luttes bien réelles de la classe ouvrière.

Si tel est le cas, s'ils refusent d'assumer les responsabilités auxquelles ils prétendent aspirer vis-à-vis de la classe ouvrière pour se cramponner au trou qu'ils se sont creusés dans le Parti Travailleiste, ils ont en plus un mauvais calcul. Car les dirigeants travaillistes ne leur en seront pas plus reconnaissants. Pour eux, le Militant restera toujours un corps étranger marqué par une origine suspecte. Le Militant en a d'ailleurs reçu la preuve cuisante au cours de ces derniers mois, avec l'exclusion de la plupart des dirigeants de Liverpool ; la mise à l'écart de Macreadie, le nouveau secrétaire général du CPSA, à qui, malgré son élection, la droite du syndicat interdit d'exercer ses fonctions ; et les mesures plus récentes prises par la direction travailliste pour écarter de la direction des jeunes travaillistes les cadres du Militant qui en faisaient partie.

Et surtout, si c'est le choix des concessions au réformisme que fait la direction du Militant, autant dire que tous les gains de ces dernières années, toutes les positions péniblement gagnées, tous les cadres qu'elle aura formés, l'auront été pour rien.

Car on ne forme pas une direction révolutionnaire en se limitant au cadre imposé par une politique réformiste.

Ce fut d'ailleurs tout le problème de Lénine et des

dirigeants de l'Internationale Communiste dans ses premières années, pour transformer les jeunes partis communistes, dont les militants avaient été formés dans les partis réformistes de la II^e Internationale, en véritables partis révolutionnaires.

Pour être à même de mener des luttes révolutionnaires, il ne suffit pas de se trouver confronté à une situation révolutionnaire. Aucune situation n'est révolutionnaire par elle-même, mais par le fait qu'elle peut permettre à une direction politique qui a la compétence et la volonté nécessaire, de mener la classe ouvrière jusqu'au bout de ses possibilités, c'est-à-dire jusqu'au pouvoir. Et cette compétence, seule l'expérience pratique peut permettre à une direction de l'acquérir, dans des situations qui ne sont pas révolutionnaires, en apprenant à s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs pour les conduire au maximum de leurs possibilités du moment. C'est-à-dire en apprenant à mener une politique qui, inévitablement, à un moment ou un autre, conduira à l'affrontement avec les appareils réformistes.

Une direction qui, par avance, pour des raisons tactiques ou autres, fait le choix de limiter sa politique à ce qui est tolérable pour les appareils réformistes, ne peut acquérir cette compétence. Ce faisant, elle renonce à la lutte révolutionnaire.

Si l'exemple de Liverpool montre quelque chose, c'est justement l'impossibilité de construire une organisation révolutionnaire au sein d'un parti réformiste. Tant que le Militant n'était qu'un petit groupe, les dirigeants travaillistes l'ont toléré. Mais dès lors que le groupe a commencé à s'étoffer, dès lors qu'il s'est trouvé en position de jouer un rôle vis-à-vis de la classe ouvrière, même en faisant tout pour que cela soit acceptable aux yeux des dirigeants réformistes, le Parti Travailleiste ne l'a plus toléré. Et cela n'a rien d'étonnant : les partis réformistes sont trop liés à la société capitaliste pour ne pas réagir immédiatement contre tout ce qui pourrait la menacer, surtout en temps de crise. Et l'erreur essentielle des dirigeants du Militant c'est justement de ne pas avoir compris cette caractéristique fondamentale du Parti Travailleiste.

to lie to workers, to beguile them, by presenting what was a mere sham aimed at blunting their militancy as a victory.

In such a light, the Militant leaders' constant double talk takes on a new tinge.

It might be asked for instance if, after 35 years inside the Labor Party, the language of reformism has not become their own true language ; if they have not reached a point where their positions inside the Labor Party have become much more important to them than the struggles of the working class ; if they have not in fact turned their backs on the real struggles of the workers in the name of obscure tactical reasons aimed at preserving an uncertain future.

If such is the case, if they really refuse to assume the responsibilities which they claim for themselves in the name of the working class and prefer to cling to their little hidey-hole inside the Labor Party, then, they have also made a miscalculation. Labor Party leaders will not be grateful to them for it all. In their eyes, Militant will forever be a foreign body of uncertain origin. Militant has indeed been administered a burning proof of this in the last few months with the exclusion of most of its Liverpool leaders ; with Macreadie, the newly-elected general secretary of CPSA, being pushed aside and forbidden to fulfil his mandate by the union's right wing ; and with the recent measures taken by Labor leaders to get rid of Militant members in the leadership of Labor youths.

Above all, if Militant has really chosen the road of concessions to reformism, it means that all their gains of the last years, all the positions they have acquired through hardship, and all the militants they have trained will never be of any use.

Because you cannot establish a revolutionary leadership if you stay within the framework imposed by reformist policies.

Indeed, such was precisely the problem that was

posed to Lenin and the leaders of the Third International in its early years, when they attempted to transform the young communist parties whose militants had been trained within the Second International into genuine revolutionary parties.

In order to be able to lead revolutionary struggles, it is not enough for one to be confronted to a revolutionary situation. As a matter of fact, no situation is a revolutionary one in itself; it becomes so if and when it allows a political leadership, having the necessary competence and will, to conduct the working class to the very end of its possibilities, that is, to power. This type of competence can only be acquired through experience, and in periods when the situation is not a revolutionary one, by learning how to lean on the workers' mobilization in order to lead them as far as possible; in other words, by learning to put forward policies which inevitably mean confrontation with reformist apparatuses, at one point or another.

A leadership which, out of tactical considerations or other, decides to limit its policy to what is tolerable in the eyes of reformists cannot acquire such competence. And by doing so, it turns its back on revolutionary struggle.

If the example of Liverpool shows anything, it is the impossibility of building a revolutionary organization within a reformist party. So long as the Militant group was only a small group, it was tolerated by reformist leaders. But as soon as it started to grow in numbers, it found itself in a position to play a role with respect to the working class, even though it did all it could to appear as a respectable group in the eyes of reformist leaders. And then, the Labor Party could no longer tolerate it, which is no big surprise: reformist parties are too intimately tied to capitalist society for them not to react to anything that might threaten it, especially in times of crisis. The basic mistake of Militant leaders is precisely not to have understood this fundamental characteristic of the Labor Party.

mintiendo a los trabajadores, adormeciéndoles, presentándoles como una victoria lo que no era sino una zanahoria destinada a aletargar su combatividad.

A la luz de esta elección, el doble lenguaje que emplean constantemente los dirigentes de The Militant se ve con mayor claridad.

Y cabe preguntarse una vez más si, tras haber pasado 35 años dentro del partido laborista, el lenguaje del reformismo no se ha convertido en su verdadero lenguaje; si no han llegado a tal punto que las posiciones conseguidas dentro del partido laborista se han convertido para ellos en más importantes que todas las luchas de la clase obrera; si no están volviendo la espalda, en nombre de obscuras consideraciones tácticas destinadas a preservar un porvenir incierto, a las luchas actuales de la clase obrera.

Si tal es el caso, si se niegan a asumir las responsabilidades a las que pretenden aspirar respecto a la clase obrera para no correr el riesgo de perder el hueco que se han hecho dentro del partido laborista, el cálculo puede resultarles fallido. Pues los dirigentes laboristas no se lo agradecerán. Para ellos, The Militant será siempre un cuerpo extraño marcado por un origen sospechoso. The Militant ya ha recibido por lo demás una escocedora prueba de ello estos últimos meses con la exclusión de casi todos los dirigentes de Liverpool; con el apartamiento de Macreadie, el nuevo secretario general del CPSA, a quien, a pesar de su elección, la derecha del sindicato le prohíbe ejercer sus funciones, y con las recientes medidas adoptadas por la dirección laborista para separar de la dirección de las juventudes laboristas a los cuadros de The Militant que estaban en ella.

Y, sobre todo, si la vía escogida por la dirección de The Militant es la de las concesiones, ni que decir tiene que todos los logros de estos últimos años, todas las posiciones penosamente ganadas, todos los cuadros que habrá formado, lo habrán sido para nada.

Pues no se forma un partido revolucionario circunscribiéndose al marco impuesto por una política reformista.

Este fue, por lo demás, el caballo de batalla de Lenin y los dirigentes de la Internacional Comunista durante

los primeros años, cuando se trataba de transformar los jóvenes partidos comunistas, cuyos dirigentes se habían formado en los partidos reformistas de la 2ª Internacional, en verdaderos partidos revolucionarios.

Para estar en condiciones de conducir luchas revolucionarias, no basta encontrarse ante una situación revolucionaria. Ninguna situación es revolucionaria en sí misma, sino por el hecho de que puede permitir que una dirección política competente y decidida lleve la clase obrera hasta el límite de sus posibilidades; es decir, hasta el poder. Y sólo la experiencia política puede permitir que una dirección adquiera esta aptitud, y, ello, en situaciones que no son revolucionarias, aprendiendo a apoyarse en la movilización de los trabajadores para llevarlos al máximo de sus posibilidades reales. Es decir, aprendiendo a mantener una política que, inevitablemente, más pronto o más tarde, desembocará en el enfrentamiento con los aparatos reformistas.

Una dirección que, a priori, por razones tácticas u otras, opta por la alternativa de limitar su política a lo que es tolerable por los aparatos reformistas, no puede adquirir esta aptitud. Haciendo esto, renuncia a la lucha revolucionaria.

Si el ejemplo de Liverpool muestra alguna cosa, es precisamente la imposibilidad de construir una organización revolucionaria en el seno de un partido reformista. Mientras The Militant no era más que un pequeño grupo, los dirigentes laboristas lo toleraron. Pero desde que el grupo empezó a fortalecerse, desde que se encontró en posición de jugar un papel respecto a la clase obrera, incluso haciéndolo todo para que ello sea aceptable para los dirigentes reformistas, el partido laborista ha dejado de tolerarlo. Y esto no tiene nada de extraordinario: los partidos reformistas están demasiado unidos a la sociedad capitalista para no reaccionar inmediatamente contra todo lo que podría amenazarla, sobre todo en tiempo de crisis. Y el principal error de los dirigentes de The Militant consiste precisamente en no haber comprendido esta característica fundamental del partido laborista.

Haïti :

Duvalier est parti, pas ses sbires

Le règne de la dynastie Duvalier sur Haïti a pris fin le 7 février dernier. Après presque trois décennies d'une dictature aussi haïe que crainte, le peuple haïtien est descendu dans la rue avec une telle détermination que Duvalier n'a pas pu s'y opposer plus longtemps. Sans organisation reconnue à l'échelle nationale, sans partis d'opposition enracinés dans les masses, la lutte de la population a souvent pris un caractère local et spontané. Pourtant les travailleurs, les pauvres et la jeunesse ont trouvé les moyens de mener et développer leur lutte au point que les Etats-Unis décidèrent d'intervenir pour écarter Duvalier.

Les événements qui ont conduit directement au renversement de Duvalier se sont déroulés sur une période de temps relativement courte. En mai 1984, un soulèvement populaire pour protester contre la brutalité des forces armées éclata dans la ville de Gonaïves. Une fois dans les rues, les manifestants commencèrent à demander ouvertement la fin du régime Duvalier. Deux mille personnes acceptèrent de mettre leur nom sur une déclaration publique demandant des élections présidentielles libres. A leur suite, d'autres dans tout le pays signèrent la même déclaration. Des tracts clandestins commencèrent à apparaître localement et sporadiquement, dénonçant le régime Duvalier et appelant à son renversement. Les protestations publiques s'étendirent. Des paysans réclamèrent la terre. Des entrepôts et des magasins furent attaqués à Cap Haïtien : la population commençait à prendre ce dont elle avait besoin et qui lui était refusé. Malgré le déchaînement de la répression par les Tontons Macoutes, les masses

continuèrent à descendre dans la rue, utilisant tous les moyens disponibles pour exprimer leur opposition au régime. En février 1985, l'Eglise catholique organisa des marches dans le cadre de l'année internationale de la jeunesse. Dans certaines villes, les marches se transformèrent en protestations ouvertes demandant le renversement de Duvalier.

Même les couches sociales privilégiées se joignirent à l'appel pour le renvoi de Duvalier. Un cas bien connu fut celui d'un groupe de mères de famille d'un riche faubourg de Port-au-Prince qui déclarèrent qu'elles étaient prêtes à rejoindre le combat pour "*libérer notre pays de l'empire du mal*".

En novembre 1985, Gonaïves redevint le centre de la contestation quand trois étudiants furent abattus par les soldats de Duvalier. Les manifestations de protestations éclatèrent de nouveau dans la ville et de là se répandirent dans tout le pays. Organisée de différentes façons sur la base des communautés locales, la population trouva les moyens d'élargir sa lutte au-delà des premiers secteurs où elle avait surgi. Le mouvement continua à s'étendre et à s'approfondir dans les premiers jours de 1986.

A ce moment, les Tontons Macoutes avaient perdu de leur capacité à terroriser la population et donc de leur efficacité. L'armée, qui fut alors appelée contre cette population, montra des signes d'hésitation à agir contre celle-ci. Des fraternisations eurent lieu. Il y eut même quelques cas de désertion quand des soldats firent état publiquement de leur opposition au régime Duvalier. Les piliers armés de l'Etat commençaient à vaciller.

Haiti :

Duvalier is gone, not his henchmen

The rule of the Duvalier dynasty in Haiti finally came to an end on February 7 of this year. After nearly three decades under a hated and feared dictatorship, the Haitian people burst into the streets with a determination Duvalier could no longer control. Without nationally recognized organizations, without opposition parties rooted in any way in the masses, the fight of the population often took on a local and spontaneous character. Nonetheless, the workers, the poor and the youth found the means to carry on and develop their fight to the point that the U.S. decided to intervene to ease Duvalier out.

The series of events which led directly to Duvalier's overthrow developed over a relatively short period of time. In May of 1984, a popular rebellion broke out in the town of Gonaïves against the brutality of the armed forces. Once in the streets, demonstrators began to call openly for the end of the Duvalier regime. Two thousand people were ready to put their names to a public declaration calling for free presidential elections. Others around the country endorsed the declaration. Clandestine leaflets began to appear locally from time to time, denouncing the Duvalier regime and calling for its overthrow. Public protests began to spread. Peasants clamored for land. Warehouses and food stores were attacked in Cap Haïtien as the population began to take what it needed and what it was being denied. Despite the repression of the Tontons Macoutes that was unleashed, the masses continued to take to the streets, using whatever means available to express opposition to the regime. In February of 1985, the

Haiti :

Duvalier se fué, no sus esbirros

Catholic Church organized youth marches as part of International Youth Year. In some cities, the marches turned into open protests calling for the overthrow of Duvalier.

The more privileged social layers also joined in the call for Duvalier's removal. One well-publicized case was that of a group of mothers from a wealthy suburb of Port-au-Prince, who declared they were ready to join the fight to the end to "liberate our country from the empire of evil."

In November of 1985, Gonaïves again became the center of protest when 3 students were gunned down by Duvalier's troops. Protests burst forth again in the town, and then spread across the country. Organized in different fashions on the basis of local communities, the population found the means to enlarge its struggles beyond the local areas from which they had sprung. Protests continued to expand and deepen into the new year.

By this point, the Tontons Macoutes were losing their ability to instill fear in the population and were becoming less effective. The army, which was called out against the population, was showing signs of hesitancy to move against the population. Fraternization was taking place. There were even a few cases of open desertions, when soldiers made a public stance of their opposition to the Duvalier regime. The armed pillars of the state were beginning to be shaken.

El reino de la dinastía Duvalier sobre Haití concluyó el 7 de febrero último. Después de casi 30 años de una dictadura odiada y temida, el pueblo haitiano se echó a la calle con una determinación que Duvalier no pudo controlar por más tiempo. Sin organización reconocida a escala nacional, sin partidos de oposición arraigados en las masas, la lucha de la población tomó muchas veces un carácter local y espontáneo. Sin embargo los trabajadores, los pobres y la juventud han encontrado los medios de llevar a cabo y desarrollar su lucha hasta tal punto que Estados Unidos decidió intervenir para alejar a Duvalier.

La serie de acontecimientos que han conducido al derrocamiento de Duvalier se ha desarrollado sobre un período de tiempo relativamente corto. En mayo de 1984, una sublevación popular contra la brutalidad del ejército estalló en la ciudad de Gonaïves. Una vez en la calle, los manifestantes empezaron a pedir el fin del régimen Duvalier. Dos mil personas estuvieron dispuestas a poner su nombre en una declaración pública que pedía elecciones presidenciales libres. Otras, en el país entero firmaron también la declaración. Empezaron a aparecer local y esporádicamente, hojas clandestinas denunciando el régimen de Duvalier y llamando a su derrocamiento. Las protestas públicas comenzaron a extenderse. Los campesinos reclamaron la tierra. Fueron atacados depósitos y almacenes en Cabo Haitiano: la población empezaba a tomar lo que necesitaba y que le había sido negado. A pesar del desencadenamiento de la represión de los "Tontons Macoutes", las masas

siguieron echándose a la calle, utilizando todos los medios disponibles para expresar su oposición al régimen. En febrero del 85, la Iglesia católica organizó marchas en el marco del año internacional de la juventud. En ciertas ciudades las marchas se convirtieron en protestas abiertas que pedían, el derrocamiento de Duvalier.

Las capas sociales privilegiadas también se unieron al llamamiento para la expulsión de Duvalier. Un caso bien conocido fue el de un grupo de amas de casa de un rico barrio de Port-au-Prince, que declararon estar dispuestas a incorporarse al combate para "*liberar nuestro país del imperio del mal*".

En noviembre del 85, Gonaïves volvió a ser el centro de la protesta cuando los soldados de Duvalier mataron a tres estudiantes. Las protestas estallaron de nuevo en la ciudad y de allí se propagaron por todo el país. Organizada de diferentes maneras sobre la base de las comunidades locales, la población se las arregló para extender su lucha más allá de los primeros sectores donde había surgido. Las protestas siguieron extendiéndose y profundizándose con el nuevo año.

Al llegar a este punto, los "Tontons Macoutes" habían perdido su capacidad para aterrorizar a la población y por lo tanto, su eficacia. El ejército, que fue llamado entonces a intervenir contra esta población, mostró señales de vacilación a la hora de actuar contra ésta. Hubo fraternizaciones. Hubo incluso algunos casos de desertión cuando soldados dieron a conocer públicamente su oposición al régimen Duvalier. Los pilares armados del Estado empezaban a vacilar.

LES ÉTATS-UNIS ENTRENT EN SCÈNE

Si le gouvernement américain avait eu des doutes à propos de ce qu'il convenait de faire à Haïti, les craquements qui apparaissaient dans les forces de répression l'amènèrent à intervenir rapidement pour se défaire de Duvalier. En fait, les États-Unis agirent tellement rapidement qu'ils se trouvèrent précéder les événements. La Maison Blanche annonça au monde le départ de Duvalier une semaine avant qu'il ait effectivement lieu.

L'impérialisme américain jugeait la situation assez grave pour prendre le risque de se défaire de Duvalier, même si cela signifiait céder à ce que demandait la population haïtienne et ainsi peut-être l'encourager à mener une lutte pour d'autres revendications et d'autres buts. Le chef de l'armée, le général Namphy, fut placé à la tête d'un nouveau gouvernement provisoire, entouré par des gens dont la plupart étaient directement issus de l'ancien régime.

Pour les États-Unis il y avait un avantage à utiliser ces gens-là : leur passé, y compris le plus récent, était une garantie de leur dévouement. Mais, pour le peuple haïtien, il y avait peu de chance que des gens comme Namphy n'apparaissent pas compromis avec l'ancien régime. Ce n'étaient pas des hommes nouveaux ; et ainsi dès le début, le soi-disant "nouveau" régime, ne pouvait guère tromper le peuple haïtien : il était trop évident qu'il était la continuation de l'ancien, celui de Duvalier. Le risque était donc que, dans la mesure où la population voyait dans ce gouvernement le simple héritier de Duvalier, elle décide de continuer le combat. Et en fait ce fut le cas, au moins dans une certaine mesure, et presque dès le début.

D'un autre côté, il n'y avait ni politicien ni groupe sur la scène politique, admis et connus par la population qui auraient pu remplacer Duvalier. Alors le pouvoir a naturellement échu dans les mains de la seule force qui apparaissait dans le champ politique, c'est-à-dire l'armée, même si elle était affaiblie à ce moment-là.

L'HÉRITAGE DE DUVALIER

Pendant presque trois décennies, les Duvalier, le père puis le fils, avaient été à la tête de l'État haïtien. La dynastie des Duvalier n'était pas seulement caractérisée par le fait d'être une dictature, comme il y en a tant dans les pays sous-développés, mais aussi

par la nature personnelle de cette dictature et par l'extrême brutalité avec laquelle elle se maintenait.

François "Papa Doc" Duvalier fut un maître dans l'art de jouer des forces les unes contre les autres pour établir, puis maintenir son contrôle. Duvalier joua souvent sur les sentiments qui existaient dans la population. Il fit appel au sentiment nationaliste contre les étrangers ; au ressentiment des masses noires contre l'élite mulâtre ; à l'influence que le vaudou avait dans la population contre l'Eglise catholique ; et même à la colère des paysans pauvres contre les riches propriétaires fonciers.

Mais en fait, la domination de Duvalier fut surtout imposée par l'usage de la force brute, en particulier par les Tontons Macoutes. On estime qu'il y eut quelque 50 000 personnes assassinées durant les 29 ans du règne des Duvalier. Le nombre de ceux torturés, emprisonnés et exilés ne se compte pas.

Les Tontons Macoutes étaient l'armée privée de Duvalier, une troupe d'environ 35 000 voyous armés qui arrêtaient, torturaient et assassinaient sur les ordres de Duvalier... et parfois de leur propre initiative afin de se livrer au pillage. Les Macoutes — qui furent organisés en tant que garde personnelle de Duvalier avant qu'il prenne le pouvoir — en vinrent dans les dernières années à remplacer presque l'armée. Les Macoutes avaient finalement un immense réseau de 300 000 informateurs et collaborateurs... une personne sur vingt dans l'ensemble du pays. Ce vaste réseau créait une peur généralisée et contribuait à l'atomisation de la population, rendant l'organisation d'une opposition extrêmement difficile.

Toute opposition, et sous une forme ou une autre il y en eut toujours une durant toutes ces années, fut brutalement attaquée. Toute forme d'organisation parmi les ouvriers ou les paysans fut écrasée. Les syndicats furent mis hors-la-loi et quiconque essayait de les maintenir fut arrêté, torturé, exilé ou assassiné. Les gens de gauche qui essayèrent de créer une opposition à Haïti dans les villes et les campagnes furent pourchassés ou assassinés. Ceux qui continuaient une activité en exil furent surveillés, harcelés, quelquefois attaqués physiquement et assassinés.

Les opposants modérés ou conservateurs furent tout autant des cibles du régime. Les étudiants qui élevèrent la voix d'une manière ou d'une autre furent

THE U.S. STEPS IN

If the U.S. government had had doubts about what to do in Haiti, the cracks which appeared in the forces of repression brought the U.S. to intervene quickly to cut Duvalier loose. In fact, the U.S. moved so quickly, it jumped ahead of the events. The White House announced Duvalier's departure to the world a week before it actually took place.

U.S. imperialism judged the situation serious enough to take the risk of removing Duvalier — even though this meant giving in to the demand of the Haitian population, and thus maybe encouraging them to carry on a struggle for other demands, for other goals. At least the state apparatus might be conserved. The head of the army, General Namphy, was put at the center of a new provisional government, surrounded by others, most of whom also came directly from the old regime.

For the U.S., there was an advantage in using these people: their past, even their recent one, was a guarantee of their devotion. Of course, for the Haitian people, there was little chance that people like Namphy would not appear compromised by their association with the old regime. They were not new; thus the so-called "new" regime, from the beginning, was not likely to deceive the Haitian people: it was obviously the continuation of Duvalier's old regime. The risk was that, to the extent the population viewed the new government simply as the legacy of Duvalier, it might decide to continue the struggle. In fact, this has been the case, at least to some degree, almost from the beginning.

In any case, there was no other individual politician or political group on the scene whom the population wanted to replace Duvalier. So the power fell, naturally, into the hands of the only force that appeared on the political field, that is the army, even if it was weak at the time.

THE LEGACY OF DUVALIER

For nearly three decades, the Duvaliers, father and then son, sat at the head of the Haitian State. The Duvalier dynasty was characterized not simply by the

fact of being a dictatorship, of which there have been plenty in the underdeveloped countries, and within Haiti itself, but also by the personal nature of this dictatorship, as well as by the extreme brutality by which it was maintained.

François "Papa Doc" Duvalier was a master at playing forces off against one another to establish and maintain his control. Duvalier often played on sentiments that existed in the population. He appealed to nationalist sentiments against foreigners; to the resentment of the black masses against the mulatto elite; to the influence that voodoo had in the population against the Catholic Church; and even to the anger of the poor peasants against the rich landholders.

Of course, Duvalier's domination was enforced above all through the naked use of force, especially by the Tontons Macoutes. It is estimated that there were some 50,000 people murdered during the 29-year rule of the Duvaliers. The number of those tortured, jailed and exiled is beyond count.

The Tontons Macoutes was Duvalier's own private army, a force of up to 35,000 armed thugs who arrested, tortured and murdered on Duvalier's command — and also on their own initiative in order to plunder. The Macoutes — which were organized as a personal guard by Duvalier before he took power — came in the later years almost to replace the army. The Macoutes eventually had an extensive network of as many as 300,000 informers and collaborators — that is, about 1 out of every 20 people in the whole country. This vast network created a generalized fear and atomization within the population, making organized opposition extremely difficult.

Whenever there was opposition, which continually over the years, in one form or another there was, it was brutally attacked. All forms of organization among the workers and peasants were smashed. Trade unions were outlawed, and anyone who attempted to maintain them was arrested, tortured, exiled or murdered. Left-wing forces attempting to create an opposition within Haiti were hunted down in the cities and the countryside and murdered. Those who were forced to operate in exile were watched, harassed and sometimes physically attacked, even murdered, as well.

Moderate or even conservative oppositionists

continued on p. 61

ESTADOS UNIDOS ENTRA EN ESCENA

Si el gobierno norteamericano tuvo dudas respecto a lo que convenía hacer en Haití, las grietas que iban apareciendo dentro de las fuerzas de represión le llevaron a intervenir rápidamente para deshacerse de Duvalier. En realidad, los Estados Unidos actuaron tan rápidamente que se encontraron delante de los acontecimientos. La Casa Blanca anunció al mundo la salida de Duvalier una semana antes que tuviera lugar efectivamente.

El imperialismo norteamericano consideraba la situación lo bastante grave como para tomar el riesgo de deshacerse de Duvalier, incluso si ello significaba ceder a lo que pedía la población haitiana y animarla quizá a emprender una lucha por otras reivindicaciones y otros objetivos. El jefe del ejército, el general Namphy, fue puesto a la cabeza del nuevo gobierno provisional, rodeado de gente que en su mayoría salía directamente del antiguo régimen.

Para Estados Unidos existía una ventaja en utilizar a esta gente: su pasado, incluso el más reciente, garantizaba su adhesión. Más, para el pueblo haitiano, había pocas posibilidades de que gentes como Namphy no aparecieran comprometidas con el antiguo régimen. No eran hombres nuevos, y así, desde el principio, no era probable que el supuesto "nuevo" régimen pudiera engañar al pueblo haitiano: se veía demasiado que era la continuación del anterior, el de Duvalier. El riesgo que había era que, en la medida en que la población veía en ese gobierno el simple heredero de Duvalier, decidiera proseguir el combate. Y en realidad así fue, al menos en cierta medida y casi desde el principio.

Por otra parte, no había ni hombre político ni grupo en la escena política que la población deseara y que hubiera podido reemplazar a Duvalier. Entonces el poder cayó naturalmente en manos de la única fuerza que aparecía en el campo político es decir, el ejército, incluso si se encontraba debilitado en aquel momento.

LA HERENCIA DE DUVALIER

Durante casi 30 años, los Duvalier, el padre y luego el hijo, habían encabezado el Estado haitiano. La dinastía de los Duvalier no se caracterizaba solamente

por el hecho de ser una dictadura más entre las tantas que hay en los países subdesarrollados, sino también por su naturaleza personal y por la extrema brutalidad con la que se mantenía.

Francois "Papa Doc" Duvalier fue maestro en el arte de hacer jugar fuerzas las unas contra las otras para establecer y luego mantener su control. Duvalier jugó a menudo con los sentimientos de la población. Se sirvió del sentimiento nacionalista contra los extranjeros; del resentimiento de las masas negras contra la élite mulata; de la influencia que tenía el vodú en la población contra la Iglesia católica y hasta de la ira de los campesinos pobres contra los ricos terratenientes.

Pero la dominación de Duvalier se impuso sobre todo por el uso de la fuerza bruta, en particular gracias a los "Tontons Macoutes". Se estima que hubo unas 50 000 personas asesinadas durante los 29 años del reino de los Duvalier. El número de los que fueron torturados, encarcelados y exiliados, no puede contarse.

Los "Tontons Macoutes" eran el ejército privado de Duvalier, una tropa de unos 35 000 gamberros armados que detenían, torturaban y asesinaban bajo las órdenes de Duvalier... y a veces bajo su propia iniciativa para librarse al saqueo. Los Macoutes —que fueron organizados en tanto que guardia personal de Duvalier antes de que tomara el poder— llegaron en estos últimos años a casi reemplazar el ejército. Los Macoutes tenían finalmente una inmensa red de 30 000 informadores y colaboradores... una persona sobre 20 en el conjunto del país. Esta amplia red creaba un temor generalizado y contribuía a la atomización de la población, haciendo extremadamente difícil la organización de una oposición.

Cualquier oposición, y ésta no dejó de existir de una forma u otra durante todos esos años, fue atacada brutalmente. Los sindicatos fueron puestos fuera de la ley y cualquiera que tratara de mantenerlos era arrestado, torturado, exiliado o asesinado. Las personas de izquierda que trataban de crear una oposición en Haití fueron persiguídas en las ciudades y en el campo y asesinadas. Los que seguían una actividad en el exilio fueron vigilados, acosados, y a veces atacados físicamente y asesinados.

La oposición moderada o conservadora también sufrió los ataques del régimen. Los estudiantes que

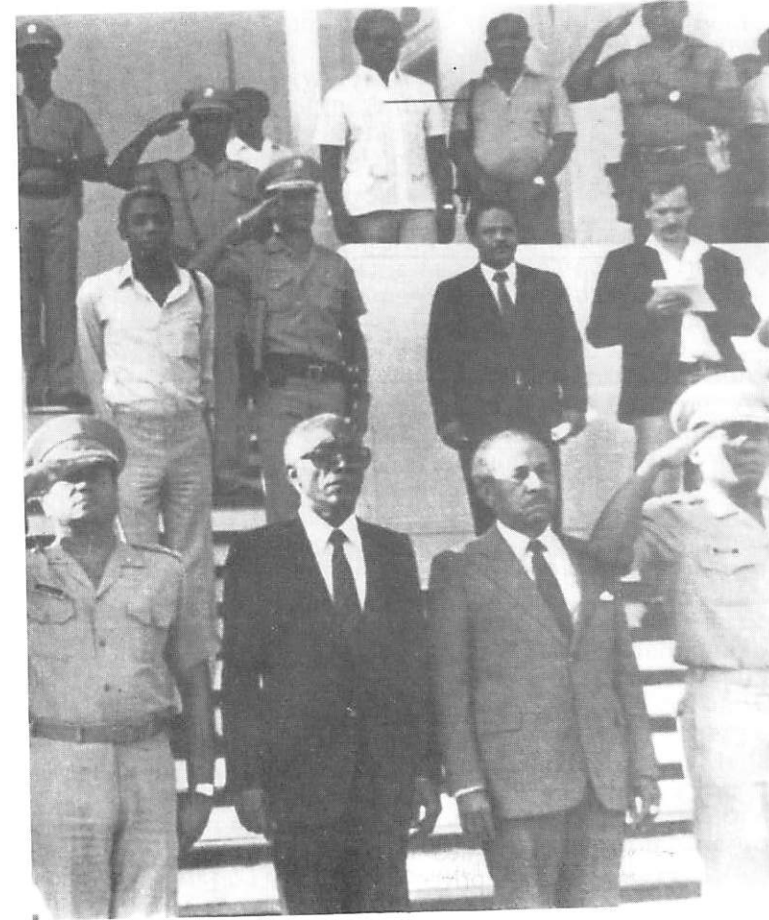
sigue en p. 61



Papa-Doc...
Papa-Doc...
 Papa Doc...



...Bébé-doc...
...Baby-Doc...
 ...Bebe Doc...



...et le nouveau gouvernement. Continuité de l'appareil d'Etat.
...and the new government. Continuity in the state apparatus.
 El nuevo gobierno. Continuidad en el aparato de Estado.

gressés. Quand il y eut des protestations, l'université centrale fut fermée complètement et réouverte sous le contrôle direct du gouvernement. Des politiciens bourgeois, comme Louis Déjoie et Clément Jumelle au début ou Sylvio Claude dans les dernières années, furent harcelés, emprisonnés et exilés. Ceux qui dans la bureaucratie gouvernementale ne s'alignaient pas complètement sur Duvalier, et ne gardaient pas le silence sur le pillage des ressources de l'Etat auquel il se livrait, furent jetés dehors, comme le fut Marc Bazin, un ex-représentant de Haïti à la Banque Mondiale par exemple. Des hommes d'affaires qui protestaient contre les restrictions apportées à leurs activités par Duvalier furent arrêtés. L'Eglise elle-même fut la cible des attaques et des prêtres et des évêques, y compris l'archevêque François Porier, furent expulsés du pays.

Duvalier père, qui avait utilisé l'armée contre l'opposition quand il prit ses fonctions en 1957, utilisa ensuite les Tontons Macoutes contre l'armée. Le général Antonio Kebreau, qui avait été le maître d'œuvre de la prise du pouvoir par Duvalier, fut "mis à la retraite" et finalement, d'après ce que l'on croit, tué par Duvalier. Le chef des Macoutes, Clément Barbot, à qui avait été confié le gouvernement du pays durant la longue maladie de Duvalier en 1959, fut arrêté, emprisonné et tué quelques années plus tard et les Macoutes furent rebaptisés les "Volontaires de la Sécurité Nationale" et placés sous le contrôle direct de Duvalier.

Le régime Duvalier, à la fois sous "Papa Doc" et "Baby Doc", fut une dictature personnelle qui élimina toute opposition potentielle, même bourgeoise, et qui reposait uniquement sur les forces de répression, spécialement son armée privée. Ces caractéristiques du régime, qui permirent aux Duvalier de se maintenir longtemps, eurent des conséquences quand la révolte massive éclata en 1985. L'extrême personnalisation de la dictature signifiait que le dictateur n'avait personne, à l'exception de quelques mercenaires, pour le défendre... pas même l'appareil Etat lui-même; ainsi Jean-Claude Duvalier put être mis à bas relativement rapidement une fois que le mouvement eut commencé. Mais aussi, quand Duvalier fut écarté, il n'y avait ni politicien ni parti politique dans l'opposition qui eussent une réputation suffisante, qui leur auraient permis de prendre

became victims as well. Students who raised their voices in any way were attacked. When there was a protest, the central university was closed down completely, and reopened only under direct governmental control. Individual bourgeois politicians, like Louis Dejoie and Clement Jumelle in the earlier years or a Sylvio Claude in the later years, were harassed, jailed and exiled. Those within the government bureaucracy who didn't completely toe Duvalier's line, remaining silent about his plundering of state resources, were pushed out, as was Marc Bazin, a former representative of Haiti to the World Bank, for example. Businessmen who protested restrictions on their activity by the Duvalier dynasty were arrested. The church came under attack as well, with priests and bishops, including Archbishop François Porier, expelled from the country.

The elder Duvalier, who had used the army to attack his political opposition when he took office in 1957, then used the Tontons Macoutes against the army. Army General Antonio Kebreau, who had been the person most responsible for assuring Duvalier's hold on the power, was "retired" and eventually, it is believed, killed by Duvalier. Of course, then Duvalier moved to eliminate any possibility of an independent role for the Tontons Macoutes. The chief in command of the Macoutes, Clement Barbot, who had been entrusted by Duvalier to run the country during Duvalier's long illness in 1959, was arrested, jailed and killed a few years later, and the Macoutes were renamed the Volunteers for National Security (VSN) and put under the direct command of Duvalier himself.

The Duvalier regime, under both "Papa Doc" and "Baby Doc", was a personal dictatorship which eliminated all potential opposition, even bourgeois, and which rested only on the forces of repression, especially on his privately run army. These characteristics of the Duvalier regime, which allowed the Duvaliers to maintain their dynasty for such a long time, had consequences when the massive revolt of 1985 burst out. The extreme personalization of the dictatorship meant that the dictator had no one, except a few paid mercenaries, to defend him — not even the state apparatus itself; thus Jean-Claude Duvalier could be brought to fall relatively quickly once the movement began. Moreover, when Duvalier

elevaban la voz de una manera u otra eran agredidos. Cuando hubo una protesta, se cerró completamente la universidad central y se la abrió de nuevo bajo el control directo del gobierno. Se acosó, encarceló y exilió a políticos burgueses como Luis Dejoie y Clemente Jumelle al principio o a Sylvio Claude en los últimos años. Los que dentro de la burocracia gubernamental no se alineaban completamente sobre Duvalier, y no guardaban silencio sobre su saqueo de los recursos del Estado, fueron echados fuera, como lo fue Marc Bazin, un ex-representante de Haïti en la Banca Mundial, por ejemplo. Se arrestó a hombres de negocios que protestaban contra las restricciones infligidas a sus actividades por los Duvalier. La propia Iglesia fue objeto de los ataques del régimen. Sacerdotes y obispos, e incluso el arzobispo Francois Porier, fueron expulsados del país.

Duvalier padre, que había utilizado el ejército contra su oposición política cuando asumió sus funciones en 1957, utilizó después a los "Tontons Macoutes" contra el ejército. El general Antonio Kebreau, que había sido el maestro de obras de la toma del poder por Duvalier, fue "jubilado" y finalmente, según se cree, asesinado por Duvalier. El jefe de los Macoutes, Clement Barbot, a quien se había confiado el gobierno del país durante la larga enfermedad de Duvalier en 1959, fue arrestado, encarcelado y asesinado unos años más tarde y los Macoutes fueron rebautizados "Voluntarios de la Seguridad Nacional" y puestos bajo el control directo de Duvalier.

El régimen Duvalier, igual bajo "Papa Doc" que bajo "Baby Doc", fue una dictadura personal que eliminó toda oposición potencial, incluso burguesa, y que se apoyaba únicamente sobre las fuerzas de represión, especialmente su ejército privado. Estas características del régimen, que permitieron a los Duvalier mantenerse tanto tiempo, tuvieron consecuencias cuando la rebelión masiva estalló en 1985. La extrema personalización de la dictadura significaba que el dictador no tenía a nadie, excepto unos cuantos mercenarios, para defenderle... ni siquiera el aparato de Estado; así pudo derribarse con relativa rapidez a Duvalier una vez empujado el movimiento. Pero, además, cuando Duvalier fue expulsado, no había ni hombre político ni partido político que tuvieran suficiente reputación en tanto que contrarios a Duvalier, como para poder ocupar

immédiatement la place.

LE VIEIL APPAREIL DEMEURE

En se débarrassant du régime de Duvalier, le peuple d'Haïti a gagné une liberté qu'il n'avait pas connue depuis des générations. La possibilité de discuter librement, de se réunir et de s'organiser a insufflé une nouvelle vie dans la population. On peut en voir le reflet dans le fait qu'elle a commencé à mettre sur pied de nombreuses organisations nouvelles : syndicats, comités de quartier, associations populaires de femmes, de paysans et d'étudiants.

Cependant l'essentiel du vieux appareil reste encore en place, face à la population. Si les Tontons Macoutes n'existent plus formellement, la plupart d'entre eux ont été repris dans l'armée ou dans d'autres troupes spéciales comme les Léopards. Si certains nommés par Duvalier ont été jetés hors de l'administration, la même bureaucratie continue à exister à tous les niveaux. Et même si plusieurs membres de la première junta en ont été exclus, le chef de l'ancienne armée de Duvalier, le général Namphy, reste à sa tête.

Le fait que les hommes de l'ancien régime restent en place semble un problème auquel la population est sensible et qui a déclenché de nouvelles protestations et de nouvelles actions. "Opération déchoukage" est le nom populaire donné, à Haïti, aux actions entreprises par les masses pour se débarrasser de ceux qui étaient en place sous Duvalier. La population semble prête à se mobiliser contre ceux qu'elle voit comme des symboles du vieux ordre ou contre ceux qui essaient de limiter ses libertés nouvellement gagnées. Par exemple, à la fin d'avril 1986, une marche et une manifestation de masse eurent lieu aux abords de Fort Dimanche, une des principales prisons où les prisonniers du régime Duvalier étaient gardés. La protestation finit en une confrontation avec les forces de sécurité, faisant huit morts et au moins cinquante blessés. En juin, il y eut une mobilisation significative autour d'une affaire impliquant la télévision gouvernementale. Le ministre de l'Information décida de nommer un ex-footballeur professionnel comme présentateur des matchs de la Coupe du Monde. Ce joueur, cependant, était connu pour avoir appris à Baby Doc à jouer au foot. Aussi, d'abord les

was removed, there were no politicians or political parties who had sufficient reputation as opponents of Duvalier which might have enabled them immediately to step into Duvalier's place.

THE OLD APPARATUS REMAINS

In getting rid of the Duvalier regime, the people of Haiti gained new freedoms and new liberties that they hadn't experienced in generations. The possibility to discuss freely, to meet and to organize have breathed a new life into the population. We can see this reflected in the fact that the population has begun to build up many new organizations : unions, neighborhood committees, popular associations of women, of peasants, and of students.

Nonetheless, most of the same old apparatus still remains in place, confronting the population. If the Tontons Macoutes no longer formally exist, most of the same people have now been taken into the army or other special forces like the Leopard. If certain individual Duvalier appointees have been dragged out of government positions, the same basic bureaucracy exists at all different levels. And even if several members of the first junta were forced out, the head of the old army of Duvalier, General Namphy, remains in control.

The fact that the old regime's forces remain in place appears to be a problem to which the population is sensitive, and which has set off further mobilizations of protest and action. "Operation Uproot" is the popular name in Haiti for actions the masses have taken to get rid of those who were in place during Duvalier's regime. The population seems ready to mobilize against those it sees as symbols of the old or against those trying to limit its newly won freedoms. For example, at the end of April 1986, a massive march and demonstration took place outside Fort Dimanche, one of the central prisons where political prisoners of the Duvalier regime were taken. The protest turned into a confrontation with the security forces, with 8 people dead and at least another 50 injured. In June of this year, there was a significant mobilization around an incident involving the state-run television station. The Minister of Information decided to assign a former professional soccer player

inmediatamente el sitio.

QUEDA EL VIEJO APARATO

Deshaciéndose del régimen de Duvalier, el pueblo de Haití ha ganado una libertad que no había conocido desde hacía generaciones. La posibilidad de discutir libremente, de reunirse y de organizarse ha insufflado una nueva vida en la población. El reflejo de ello se ve en el hecho que la población ha empezado a poner en pie numerosas organizaciones nuevas : sindicatos, comités de barrio, asociaciones populares de mujeres, de campesinos y de estudiantes.

Sin embargo, lo esencial del viejo aparato sigue aún en pie, frente a la población. Si los "Tontons Macoutes" ya no existen formalmente, la mayoría de ellos se encuentra en el ejército o en otras tropas especiales como los Leopardos. Si algunos de los nombrados por Duvalier fueron echados fuera de la administración, la misma burocracia sigue existiendo a todos los niveles. E incluso si varios miembros de la primera junta, han sido excluidos, el jefe del antiguo ejército de Duvalier, el general Namphy sigue a su cabeza.

El hecho que las tropas del antiguo régimen siguen en su sitio parece un problema al cual es sensible la población y que ha desencadenado nuevas protestas y nuevas acciones. Operación "déchoukage" es el nombre popular en Haití para las acciones emprendidas por las masas para deshacerse de aquellos que ocupaban buenas posiciones bajo Duvalier. La población parece dispuesta a movilizarse contra los que ella considera símbolos del viejo orden o contra aquellos que tratan de limitar sus libertades recientemente conquistadas. Por ejemplo, a finales de abril del 86, una marcha y una manifestación de masa tuvieron lugar en las inmediaciones de Fort Dimanche, una de las múltiples prisiones donde se guardaba a los prisioneros del régimen de Duvalier. La protesta terminó en un enfrentamiento con las fuerzas de seguridad, con un saldo de 8 muertos y por lo menos cincuenta heridos. En junio, se produjo una movilización significativa en torno a un incidente que implicaba a la televisión gubernamental. El ministro de Información decidió nombrar a un ex futbolista profesional como comentarista de los partidos de



Les forces de sécurité tirent sur la foule devant la prison de Fort-Dimanche.

Security forces shooting on the crowd, in front of Fort-Dimanche prison.

Las fuerzas de Seguridad disparan hacia la muchedumbre delante de la Carcel de Fort-Dimanche.

travailleurs de la télé s'y opposèrent, puis il y eut presque une grève générale de la population. Il fut demandé que le ministre de l'Information et son adjoint soient écartés de même que ceux dans la junte qui les défendaient.

Ces incidents sont une indication de la situation explosive qui est toujours celle de Haïti. Ils démontrent qu'il y a un problème significatif pour l'appareil d'Etat, déjà affaibli, du fait qu'il apparaît compromis aux yeux de la population.

Mais ces incidents sont aussi l'indication de l'actuel rapport de forces qui existe à Haïti. Si l'Etat, c'est-à-dire l'armée et la police, est toujours là, prêt à être utilisé contre la population, comme lors de la manifestation à Fort Dimanche, il n'est pas capable d'imposer complètement sa volonté à la population. Quand les protestations à propos du footballeur commencèrent, les gens du gouvernement menacèrent d'utiliser l'armée et mirent en garde contre toute nouvelle action. Cependant, deux jours plus tard, quand il y eut presque une grève générale de protestation, un autre membre du gouvernement essaya d'apaiser les protestataires en annonçant qu'il y aurait de nouvelles élections à Haïti... au moins dans dix-huit mois. Dans le même temps, le commentateur désigné resta à la télévision, et le ministre de l'Information et son adjoint sont toujours en poste.

En un sens, il y a une sorte d'équilibre à Haïti. L'appareil d'Etat est toujours en place, mais affaibli face à une population mobilisée. L'Etat menace mais est incapable de passer aux actes. La population, d'un autre côté, revendique auprès de l'Etat mais n'impose pas davantage ses vues.

Cet équilibre ne peut pas durer. Dans le court terme, des changements en faveur de l'un ou de l'autre côté dépendent de l'équilibre relatif des forces entre la population et l'Etat à tel ou tel moment. Mais cette situation ne peut pas continuer longtemps. L'une ou l'autre de ces deux forces finira par s'imposer définitivement.

Pour les travailleurs et les pauvres, se débarrasser de Duvalier puis purger l'appareil d'Etat de tel ou tel élément ne sera pas suffisant pour défendre, à plus forte raison, étendre, leurs nouvelles libertés. Si ceux qui ont renversé Duvalier veulent changer vraiment leur sort, il leur faudra détruire l'appareil d'Etat existant dans sa totalité.

LA DÉMOCRATIE OU LE RÊVE IMPOSSIBLE

Dans la mesure où nous pouvons en juger de loin, aucune des organisations ou des hommes qui prétendent être, ou voudraient devenir, les représentants de ceux qui ont renversé Duvalier, ne propose que les masses haïtiennes tentent de détruire l'appareil d'Etat. Tout le contraire.

Il y a ceux, comme l'Eglise, qui prennent ouvertement le côté de l'ordre bourgeois, appelant la population à rester calme pour donner une chance au gouvernement Namphy. L'Eglise s'oppose au "déchoukage". Par endroit, elle a encouragé la mise sur pied de comités de quartier, mais en leur donnant pour objectif d'assurer la propreté du quartier.

Nombre de politiciens et de petites organisations bourgeois adoptent la même attitude fondamentale. Ils expriment quelques critiques et hésitations devant la présente situation, mais ils appellent aussi au calme et à l'ordre. Essentiellement, ils ont pour perspective de mettre sur pied un appareil électoral pour eux-mêmes lors des futures élections. On trouve parmi eux des gens comme Marc Bazin, le chéri des Etats-Unis, et le chrétien-démocrate Sylvio Claude. Il y a aussi des politiciens plus anciens, déjà dans l'opposition durant les années quarante ou cinquante, comme Figiolé. Ils ont toujours l'espoir d'avoir un rôle à jouer, soit avec l'aide de l'armée, soit en opposition à celle-ci, mais en tout cas ils n'envisagent pas d'appeler les masses à entrer dans l'arène politique.

De l'autre côté, il y a les organisations qui ont contribué à mobiliser les masses. Une organisation qui semble avoir une large influence, le KID (le comité pour une initiative démocratique) semble avoir joué un rôle à l'origine de la marche sur Fort Dimanche, de même que lors des grèves à propos de la télévision. KID se présente comme un front commun formé de nombreuses organisations dans le pays, y compris des groupes nationalistes et quelques comités de quartier. Malgré son rôle dans ces actions le but explicite de KID est essentiellement de nouvelles élections et une nouvelle constitution, c'est-à-dire l'établissement d'une démocratie bourgeoise.

Il y a aussi quelques autres forces nationalistes, comme celles autour du journal "*Haïti Progrès*" qui posent la question de la domination impérialiste sur

to be the announcer of the World Cup matches. This player, however, was known to have taught Baby Doc how to play the sport. So he was opposed first by the workers at the television station, then by a near general strike of the population. Demands were raised for the removal of the Minister of Information and his assistant and then of those in the junta seen as defending them.

These incidents are an indication of the explosive situation that still exists in Haiti. They demonstrate that there is a significant problem for the state apparatus, an already weakened one, because of the compromised appearance it has in front of the population.

Furthermore, these incidents are indicative of the current relationship of forces that exist in Haiti today. While the state, that is, the army and the police, is still there, ready to be used against the population, as during the Fort Dimanche demonstration, the state is not able totally to impose its will on the population. When the protests over the soccer announcer first began, government officials threatened to use military force against them and warned against any further actions. Nonetheless, two days later, when there was a near general strike of protest, another government official tried to mollify the protesters by announcing there would be new elections in Haiti... of course, not for 18 months. At the same time, the soccer announcer remains on the television, and the Minister of Information and his assistant are still at their posts.

In a sense, there is a kind of equilibrium in Haiti. The state apparatus is still in place, but weakened in front of a mobilized population. The state makes threats, but is unable to impose them. The population, on the other hand, makes demands on the state, but in turn doesn't impose what it wants either.

This equilibrium is one which cannot last. In the short term, shifts in the favor of one side or the other depend on the relative balance of forces between the population and the state at any particular moment. But this state of affairs can't go on for a long time. One of the two forces will end up imposing itself permanently on the other.

For the workers and the poor, getting rid of Duvalier and then purging the state apparatus of those

or that element, will not be sufficient if it is to defend, well enough extend, its new freedoms. If those who overthrew Duvalier are ever to create a different situation for themselves, it will only be by destroying the existing state apparatus in its entirety.

DEMOCRACY : THE IMPOSSIBLE DREAM

To the extent that we can judge from here, none of the organizations or individuals who claim to be, or have the goal to become, the representatives of those who overthrew Duvalier, propose that the Haitian masses try to destroy the state apparatus. Just the opposite.

There are those like the church who openly take the side of the bourgeois order, calling on the population to remain calm in order to give the new government of Namphy a chance. The church opposes Operation Uproot. In some places it has encouraged the growth of neighborhood committees, but for such things as cleaning up the neighborhoods.

There are a number of individual bourgeois politicians and smaller organizations who take the same basic stance. They express some criticism and hesitations in the current situation, but they also appeal for calm and order. Essentially they have the perspective of building an electoral apparatus for their own candidacy in some future elections. Among these are the likes of Marc Bazin, the darling of the U.S., and Sylvio Claude of the Christian Democrats. And there are the older politicians of the opposition during the 1940s and 1950s, like Figiolé. They all still hope to have a role to play, either with the help of the military, or perhaps in opposition to it, but in any case, they don't envision calling on the masses to enter the political field.

On the other hand, there are organizations which have contributed to mobilizing the masses. An organization which seems to have a wide influence, the K.I.D. (Committee for a Democratic Initiative) appears to have played a role in initiating the march on Fort Dimanche, as well as the strikes over the television conflict. K.I.D. presents itself as a common front, made up of many of the organizations in the country, including nationalist groups as well as some of the neighborhood committees. Despite its role in such actions, the explicit goals of the K.I.D. are essentially new constitutional elections, that is, the establishment of bourgeois democracy.

Copa del Mundo. Este jugador, sin embargo, era conocido por haber enseñado a Baby Doc a jugar al fútbol. Primero, los trabajadores de la televisión se opusieron a ello, y luego hubo casi una huelga general de la población. Se pidió la salida del ministro de la información y de su adjunto fueran retirados y luego también los de la junta que los defendían.

Estos incidentes indican perfectamente hasta qué punto la situación sigue siendo explosiva en Haití. Demuestran que existe un problema significativo para el aparato de Estado, ya debilitado, por el hecho de aparecer comprometido a los ojos de la población.

Estos incidentes indican también cual es la actual correlación de fuerzas existente en Haití. Si el Estado, es decir el ejército y la policía, siempre está presente, dispuesto para que se le utilice contra la población, como en la manifestación de Fort-Dimanche, ello no quiere decir que sea capaz de imponer completamente su voluntad a la población. Cuando empezaron las protestas contra el futbolista, los del gobierno amenazaron con utilizar el ejército y previnieron contra cualquiera nueva acción. Sin embargo, dos días más tarde, cuando hubo casi una huelga general de protesta, otro miembro del gobierno trató de apaciguar los protestadores anunciando que habría nuevas elecciones en Haití... por lo menos dentro de dieciocho meses. Al mismo tiempo, el comentarista designado se quedó en la televisión, y el ministro de la información y su adjunto siguen en el puesto.

En un sentido, hay una especie de equilibrio en Haití. El aparato de Estado sigue en su sitio, pero debilitado ante una población movilizada. El Estado amenaza, pero es incapaz de pasar a los actos. La población, por otra parte, reivindica ante el Estado, pero tampoco consigue imponer lo que reclama.

Este equilibrio no puede durar. A corto plazo, los cambios a favor de un lado o del otro dependen del equilibrio relativo de las fuerzas entre la población y el Estado a tal o cual momento. Pero esta situación no puede seguir mucho tiempo. Una u otra de estas dos fuerzas acabará por imponerse definitivamente.

Para los trabajadores y los pobres, deshacerse de Duvalier y luego purgar el aparato de Estado de tal o cual elemento no bastará para defender, y con mayor razón extender, sus nuevas libertades. Si los que derrocaron a Duvalier quieren crear una nueva situación para ellos, tendrán que destruir totalmente el

aparato de Estado existente.

LA DEMOCRACIA O EL SUEÑO IMPOSIBLE

En la medida en que se puede juzgar de lejos, ninguna de las organizaciones o de los hombres que pretenden ser, o quisieran ser, los representantes de los que derrocaron a Duvalier, propone a las masas haitianas que traten de destruir el aparato de Estado. Todo lo contrario. Los hay, como la Iglesia, que se ponen abiertamente del lado del orden burgués, llamando a la población a permanecer tranquila para dar una oportunidad al gobierno Namphy. La Iglesia se opone al "dechoukage". En ciertos lugares, ha incitado la creación de comités de barrio, pero dándoles como objetivo atender a la limpieza del barrio.

Muchos políticos y pequeñas organizaciones burguesas adoptan la misma actitud fundamental. Expresan algunas críticas y dudas ante la situación actual, pero también llaman a la calma y al orden. Esencialmente, tienen como perspectiva poner en pie un aparato electoral para ellos mismos durante las futuras elecciones. Entre ellos se encuentra gente como Marc Bazin, el mimado de Estados Unidos, y el demócratacristiano Sylvio Claude. También hay políticos más antiguos, que ya estaban en la oposición durante los años 40 o 50, como Figiolé. Siguen teniendo la esperanza de tener un papel a desempeñar, sea con la ayuda del ejército, sea en oposición con éste; pero, en cualquier caso, no piensan llamar a las masas a entrar en la arena política.

Por otro lado; hay las organizaciones que contribuyeron a movilizar las masas. Una organización que parece tener una amplia influencia, el KID (el comité para una iniciativa democrática) parece haber desempeñado un papel en la organización de la marcha sobre Fort-Dimanche, así como durante las huelgas a propósito de la televisión. KID se presenta como un frente común formado por numerosas organizaciones en el país, inclusive grupos nacionalistas y algunos comités de barrio. A pesar de su intervención en esas acciones, el objetivo explícito de KID es esencialmente nuevas elecciones y una nueva constitución; es decir, el establecimiento de una democracia burguesa.

Haïti. Leur but est de rendre Haïti indépendant de la domination directe de l'impérialisme américain. Comme objectif à long terme, ils proposent un impossible développement national dans une économie mondiale toujours dominée par l'impérialisme. Ce qui signifierait pour la classe ouvrière et les pauvres devoir continuer à faire des sacrifices pour une élite nationale toujours au-dessus d'eux. Et dans l'immédiat, ce qu'ils ont à proposer n'est rien de plus que la purge de l'appareil, avec le même objectif d'établir une démocratie bourgeoise.

Enfin, il y a ceux qui prétendent explicitement représenter la classe ouvrière. Mais en réalité, dans la mesure où ces organisations s'expriment, elles montrent surtout ce qu'elles ont en commun avec les politiciens ouvertement bourgeois, se concentrant elles aussi sur les prochaines élections qui sont promises pour dans un an et demi maintenant.

Il y a un début d'organisation syndicale dans la CATH (la centrale autonome des travailleurs haïtiens). Elle a joué un rôle dans l'organisation des grèves récentes et en avançant les revendications des travailleurs auprès des différents employeurs. Mais au niveau national la CATH a lancé un appel pour une conférence d'urgence entre la junte, l'Eglise et bien sûr elle-même, dans la perspective de trouver en commun une solution aux problèmes qui affectent le pays, particulièrement les problèmes économiques. C'est-à-dire qu'au nom de "l'unité nationale", et contre une place dans la future administration, elle est déjà prête à accepter des sacrifices pour les travailleurs.

Le Parti Unifié des Communistes Haïtiens (PUCH) est une des rares organisations à s'être maintenue clandestinement durant la dictature. Mais la perspective de cette organisation est seulement l'unité de toutes les forces démocratiques bourgeoises ce que, d'une manière stalinienne classique, elle voit comme un premier pas nécessaire avant d'aller vers la révolution socialiste... dans un lointain futur.

Mais dans un pays pauvre comme Haïti, dans lequel la bourgeoisie et les autres couches dirigeantes sont elles-mêmes relativement faibles, il n'y a pas le choix de la démocratie bourgeoise. Pour les couches dirigeantes, permettre à la population de s'exprimer et de s'organiser pendant une certaine période, contient la menace que les revendications de la vaste majorité qui vit dans la pauvreté, dans ce pays qui est le plus

pauvre de l'hémisphère occidental, aillent immédiatement à l'encontre du système social existant. C'est précisément pourquoi la démocratie bourgeoise n'a jamais existé à Haïti. C'est précisément pourquoi quelque forme de dictature, à la manière Duvalier ou autre, y a toujours été la règle. Bien sûr, il est possible que la bourgeoisie remplisse sa promesse de tenir des élections, en particulier si la population reste mobilisée contre les hommes de main de Duvalier. Mais ce sera dans le seul but de mettre quelque nouveau politicien à la tête d'un gouvernement qui pourra alors apparaître sans liens avec Duvalier, quelqu'un qu'on pourra présenter comme un véritable opposant à celui-ci et un porte-parole de l'intérêt populaire, qui permettra de cacher plus facilement que le même appareil d'Etat continue, un appareil d'Etat qui pourra être utilisé à tout moment.

Et si l'impatience de la population grandit et qu'elle se lance dans la lutte, l'armée reste en place pour frapper cette population, d'autant plus que personne aujourd'hui ne prépare le peuple haïtien à cette éventualité.

Bien sûr, il est aussi possible que la population se fatigue, ne croit plus en des élections lointaines et sans signification. Alors, si les travailleurs et les pauvres se démobilisent et abandonnent le terrain politique, l'équilibre des forces changera en faveur du régime et celui-ci pourra imposer sa volonté à la population sans même avoir à passer à une attaque d'envergure.

Ceux qui proposent comme but une démocratie bourgeoise à Haïti demandent aux travailleurs d'être patients... jusqu'au moment où il sera fait usage de la force nue pour écraser les travailleurs et établir une autre dictature. Ou ils courent après quelque chose d'illusoire ou, plus grave, ils trompent les travailleurs et les pauvres en leur proposant un but impossible.

Bien sûr, la classe ouvrière peut utiliser les libertés provisoires actuelles de parole, de presse, de réunion qui sont arrivées avec le départ de Duvalier. Mais ce qui se maintiendra de ces libertés ne sera que ce que les travailleurs et les pauvres imposeront par leur propre action, comme ils l'ont fait jusqu'ici.

Oui, les masses pauvres ont besoin de démocratie et de liberté, mais celles-là ne peuvent exister dans un pays comme Haïti si elles n'ont pas un contenu de classe, si elles ne sont pas garanties par le pouvoir des masses pauvres, en particulier de la classe ouvrière.

There are also some other nationalist forces, like those around the paper *Haïti Progrès*, which raise the issue of imperialist domination over Haiti; their goal is to have a Haiti independent of the direct domination of U.S. imperialism. What they propose is to chase after the impossible goal of national development within a world economy still dominated by imperialism. What this means for the working class and the poor is to continue to sacrifice for and be dominated by a national elite. And in the immediate situation what they have to propose is nothing more than the same purging of the apparatus, with the same goal of establishing a bourgeois democracy.

Finally, there are the forces which pretend explicitly to represent the working class. But underneath, to the extent we see the goals of these organizations expressed, they share a tremendous amount in common with the openly bourgeois politicians, focusing on the coming elections, which are promised for a year and a half from now.

There is an incipient trade union structure, organized in CATH (Independent Federation of Haitian Workers). It has played a role in organizing the recent strikes and putting forth the workers' demands to individual employers. But on the national level, CATH has called for an urgent conference between the junta, the church and, of course, itself, with the view of finding a solution in common to the problems affecting the country, and in particular the economy. That is, for the sake of "national unity" and in exchange for its place in the future administration, it is already ready to accept sacrifices for the workers.

The United Communist Party of Haiti (PUCH) is one of the few organizations to have led an underground existence during the dictatorship. And yet the perspective of this organization is nonetheless also only to try to build the unity of all forces for bourgeois democracy, which, in the classical Stalinist way, it sees as a necessity, before steps can be taken towards the socialist revolution... sometime in the future.

In a poor country like Haiti, in which the bourgeoisie and the other ruling layers are themselves relatively weak, bourgeois democracy is not an option. For the ruling layers to allow the population to express itself and to organize itself for any period of time, poses the threat that the demand of the vast majority who live in poverty in this the poorest country in the western hemisphere

will go immediately against the existing social system. This is precisely why bourgeois democracy has never existed in Haiti. It is precisely why some form of dictatorship, either the personal one of Duvalier or some other, has always been the rule in Haiti. Certainly it is possible that the bourgeoisie will fulfill its promises of elections, particularly if the population continues to mobilize against the henchmen of Duvalier. But the goal can only be to put some new politician at the head of a government which can then appear unmarked by ties with Duvalier, someone who can be made to appear as the real oppositionist and voice of the popular interest, more easily hiding the fact that the same repressive state apparatus continues to exist, a state apparatus which can be used at any moment.

If the population grows impatient and does push its fight forward, the army can be used to crack down on the population, especially since no one today prepares the Haitian people for this eventuality.

Of course it's also possible that the population will become weary, looking to a far-off and meaningless election without seeing any prospects. If, as the result, the workers and the poor become demobilized, less active, the balance of forces will shift to the regime's side, and the regime can impose its will on the population, without ever having to go to a decisive attack.

Those who put forward the goal of bourgeois democracy in Haiti ask the workers to be patient... right up to the point the naked use of force will be employed to crush the workers and establish another open dictatorship. Either they chase after an illusion or, more seriously, deceive the workers and the other poor masses by proposing an impossible goal to them.

Of course, the working class can use the current temporary freedoms of speech, of the press, of assembly—which have come with the removal of Duvalier. But what will continue to exist of these freedoms will be that which the workers and the poor impose through their own activity, as they have done up to this point.

Yes, the poor masses need democracy and freedom, but these cannot exist in a country like Haiti if they do not have a class content, if they are not guaranteed by the power of all the poor masses, especially of the working class.

También están otras fuerzas nacionalistas, como las agrupadas alrededor del periódico *Haiti Progreso*, que plantean la cuestión de la dominación imperialista sobre Haití, su objetivo es conseguir la independencia de Haití respecto a la dominación directa del imperialismo norteamericano. Proponen el imposible desarrollo nacional dentro de una economía mundial siempre dominada por el imperialismo. Lo que significaría para la clase obrera y los pobres tener que seguir haciendo sacrificios para una élite nacional siempre encima de ellos. Y en la situación inmediata, lo que proponen no es nada más que la purga del aparato, con el mismo objetivo de establecer una democracia burguesa.

Finalmente, hay los que pretenden explícitamente representar a la clase obrera. Pero, en realidad, en la medida en que estas organizaciones se expresan, tienen sobre todo cosas en común con los políticos abiertamente burgueses, concentrándose ellos también a las próximas elecciones prometidas ahora para dentro de un año y medio.

Hay un principio de organización sindical en la CATH (la central autónoma de los trabajadores haitianos). Ha desempeñado un papel en la organización de las huelgas recientes y presentando las reivindicaciones de los trabajadores de diferentes empresarios. Pero, a nivel nacional, la CATH ha lanzado un llamamiento para una conferencia de urgencia entre la junta, la Iglesia y por supuesto ella misma, en la perspectiva de encontrar en común una solución a los problemas que afectan el país, en particular los problemas económicos. Es decir que en nombre de "la unidad nacional", y a cambio de un sitio en la futura administración, ya está dispuesta a aceptar sacrificios para los trabajadores.

El Partido Unificado de los Comunistas (PUCH) es una de las raras organizaciones que ha conseguido mantenerse clandestinamente durante la dictadura. Pero la perspectiva de esta organización consiste solamente en la unidad de todas las fuerzas democráticas burguesas, lo que, de una manera estaliniana clásica, ve como un primer paso necesario antes de dirigirse hacia la revolución socialista... en un futuro lejano.

Pero, en un país pobre como Haití, donde la burguesía y las otras capas dirigentes son relativamente débiles, no existe la opción de la democracia burguesa. Para las capas dirigentes, permitir que la población se exprese y se organice durante cierto período, lleva consigo la

amenaza de que las reivindicaciones de la gran mayoría que vive en la pobreza, en ese país que es el más pobre del hemisferio occidental, se vuelvan inmediatamente contra el sistema social existente. Es precisamente por ello que la democracia burguesa jamás existió en Haití. Es precisamente por eso que cualquier tipo de dictadura, a la manera de Duvalier u otra, siempre ha sido la regla en Haití. Es muy posible que la burguesía cumpla su promesa de elecciones, en particular si la población se mantiene movilizada contra los hombres de mano de Duvalier. Pero será con el único objetivo de poner algún nuevo político al frente del gobierno, el cual podrá entonces aparecer sin vínculos con Duvalier, alguien que podrá presentarse como un verdadero contrario a éste y un portavoz del interés popular, que permita ocultar más fácilmente que sigue habiendo el mismo aparato de Estado, un aparato de Estado que puede ser utilizado en cualquier momento.

Y si la impaciencia de la población crece y ésta se lanza a la lucha, el ejército sigue en su sitio para reprimir esta población, tanto más cuanto que nadie prepara hoy al pueblo haitiano para esta eventualidad.

Por supuesto, también es posible que la población se canse, que deje de creer en elecciones lejanas y sin significación. Entonces, si los trabajadores y los pobres se desmovilizan, abandonan la actividad, el equilibrio de las fuerzas cambiará en favor del régimen y éste podrá imponer su voluntad a la población sin ni tener siquiera que pasar a un ataque decisivo.

Los que proponen como objetivo una democracia burguesa en Haití piden paciencia a los trabajadores... hasta el momento en que el uso de la fuerza desnuda se emplee para aplastar a los trabajadores y establecer a otro dictador. O corren tras algo ilusorio o, más grave, engañan a los trabajadores y a los pobres proponiéndoles un objetivo imposible.

Por supuesto, los trabajadores pueden utilizar las libertades provisionales actuales de palabra, de prensa, de reunión que llegaron con la marcha de Duvalier. Pero lo que se mantendrá de estas libertades sólo será lo que los trabajadores y los pobres impongan por su propia acción, como lo han hecho hasta ahora.

Sí, las masas pobres necesitan democracia y libertad, pero éstas sólo pueden existir en un país como Haití si tienen un contenido de clase, si están garantizadas por el poder de las masas pobres, en particular, de la clase obrera.

CORRESPONDANCE
MAILING ADRESSES
CORREO

France

Lutte Ouvrière BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

USA

The Spark Box 1047 Detroit Mi 48231 - USA

Antilles

Combat Ouvrier BP 214 - 97110 Pointe-à-Pitre Guadeloupe

Great Britain

BM ICLC - London WC1N 3XX

España

Pilar Español - 8 Grande rue Saint-Michel Ap^t A 47 - B^t A
31400 Toulouse (France)

LUTTE DE CLASSE

Mensuel trotskyste édité par Lutte Ouvrière

Edité par la Société Editions E.A
BP 233 - 75865 Paris Cedex 18
SARL au capital de 20 000 F - Durée 50 ans.

Gérant : Michel RODINSON
Associés : René MARMAROS,
Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT

Directeur de la publication et responsable de
la rédaction : Michel RODINSON

Impression : 25, rue du Moulinet, 75013 Paris
Commission paritaire des Publications n° 53361
Tirage : 4 000 exemplaires

Prix	Price	Precio
------	-------	--------

France : 10 F		
---------------	--	--

USA : \$ 1.50		
---------------	--	--

Great Britain : 70 p		
----------------------	--	--

España : 180 pesetas		
----------------------	--	--